

Education permanente – populaire

Bilan et perspectives

Décret du 17 juillet 2003

Rapport général d'exécution 2012-2016

Éléments pour un Plan d'action quinquennal 2017-2021

*Ce tiré à part à destination de l'Inspection et de l'Administration de la FWB et des membres de CFS vise à répondre de manière transversale aux Sections 2, 3, 4 et 5 du canevas proposé.
La section 1 fait l'objet d'un document séparé.*

Education permanente – populaire

Bilan et perspectives

Décret du 17 juillet 2003

Rapport général d'exécution 2012-2016

Éléments pour un Plan d'action quinquennal 2017-2021

*Ce tiré à part à destination de l'Inspection et de l'Administration de la FWB et des membres de CFS vise à répondre de manière transversale aux Sections 2, 3, 4 et 5 du canevas proposé.
La section 1 fait l'objet d'un document séparé.*

Juin 2016

Le présent document fait partie intégrante du **Rapport général d'exécution** 2012-2016 et d'éléments pour un **Plan d'action quinquennal** 2017-2021 dans le cadre de notre agrément au Décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente.

Ce tiré à part est conçu à destination de l'Inspection et de l'Administration de la FWB et des membres de CFS. Il vise à répondre de manière transversale aux Sections 2, 3, 4 et 5 du canevas proposé.

La section 1 fait l'objet d'un document séparé.

CFS est aujourd'hui agréé à l'axe 2 et à l'axe 3.2. Ce rapport sert aussi à justifier une demande d'extension de notre agrément à l'axe 3.2.

Il répond au plan suivant :

Enjeux de société et visées de l'association « *Que voulait-on ? Que veut-on ?* » (section 2)

Analyse transversale des sections 3, 4 et 5 (partim) :

Que fait-on ? que fera-t-on ? Les actions de l'association en cours de convention (section 3)

A quoi l'action a-t-elle servi ? Qu'a-t-elle contribué à changer, directement ou indirectement ? Les effets observés de l'action (section 4)

Evaluation et perspectives ? (section 5)

- Courte analyse quantitative sur 5 ans
- Analyse qualitative autour de 10 thématiques travaillées pendant les 5 années écoulées :
 1. La question du précarité
 2. Sur l'austérité qui vient
 3. L'éducation populaire
 4. La reprise d'études dans une visée émancipatoire
 5. La question du Management : théorie et pratique
 6. À partir des primo-arrivants
 7. Marx le retour
 8. L'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration
 9. Des outils pour animer et former : la formation de Conférencier gesticulant
 10. Arts engagés
- Analyse d'une pratique transversale : les Questions de société
- Evaluation et perspectives générales (section 5 - partim)

Nous vous en souhaitons bonne lecture.

Enjeux de société et visées de l'association

« Que voulait-on/ Que veut-on ? » (Section 2)

2.1 Les enjeux de société et les visées de votre association ont-ils été modifiés depuis votre reconnaissance ? Si oui, dans quels termes et pour quelle raison ?

2.2 Quelle était, dans votre dossier de reconnaissance, la relation entre les visées de votre association et l'article 1er du décret, avec les précisions par rapport aux éléments de l'article 1er ?

2.3 Aujourd'hui, l'association reformulerait-elle éventuellement ses visées et/ou les relations entre celles-ci et l'article 1er du décret ? Si oui, pourquoi et dans quels termes ?

2.1 Les enjeux de société et les visées de votre association ont-ils été modifiés depuis votre reconnaissance ? Si oui, dans quels termes et pour quelle raison ?

Comme annoncé dans notre rapport de 2010, nos statuts ont été modifiés de manière à mieux préciser nos « but et objet » :

2005

Buts et Objet :

Article 3. Le but de l'association est de tout mettre en œuvre pour permettre l'accès à l'éducation et à la culture pour tous les adultes issus du monde du travail, afin de construire une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire dans une perspective d'égalité et de progrès social.

L'association a pour objet

-l'organisation de formations pour adultes issus du monde du travail et toutes autres activités de toute nature visant à permettre à des adultes de reprendre des études ou des formations, en vue d'une promotion individuelle et collective

-l'apprentissage de la citoyenneté

-l'insertion socioprofessionnelle

-la validation et la certification des acquis dans la perspective d'une Université ouverte.

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

2014-2016

L'assemblée générale du 04/01/16 approuve à l'unanimité la modification statutaire suivante au Titre II - Article 3 qui devient :

Le but de l'association est de lutter contre le déterminisme socio-éducatif en permettant aux adultes issus du monde du travail, avec ou sans emploi, d'avoir un meilleur accès aux formations et à la reprise d'études diplômantes et de contribuer ainsi, à notre échelle, à construire une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire, dans une perspective d'égalité et de progrès social, en vue d'une promotion individuelle et collective.

L'association a pour objet d'organiser des animations, des formations et de la recherche notamment dans les domaines suivants :

- L'insertion socio-professionnelle, et plus particulièrement des formations de base et des formations qualifiantes, notamment la formation d'aides familiaux ;
- La certification des actions de formation, notamment avec la Promotion Sociale ;
- Le soutien à la reprise d'études supérieures par des adultes peu scolarisés ;
- L'apprentissage de la citoyenneté ;
- La formation continuée des travailleurs ;
- La production d'analyses, d'études associatives utiles dans le champ social, leur édition et leur diffusion dans une perspective d'éducation populaire ;
- Le soutien à l'Université Populaire de Bruxelles ;
- Les expériences culturelles à destination des milieux populaires.

Dans ces domaines, l'association inscrit son action dans une double logique, à la fois d'accès pour tous aux savoirs académiques et à la culture (de démocratisation de la culture), et à la fois de construction et de valorisation des savoirs d'expérience des participants (donc de démocratie culturelle).

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

Il nous semble intéressant d'analyser ici l'évolution de nos statuts de 2005 à 2016. Une réforme était annoncée dans notre dossier quinquennal précédent. Constatons plutôt une lente évolution, avec néanmoins certains éléments significatifs de changement.

L'objectif central de l'association est reprécisé : il s'agit de **lutter contre le déterminisme socio-éducatif**, faisant ainsi implicitement référence aux *Héritiers* et à la *Reproduction* de Pierre BOURDIEU. Nous ne sommes plus une association de services, mais un projet politique.

Cette lutte doit garantir une « **promotion individuelle et collective** » : aujourd'hui, nous écrivons « d'émancipation individuelle et collective ».

La **recherche** entre explicitement dans l'objet social, de manière générale et au sens des analyses et études du Décret EP.

Le soutien à l'**Université Populaire** devient lui aussi explicite.

Le lien avec les **expériences culturelles en milieu populaire** est important, surtout que nous précisons la double logique « d'accès pour tous aux savoirs académiques et à la culture (démocratisation de la culture) » et de « construction et de valorisation des savoirs d'expérience des participants (donc de **démocratie culturelle**) ».

Nos statuts peuvent être mis en regard avec notre reconnaissance à l'EP, conditionnée par notre adhésion à l'article 1 du Décret :

CHAPITRE I^{er}. - Dispositions générales

Objet

Article 1^{er}. - § 1^{er}. Le présent décret a pour objet le développement de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle.

§ 2. Cet objet est assuré par le soutien aux associations qui ont pour objectif de favoriser et de développer, principalement chez les adultes :

- a) une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société;
- b) des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation;
- c) des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

§ 3. La démarche des associations visées par le présent décret s'inscrit dans une perspective d'égalité et de progrès social, en vue de construire une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire qui favorise la rencontre entre les cultures par le développement d'une citoyenneté active et critique et de la démocratie culturelle.

Dans notre rapport 2010, nous écrivions :

Nous devons néanmoins constater dans notre pratique de formation d'animateurs, formateurs, militants et responsables associatifs, qu'un certain nombre de nouveaux enjeux sont apparus, ou que des enjeux que nous constatons à l'époque ont pris ces dernières années un accent particulier.

Nous analysons et soulignons ici l'évolution et la modification de ces enjeux intervenus pour 2016 ainsi que l'apparition éventuelle de nouveaux enjeux :

« De manière non exhaustive, nous relevons ici quelques enjeux en lien avec notre pratique : »

- *« Dans le cadre du renforcement de l'**Etat social actif**, et du contrôle accru des chômeurs, le **concept de responsabilité** (qui était un concept positif) renvoie aujourd'hui à celui de responsabilisation et d'individualisation des questions sociales; nous devons donc, de notre point de vue, l'utiliser avec parcimonie en Education permanente. »*

La situation en 2016 s'est plutôt accentuée. Diverses mesures de contrôle des chômeurs et des bénéficiaires du revenu d'intégration, et de plans d'accompagnement et de PIIS des CPAS, ont été progressivement mises en place, avec notamment la dégressivité des allocations de chômage et 29.000 exclusions du chômage en 2015. C'est un axe que nous avons particulièrement travaillé pendant le quinquennat écoulé.

- *« Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de Bologne, les **modalités de reprise d'études par des adultes** ont été profondément modifiées, et ont amené des modifications importantes à notre projet 1 (FAFEP). »*

En 2016, les nouvelles mesures comme la valorisation des acquis de l'expérience (VAE) ont été mises en place avec beaucoup de timidité, voire ont été niées par les universités et les hautes écoles, à part les quelques exceptions historiques connues (ISCO-FOPES-FOPA et EOS-ULB). Nous assurons une veille de cette mise en place auprès d'un plus grand nombre d'institutions.

- « La notion de « **travailleur du secteur associatif** » a aussi profondément évolué : positivement avec l'avènement des ANM. Mais cette avancée positive a masqué le fait que, comme dans tout le reste du champ du travail, **c'est l'emploi précaire** (le précarité selon Robert Castel) **qui est la règle la plus fréquente pour les jeunes travailleurs** : contrats de remplacement, CDD, ACS, PTP, Art 60, chômeurs avec ou sans contrat de volontaire, contrat à temps très partiel, contrat SINE, Activa, intérim, défraiements légaux, chômeurs bénévoles, ... Nous estimons devoir étendre la définition de « **travailleur** » à l'ensemble de ces catégories pour ne pas perpétuer au sein des associations les inégalités sociales que l'ensemble de notre société tolère. »

En 2016, nous constatons que la pression et la quantité de travail croît sans moyens supplémentaires. Nous accueillons régulièrement du personnel en article 60 (4 en interne) ou via les entreprises d'insertion comme Innovasport – qui assure notre catering – ou Banlieues – qui assure nos captations, qui finissent par occuper des fonctions structurelles (accueil, nettoyage, aide au secrétariat).

Ces emplois sont malheureusement de moins en moins des emplois de transition. Peu de personnes retrouvent un travail sur le « marché » de l'emploi ; si l'asbl les engage, leur coût augmente de manière exponentielle au fur et à mesure des diminutions de réductions d'ONSS, ce qui aboutit assez inéluctablement à les remplacer par de nouveaux travailleurs « gratuits ». Cette réalité se fait sentir de manière plus aigüe en 2016 qu'auparavant étant donné le contexte difficile du marché de l'emploi bruxellois.

- « Dans un même contexte, le concept de « **Formation tout au long de la vie** » recouvre aujourd'hui surtout des préoccupations d'employabilité, d'adaptation au poste de travail, d'acquisition de compétences découpées et sans liens. Nous pensons que l'Education permanente doit occuper ce champ avec sa spécificité, c'est-à-dire avec des formations qui ont une visée émancipatrice. »

En 2016, l'éducation permanente - populaire n'est pas encore parvenue à imposer sa place (son rôle d'analyse sociale critique) sur le « marché » de la formation tout au long de la vie. Les formations ont pour objectif de renforcer l'itinéraire professionnel des travailleurs du secteur, ou à occuper leurs temps de chômage. Il n'y a pas encore de « temps libéré » pour un congé éducation choisi par le travailleur, sans autre perspective que sa propre émancipation.

- « A Bruxelles, l'accentuation des flux migratoires implique de nous investir plus dans la question de **la diversité et du vivre ensemble** ; comment le faire sans stigmatiser des populations, en valorisant les apports culturels des uns et des autres, mais sans concession sur quelques valeurs fondatrices de notre association : l'égalité, la laïcité, la justice sociale, ... »

En 2016, la « crise des migrants » et l' « afflux de réfugiés » se sont accompagnés d'une crise de la démocratie et de son langage. Avant d'être une déclaration d'intention, le « vivre ensemble » est un fait sur lequel nous n'avons pas beaucoup de prise. En revanche, vivre des luttes ou des activités conviviales en commun donne sens aux liens sociaux qui nous unissent et s'inscrivent dans une citoyenneté qui se veut active. Parallèlement, la richesse de la diversité est aujourd'hui mise en danger par l'homogénéisation de la pensée qui confond égalité avec uniformisation.

Depuis notre reconnaissance, de nouveaux enjeux sont apparus liés aux attentats qui ont frappés des villes européennes qui avaient jusqu'alors été épargnées. Nous nous sommes investis de ces nouveaux enjeux tant géopolitiques et que ceux liés à l'islamophobie montante, au concept de radicalisation et des restrictions de liberté fondamentales. La proximité de ces attentats éveille des questionnements et un besoin de compréhension de cette nouvelle réalité et des problématiques qu'elle soulève. Les notions de terrorisme, djihadisme, islamisme, mais aussi d'état d'urgence *de facto*, le lockdown, l'arrivée des militaires dans la vie civile et les mesures antiterroristes méritent un travail de réflexion qui entre dans les missions de l'éducation permanente, éloignée de « l'émocratie » médiatique.

- *« La démocratie élective, représentative est en perte de légitimité. Par l'affaiblissement des capacités d'interventions du politique pour réguler l'économie et la finance ; par la faible représentativité des élus au regard de la population totale ; par la faiblesse de la démocratie participative (et y contribuer est une des fonctions de l'éducation permanente) et sans doute surtout par l'absence d'alternative crédible : « le capitalisme a gagné », il s'est « naturalisé », ... comment développer une pensée critique et une « puissance d'agir » face à un tel « monstre » ?*

Un des effets concrets est le **définancement progressif des services publics** et de la sécurité sociale. La notion de service public a profondément été ringardisée par de nombreuses années de domination de la pensée unique néolibérale. La coalition suédoise a poursuivi ce travail de détricotage des acquis sociaux à un rythme plus offensif. Des nouveaux secteurs du service public sont touchés tant les chemins de fer (SNCB) que la Poste, l'enseignement, la magistrature et les prisons, etc. Comment revaloriser la notion de service public à l'heure où ses détracteurs se désresponsabilisent derrière une bureaucratie européenne inatteignable ? Une question d'actualité à laquelle que nous continuons de travailler à travers tous nos modes d'action.

Le **secteur culturel fédéral** est touché de plein fouet. L'expression artistique en Belgique est en pleine crise, aussi bien en ce qui concerne son financement que sa diffusion. Les diffuseurs publics sont de moins en moins financés, donc diffusent et financent de moins en moins d'œuvres. Par ailleurs le système d'assurance chômage qui, de fait, permet aux artistes de vivre est de plus en plus restreint. Il est facile d'affirmer que les nouvelles technologies prendront le relais en termes de financement et de diffusion, néanmoins c'est loin d'être le cas pour le moment. L'art n'est pas une simple manière d'habiller les discours, c'est aussi une manière privilégiée de se penser en tant que société.

Au niveau de la Communauté française, il faut noter l'entrée en vigueur début 2014 du **Décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels** : ces derniers voient intégrer dans leurs missions une démarche d'éducation permanente par laquelle ils doivent définir leur projet avec la participation de leur public, notamment au travers d'une analyse partagée du territoire. Cette logique de co-construction constitue une opportunité pour sortir de la vision élitiste d'une culture à démocratiser et de promouvoir au contraire une véritable démocratie culturelle dans laquelle les associations d'éducation permanente doivent s'inscrire. CFS siège au Conseil d'administration du CC Jacques Franck : la préoccupation ici est de constater une réduction des recettes d'activités (notamment vu le public associatif mieux accueilli ... mais moins solvable lui aussi ...) et une diminution de divers subsides ponctuels.

- *« L'information s'est normalisée, le contenu de tous les JT est le même. L'information des agences de presse est relayée sans grande vision critique. Sans croire à la théorie du complot, force est de constater qu'une forme de pensée unique a gagné les médias : il reste à l'éducation permanente à **former des spectateurs émancipés** » (Jacques Rancière) ; »*

Pendant le quinquennat, une réflexion a eu lieu sur le rôle de l'image et du regard, au travail du cycle de films coorganisé par CFS, l'UP et Cinédit. L'analyse des médias a trop peu été prise en compte jusqu'à présent et nous comptons en faire un axe important pour nos futures interventions.

- *« La **question environnementale**, présente de longue date, prend un accent nouveau avec les grandes catastrophes qui balayent la planète ; une réflexion sur les limites de la croissance (et donc sur la décroissance), sur nos modes de vie, amène l'éducation permanente à nous (se) questionner sur ce que les associations peuvent faire pour contribuer au développement durable de la planète ; »*

Cette question a été peu prise en compte dans nos activités (sauf QDS « action collective ») : elle reste évidemment d'une brûlante actualité lorsqu'on débriefe les résultats de la COP21. Le CFS compte poursuivre son projet d'analyse critique du capitalisme sous l'angle de l'environnement et son impact sur nos modes de production et de consommation alimentaire, ainsi que par une participation à la conscientisation citoyenne de la gestion des déchets et de l'énergie.

- *« La **question pédagogique** sort renforcée du constat de la profondeur de l'échec des dispositifs éducatifs à réduire les inégalités, à doter chaque enfant du bagage nécessaire pour vivre solidairement la complexité du XXIème siècle. L'échec des pédagogies passives, frontales, l'évolution de notre compréhension des enjeux de l'éducation (familiale, scolaire, permanente, ...), et notre conviction que les gens « s'émancipent eux-mêmes et au contact des autres » nous ont amenés à revoir profondément notre relation éducative, qui relève aujourd'hui beaucoup plus de **l'auto-socio-constructivisme**. »*

Cet enjeu a été profondément pris en compte dans la plupart de nos activités depuis 2010 (notamment QDS n°1-2-5 et 8, Reprise d'études, etc.). Cela transparaîtra évidemment dans notre rapport d'activités.

2.2 Quelle était, dans votre dossier de reconnaissance, la relation entre les visées de votre association et l'article 1er du décret, avec les précisions par rapport aux éléments de l'article 1er ?

Extrait du dossier de demande (2005-2006) :

« Il est important que les animateurs et les formateurs intervenant dans ces quartiers aient reçu une bonne formation visant des compétences spécifiques, mais également et surtout qu'ils soient **respectueux de l'environnement** et du public qui leur fait confiance et sur lequel ils peuvent avoir une grande influence. En particulier quand il s'agit d'enfants et d'adolescents.

« C'est ici que l'objet du décret, décrit dans son article 1er, prend tout son sens, car pour ces animateurs et formateurs socioculturels, il s'agira bien, au quotidien, d'agir pour que ces jeunes adultes, ces enfants et ces adultes en formation ou en demande de rencontre dans leur quartier

- prennent **conscience de leur place dans notre société** ;
- analysent dans **quel type de société** ils évoluent ;
- acquièrent des **capacités pour comprendre** leur situation ;
- réfléchissent à leurs **moyens d'action** et leurs possibilités de choix, dans notre **démocratie actuelle** ;
- et mettent ainsi en évidence l'importance de jouer leur **rôle de citoyen à part entière**, pour défendre leurs intérêts dans un monde qui n'évolue pas toujours **en faveur des plus fragiles**.

« Au fil des années et de l'évolution de la situation bruxelloise surtout à partir de 1990 et des émeutes des jeunes à Forest, notre organisation a été confrontée à un nouveau public en formation : **des jeunes motivés mais sans diplôme et sans expérience de terrain**.

« Le programme des cours reconnus en Promotion sociale avait été conçu pour des adultes, travailleurs, expérimentés et militants ayant le plus souvent un certain bagage politique. Ce programme ne pouvait pas suffire au nouveau public, **il fallait le compléter et c'est ce que CFS a proposé dans son rôle de coordination et de formation des cadres, financé par l'Education permanente**. Ce qui s'est traduit dans une convention avec la Formation des cadres, depuis 1994.

« Depuis, le programme n'a cessé d'être revu, corrigé, complété et est devenu un tout cohérent (comme décrit plus bas), ciblant la Connaissance du secteur, la Maîtrise d'outils d'animation et le Développement d'une **posture réflexive et critique**.

« Fin 2004, nous avons décidé d'accomplir un travail en profondeur avec toute l'équipe de CFS, en traitant des difficultés que nous rencontrions au sein même de notre association (avec certains travailleurs et formateurs), et avec notre public de participants. Ce travail de groupe visait à relever les incidents critiques positifs et négatifs dans le quotidien de la vie de l'association, et pour chacun d'entre eux,

*d'identifier la valeur implicitement concernée par cet incident. Cette initiative nous a menés à conduire une réflexion mensuelle d'une demi-journée sur **les valeurs que nous défendons au sein de notre organisation et comment elles se reflètent dans nos actions.***

« C'est ainsi que les principales valeurs mises en évidence sont :

- le **droit à l'éducation** pour tous ;*
- le droit à la différence, le pluralisme, la laïcité, l'**égalité** de tous, le respect ;*
- la **solidarité**, la valeur du groupe, du collectif ;*
- la responsabilité, l'**autonomie** ;*
- la **citoyenneté** responsable ;*
- la justice sociale, la lutte contre le déterminisme.*

« Il en a découlé un ensemble de groupes de travail plus restreints qui ont chacun tenté de traduire ces valeurs dans les actions et dans les formations de l'association. Cela a permis de mettre en place tout un dispositif d'accueil de notre public, dans lequel nous annonçons clairement nos valeurs et travaillons avec lui en groupe, sur la traduction concrète de ces concepts dans les actes. »

Tant en 2010 qu'en 2016, ces préoccupations sont restées d'actualité. Le lien fait avec l'Article 1 du Décret a été effectivement suivi, tout en étant confronté avec les nouveaux enjeux décrits au point 2.1. Il a donc évolué. Le point suivant (2.3) fait état de l'approfondissement de notre réflexion aujourd'hui.

2.3 Aujourd'hui, l'association reformulerait-elle éventuellement ses visées et/ou les relations entre celles-ci et l'article 1er du décret ? Si oui, pourquoi et dans quels termes ?

Les statuts de l'association ont évolué, avec une réforme des statuts en 2014 et en 2016.

Nous avons relevé au point 2.1 les modifications significatives qui aboutissent à mieux prendre en compte notre démarche d'éducation populaire.

L'Université populaire :

Pour rappel,

« CFS a été en 2009 (mais dans le cadre d'une continuité historique remontant à sa fondation) un des principaux initiateurs de l'Université populaire de Bruxelles. L'UP de Bruxelles est un cadre de pensée critique dans lequel interviennent plusieurs associations d'éducation permanente (notamment la Centrale culturelle bruxelloise et le Collectif alpha). Sa fondation fait l'objet du Cahier du Fil rouge n° 12.

*Organisateur du 5ème Printemps des universités populaires à Bruxelles en juin 2010 (et qui fait l'objet d'analyses publiées dans FIL ROUGE N° 15 en annexe), CFS a été amené à débattre de deux modèles d'Universités populaires (celle de Caen, à l'initiative de Michel Onfray ; et celle de Bruxelles à notre initiative). Si on considère qu'au travers de l'Université populaire, **nous défendons notre conception de l'éducation populaire / permanente**, on a une première grille de lecture de l'évolution de notre réflexion.*

Il est à noter que cette confrontation de modèles est très riche et que notre analyse ne se termine pas par « ce qui est bien : nous », « ce qui n'est pas bien : le modèle Onfray », mais par la volonté de voir les deux modèles s'enrichir et se compléter. »

Comme annoncé dans le plan 2012-2016, le **lien avec l'Université populaire** a intégré nos statuts. CFS est en effet le principal initiateur et porteur du projet. Le document de base qui a fait l'accord de CFS, la FGTB / CCB, l'EOS et des chercheurs universitaires retrace la démarche. Nous le mettons en annexe du présent dossier.

Au niveau de l'éducation permanente, une convention précise que la CCB valorisera les activités large public (grandes conférences, axe 1) et CFS les séminaires et formations dérivées et l'analyse (axes 2 et 3.2).

L'apport de l'UP à CFS dépasse largement la simple organisation d'activités agréées. L'UP a créé, notamment par les prestigieux grands conférenciers qui s'y sont succédé, un contexte général de travail qui a alimenté et orienté en permanence nos pratiques. Tout au long de notre rapport d'activités, les apports – aujourd'hui décisifs – de l'UP seront indiqués.

L'UP en est aujourd'hui à sa septième saison accomplie. Là aussi, un rapport d'activités synthétique est joint en annexe.

10 Questions pédagogiques, philosophiques et politiques ...

En 2010, nous avons relevé une dizaine de questions pédagogiques, philosophiques et politiques qui ont questionné nos pratiques, et que nous nous engageons à continuer à travailler.

Question 1 : « Est-ce qu'il s'agit de **délivrer un savoir critique**, ou est-ce qu'il s'agit de **construire une autonomie intellectuelle des personnes** ? Cela ne va pas nécessairement toujours dans le même sens ... » (Philippe Corcuff, Sociologue, Lyon) Qu'est-ce qu'un savoir critique ? Qu'est-ce que l'autonomie intellectuelle : l'émancipation ?

Question 2 : « Ce qui m'intéresse dans l'éducation populaire, c'est la **capacité d'auto-formation collective** » (Michel Tozzi, Philosophe, UP Septimanie)
« Il y a une nécessité de travailler ensemble, de **produire de l'échange des savoirs**, des pratiques, des échecs et des réussites, le but est de fabriquer des outils « qu'on aie bien dans les mains », qui nous habilitent à agir, des outils collectifs ou pour nourrir les chemins que chacun peut avoir envie de se construire à un moment donné » (Isabelle Stengers, Philosophe, ULB). L'auto-socio-constructivisme devient-il notre fil conducteur pédagogique ?

Question 3 : « En philosophie, qu'on soit cultivé ou pas cultivé, **chacun a des opinions et des préjugés** » (Michel Tozzi, Philosophe, UP Septimanie) Comment déconstruire nos opinions, nos préjugés, alimentés par une pensée « unique », dominante ? Peut-on – et si oui, comment ? - reconstruire une pensée « libre », personnelle et collective ?

Question 4 : « Certifier les apprentissages d'adultes en milieu populaire, n'est-ce pas un combat pour l'éducation populaire ? » (Alain Leduc, CFS, UP de Bruxelles) « Pour les personnes peu scolarisées, le **diplôme a un côté réparateur** » (Anne Loontjens, Collectif alpha) Comment articuler des outils d'éducation permanente avec des projets de reprise d'études pour des animateurs-formateurs peu qualifiés ? (FAFEP, FAFEP)

Question 5 : « L'objectif n'est pas d'avoir des cases, mais d'arriver à des mélanges de publics, mais avec une attention forte pour toucher vraiment un **public populaire** ... » (Mateo Alaluf, ULB) Comment toucher le public populaire à l'axe 2, alors qu'on travaille en formation d' « intermédiaires » (animateurs, formateurs, responsables, militants) ? Et/ou produire des analyses utiles aux milieux populaires ?

Question 6 : « Nous avons des **espaces de liberté**, mais comment les construire, comment les occuper ? » (Eric Buysens) L'EP est-elle notre dernier espace de liberté ? Comment retrouver de la marge pour relancer une pensée critique ?

Question 7 : « Est-ce qu'on évite les sujets qui fâchent ? Est-ce qu'on est capables **d'aborder les sujets tabous** ? » (Michel Tozzi) « J'ai envie de dire qu'il n'y a pas de **champ interdit** à l'éducation populaire » (Christian Maurel) Y a-t-il des sujets (de fait) tabous en EP ? Notre ouverture sur de nouvelles questions de société est-elle suffisante ou nous auto-censurons-nous ? Y a-t-il des champs où l'EP n'aurait pas sa place ?

Question 8 : « Je dirai de l'éducation populaire pour faire simple, c'est l'éducation du peuple par le peuple et pour le peuple, et c'est précisément le « **par le peuple** » qui définit l'éducation populaire. » (Christian MAUREL) Quelle différence faisons-nous entre éducation permanente et éducation populaire ? Qu'est-ce qu'une éducation **PAR LE PEUPLE** ?

Question 9 : « en lien avec d'autres structures, en particulier les mouvements sociaux, c'est de permettre l'augmentation de la **puissance d'agir** des individus. Les gens sont les produits de l'histoire, qu'ils en soient bénéficiaires ou victimes. A un moment donné comment peuvent-ils avoir la force de faire l'histoire ? »

« Et l'éducation populaire doit contribuer à la construction de ce que j'appelle des **subjectivités agissantes** qui, individuellement et collectivement prennent les choses en main et transforment les rapports sociaux et leur relation au monde dans lequel ils sont pris. » « Comment faire ce lien qui a été un peu perdu entre leurs activités (d'EP) et le **mouvement social**. Je pense que c'est ces alliances qu'il s'agit de reconstruire, aujourd'hui. » (Christian MAUREL) CFS a des liens forts avec des mouvements sociaux : comment les renforcer avec la FGTB (au sein de l'Université populaire de Bruxelles) et au niveau pluraliste avec la FGTB et le MOC au sein de Lire et Ecrire Bruxelles ? Ces liens contribuent-ils effectivement à renforcer notre « puissance d'agir » ?

Question 10 : « **s'émanciper** c'est **sortir de la place qui vous a été assignée** par les conditions sociales, par votre culture d'appartenance initiale, par votre genre, être homme ou être femme, c'est pas la même condition, et devenir acteur de son propre devenir ». (Christian MAUREL) Comment contribuer à lutter contre les déterminismes sociaux et socio-éducatifs ?

Ces questions ont effectivement été travaillées de manière centrale depuis 2010 ! Nous écrivons qu'une « reformulation de nos objectifs devrait intégrer » ces éléments permettant à CFS de mieux reformuler ses visées **spécifiques** en relation avec l'article 1 du Décret comme suit :

« **dénoncer le déterminisme social et socio-éducatif**, et donc favoriser la possibilité de **reprendre des études à l'âge adulte**, les études étant en soi une condition nécessaire –mais non suffisante– pour prendre du recul par rapport à sa pratique de vie, sa pratique professionnelle, se doter d'outils nouveaux pour ne pas subir sa vie professionnelle, mais en être aussi les acteurs. »

En 2016, c'est devenu explicitement le but statutaire de l'association. Un pan structurel de notre travail, tant à l'axe 2 (FAFFEP) qu'à l'axe 3.2 (analyses et études sur cette thématique) y est consacré. Un séminaire avec Christian Maurel et Michel Sylin a été organisé sur ce thème en mai 2015.

Se démarquer du côté utilitariste des formations professionnelles, la segmentation des savoirs en compétences, les objectifs d'employabilité, d'adaptation du travailleur au poste de travail, l'hyper-valorisation des savoirs formels par rapport aux savoirs d'expérience, qui sont des vecteurs d'exclusion d'une véritable citoyenneté ... La reprise d'études a dans ce concept **une fonction réparatrice**. Accompagner, dans le cadre de l'éducation permanente, cette reprise d'études **d'outils d'analyse critique, de construction de l'autonomie intellectuelle, d'émancipation individuelle et collective**, de ces populations largement « de milieu populaire ».

CFS est sans doute le seul projet qui sensibilise, prépare et accompagne la reprise d'études d'adultes de milieux populaires dans des institutions « classiques » par des apports d'éducation populaire, et non de « remédiation » ou de « remise à niveau ». L'objectif est largement mis en œuvre et décrit comme un des éléments clés du rapport.

*Valoriser les savoirs d'expérience, c'est pour nous la **fonction centrale de l'éducation permanente de modifier ce rapport au savoir** ; Plus spécifiquement dans le cadre de l'agrément à l'axe 2, CFS a donc la responsabilité d'orienter ses formations d'animateurs, de formateurs, de militants et de responsables associatifs vers :*

- ***une capacité de s'émanciper**, càd de « sortir de la place qui vous a été assignée par les conditions sociales, par votre culture d'appartenance initiale, par votre genre, et devenir acteur de son propre devenir » (CM) (thème 1) ;*
- *des **capacités d'analyse critique** de notre société (thème 2) ;*
- ***des outils de gestion des ressources humaines**, qui « habilitent » les capacités de chaque membre de l'équipe, qui co-construisent un projet d'équipe, et soient capables de soutenir leurs équipes dans la mise en œuvre des projets (thème 3) ;*
- *la capacité d'intégrer la **gestion de la diversité**, dans une logique qui comprenne mais combatte tous les « replis identitaires » au profit d'une humanité commune retrouvée (thème 4).*

Ces objectifs nous semblent avoir bien progressé pendant ce quinquennat. Le rapport d'activités en fait largement mention.

*« Cette redéfinition implique aussi que, tant les animateurs, militants, responsables associatifs qui viennent en formation, que nos équipes de formateurs se mettent **dans une position nouvelle de chercheur** qu'implique une démarche de co-construction. »*

Notre démarche d'« apprentis chercheurs » développée sur base de notre partenariat avec Paris 8 (projet U2P8) et de notre cycle de 2012 « éducation populaire, émancipation et transformation sociale », est devenue centrale dans la Formation à la recherche en éducation populaire débutée en 2014 et poursuivie en 2015 et 2016. Un large chapitre lui est consacré.

Analyse transversale (sections 3, 4, 5)

3. Les actions de l'association en cours de convention : « *Qu'a-t-on fait ? Que fera-t-on ?* »

4. Les effets observés de l'action : « *A quoi l'action a-t-elle servi ? Qu'a-t-elle contribué à changer, directement ou indirectement ?* »

Nous avons décidé de présenter notre rapport sur les sections 3 et 4 de manière conjointe pour faire chaque fois le lien entre « ce qu'on a fait » et « ce que cela a permis ». Le plus souvent, des éléments de la section 5 sont eux-aussi présents (les points 5.1 à 5.3).

Notre rapport pour ces sections s'ouvre sur une brève **analyse descriptive et quantitative**.

Mais l'essentiel vient ensuite : nous proposons une **analyse qualitative** d'une dizaine de projets structurels, ainsi que de notre plus gros programme transversal, les « Questions de société » avec Lire et Ecrire Bruxelles.

Approche descriptive et analyse quantitative

Le Collectif Formation Société asbl est agréé à l'axe 2 et à l'axe 3.2 du Décret. Voici quelques éléments factuels et chiffrés quant à l'action menée pendant ces 5 années.

Axe 2

Objet des thématiques et projets phares relevés :

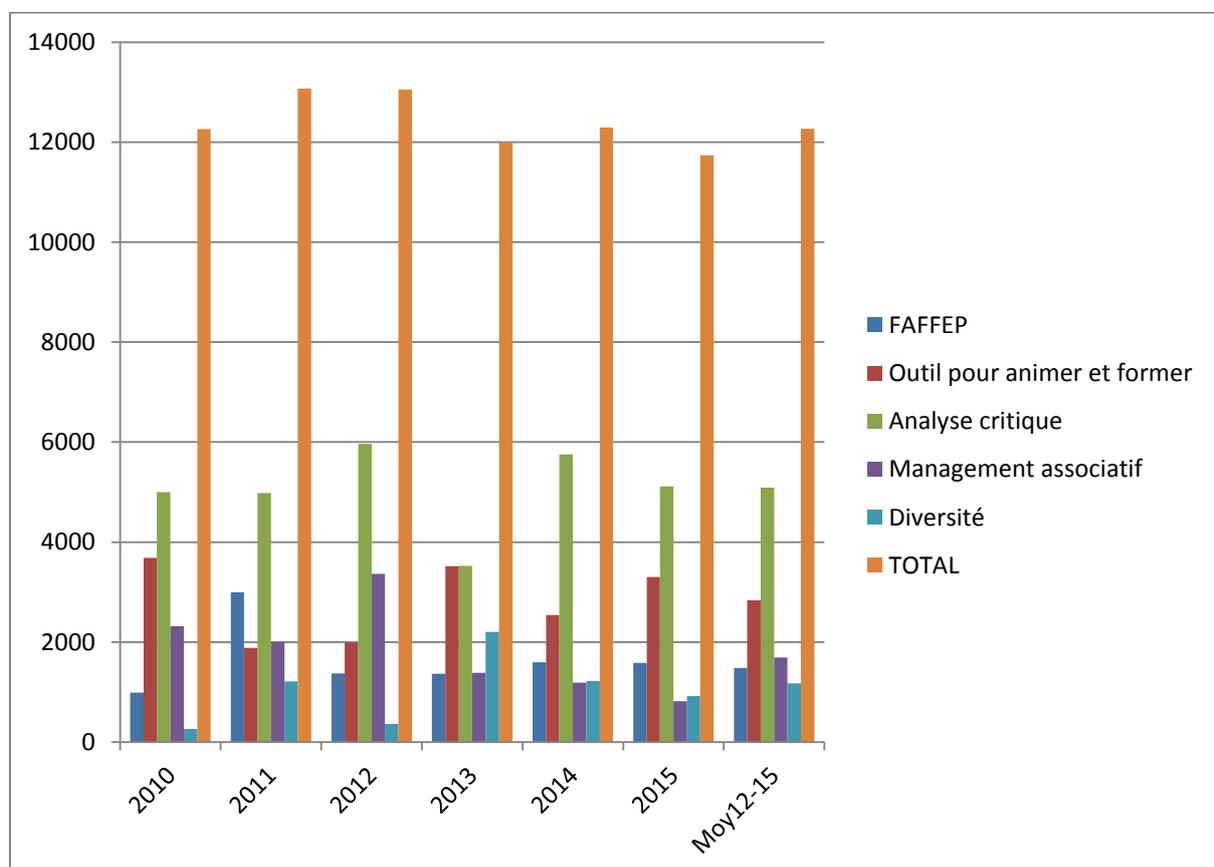
Projets / thématiques PROJET 1 : FAFEP (cfr RA 2014)	Projets phares décrits dans les rapports annuels (RA)
<p>Formation d'Animateurs Formateurs aux Fondamentaux de l'Education Populaire</p> <p>Cette formation se décline en plusieurs modules thématiques dont l'objectif final est de conférer aux participants des fondements et grilles d'analyse en vue d'agir dans une perspective d'éducation permanente. Dans cette partie, nous nous limiterons à décrire ce programme d'un point de vue des contenus et objectifs. Pour les informations chiffrées et organisationnelles, il s'agira de se reporter aux tableaux récapitulatifs joints en annexe.</p> <p>Pour rappel, ce projet vise à inscrire la démarche de reprise d'études par des adultes dans un processus d'émancipation et donc d'éducation populaire. Dans ce sens, CFS réaffirme ses visées spécifiques en relation avec l'article 1 du décret comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dénoncer le déterminisme social et socio-éducatif, en favorisant la possibilité de reprendre des études à l'âge adulte, les études étant en soi une condition nécessaire -mais non suffisante- pour prendre du recul par rapport à sa pratique de vie et sa pratique professionnelle. Il s'agit de se doter de grilles d'analyse et d'outils nouveaux pour ne pas subir mais reprendre une place d'acteur et être sujet de son développement. • Accompagner, dans une démarche d'éducation permanente, cette reprise d'études de moyens et méthodes d'analyse critique, de construction de l'autonomie intellectuelle, d'émancipation individuelle et collective de ces populations issues largement de 	<p><u>7 modules ont été réalisés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Module 1 « déterminisme » : comprendre les mécanismes favorisant les inégalités éducatives et prendre conscience de ses capacités. Quelle mobilité éducative et sociale pour les animateurs, formateurs et travailleurs associatifs peu diplômés ? Pour leurs publics ? Comment lutter concrètement contre le déterminisme socio-éducatif et ne pas le reproduire ? • Module 2 « S'émanciper » : Comment formaliser un projet de reprise d'études qui permette de s'émanciper et de devenir acteur de son propre devenir ? A partir d'une réflexion approfondie sur ses motivations personnelles, ses objectifs et son parcours de vie, comment élaborer un projet émancipateur ? • Module 3 « Analyse en groupe d'une question sociale » : Comprendre ce qu'est une question au sens épistémologique du terme, et comment produire une analyse à partir d'une question de société ? • Module 4 « Traitement critique de l'information » : s'initier à la démarche du questionnement critique à partir de l'information que l'on reçoit et de l'information que l'on donne. • Module 5 « Clés d'entrée pour comprendre les enjeux des sciences humaines » : se donner les clés de compréhension pour aborder les grandes disciplines des sciences humaines. • Module 6 « Des outils pédagogiques pour l'action » : se doter de grilles d'analyse et de compétences pour renforcer sa puissance d'agir. • Module 7 « L'éducation permanente, un décret pour l'action » : comprendre comment l'émancipation peut passer par l'accès au savoir et la culture, en vue de s'extraire du rapport dominé/dominant. <p><u>A partir de 2015, ils sont regroupés autour de 4 objectifs structurants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Module déterminisme ; • Année préparatoire à la reprise d'études ;

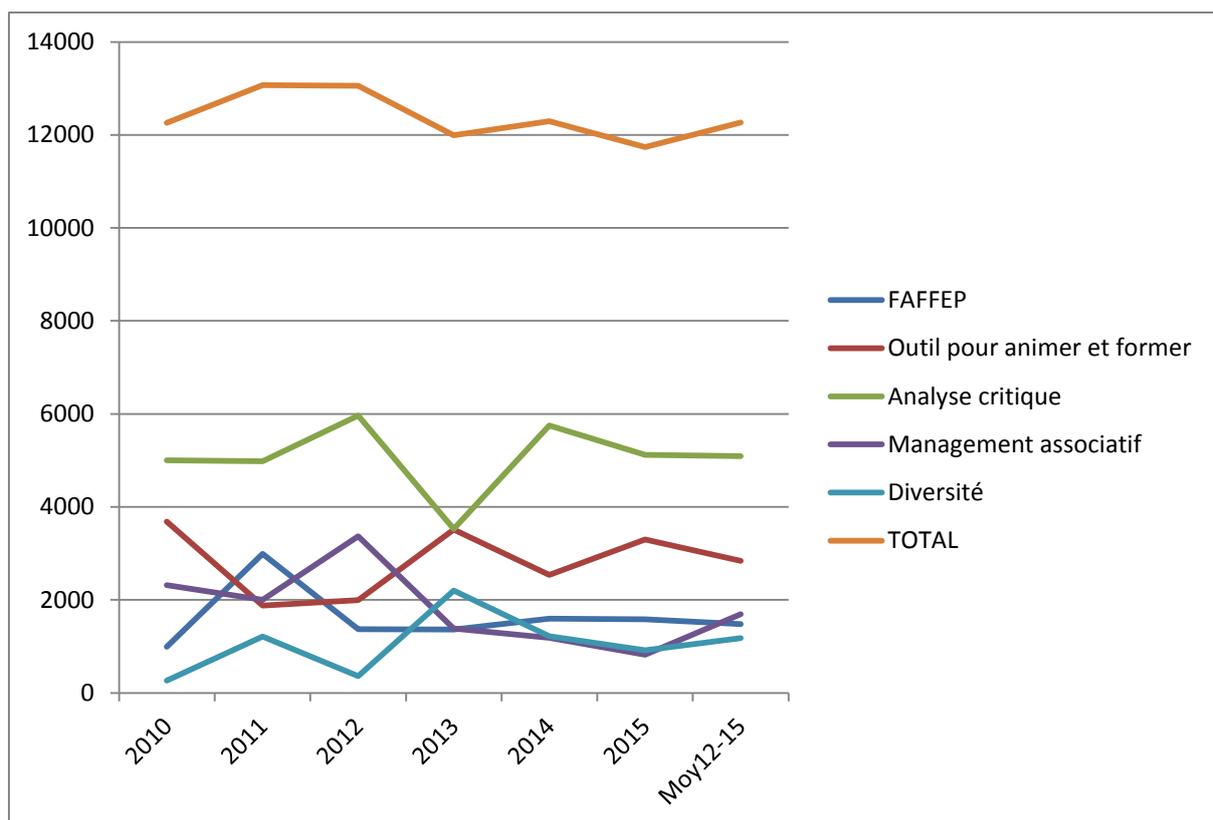
<p>milieu populaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Susciter la prise de conscience des représentations du monde qui nous entoure et leurs questionnements. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement de la reprise d'études • Formation de responsables associatifs à la question de la reproduction sociale (notamment avec la FEF).
<p>PROJET 2 : FORMATION CONTINUEE</p>	
<p>Projet 2, Thématique 1 : Des outils pour animer et former.</p> <p>Cet axe thématique propose des formations permettant de faire face à l'évolution des publics et aux problématiques nouvelles, telles que les mutations sociales et économiques, l'arrivée de nouveaux publics, les changements de paradigmes... l'acteur socioculturel doit s'adapter et envisager de nouveaux modes d'intervention.</p>	<p>Projets phares décrits dans les rapports annuels (RA)</p> <p>RA 2013 Le paradigme des 12 besoins et les 7 facilitateurs de l'apprentissage : repères pour des pratiques éducatives porteuses.</p> <p>RA 2014 La pédagogie du chef-d'œuvre</p> <p>2014-16 (en cours, voir volet qualitatif point 9) Formation de conférenciers gesticulants</p>
<p>Projet 2, Thématique 2 : Des clés pour analyser, comprendre et militer.</p> <p>Le champ de l'action socioculturelle ne cessant de se complexifier, les modalités d'intervention se sont diversifiées et professionnalisées, répondant ainsi aux problématiques sociales nouvelles et multifactorielles dont les grandes villes sont les caisses de résonance. Dans ce contexte, nous proposons de réfléchir à des questions et thématiques permettant d'être en phase avec les évolutions du secteur poursuivant les objectifs suivants : contribuer à la maîtrise de nouveaux savoirs ; initier à de nouvelles pratiques ; ouvrir des espaces de réflexion et d'échanges de pratiques entre travailleurs du secteur ; permettre l'actualisation de compétences en lien avec l'action des associations.</p>	<p>2011-2016 (RA 2011 à 2015) (voir volet qualitatif, projet transversal) Questions de société 10 modules avec Lire et Ecrire Bruxelles</p> <p>RA 2012 (voir volet qualitatif point 3) Education populaire, émancipation et transformation sociale</p> <p>RA 2013 Analyse des enjeux sociaux qui questionnent l'action sociale sous les angles de la précarité, du logement, de l'emploi, de la culture et de la santé</p> <p>RA 2014-16 (voir volet qualitatif point 3) Formation à la recherche en éducation permanente - populaire</p>
<p>Projet 2, Thématique 3 : Des solutions pour le management associatif.</p> <p>Le secteur associatif constitue désormais un vecteur important d'emplois en Région bruxelloise. Les équipes se sont amplifiées, de nouveaux métiers reconnus sont apparus. Cela demande aux responsables d'équipes des compétences nouvelles de « management associatif » s'incarnant dans</p>	<p>RA 2012</p> <p>Nous voulons mettre en exergue deux dispositifs de formation utilisant la co-construction. Il s'agit ici de définir de nouveaux modèles de management associatif, s'éloignant des modèles du secteur privé (centrés sur la PNL) et du secteur public (descriptions de fonction, évaluations, objectifs), et intégrant mieux les valeurs d'égalité propres aux valeurs de ces asso-</p>

<p>le recrutement, l'évaluation, la supervision, l'établissement de profils de fonction... En outre, la militance des débuts semble s'être peu à peu estompée, la professionnalisation posant la question du sens de l'action socio-culturelle. A travers cet axe thématique, nous proposons aussi de nous interroger et d'analyser nos pratiques en vue de préserver l'équilibre entre éthique, relations humaines et atteinte des objectifs et missions institutionnels</p>	<p>ciations.</p> <p>Un premier programme novateur a été mis en place à la demande de Lire et Ecrire Bruxelles, nous avons mené un projet intitulé « 110 sur le pont ». LEE Bruxelles a donc fait appel à CFS pour mener un cycle de 10 journées de réflexion approfondie sur les valeurs et les missions de l'association afin d'aider l'association à mettre en place une structure organisationnelle répondant au mieux aux objectifs institutionnels.</p> <p>Une deuxième expérience a été menée avec une Maison médicale : là aussi elle portait sur une redéfinition des valeurs de l'association, notamment la faisabilité de maintenir un modèle de management auto-gestionnaire performant.</p> <p>2016 en cours (voir volet qualitatif point 5) Préparation d'une Formation à l'Organisation Associative</p>
<p>Projet 2, Thématique 4 : Des pistes pour le vivre ensemble. Cet axe de travail répond à un besoin de penser et de concrétiser une réflexion sur le « vivre ensemble ». En effet, à Bruxelles, région multiculturelle par excellence, se côtoient des valeurs et des traditions qui peuvent s'enrichir mutuellement ou se heurter violemment. Parallèlement, nos villes subissent des mutations qu'il convient de prendre en compte : densification urbaine rendant les rapports interpersonnels plus sensibles, paupérisation des habitants et des quartiers, besoin de repenser les modes d'intégration, renouvellement et augmentation des flux migratoires, autant de thématiques qui relèvent du champ du « vivre ensemble ».</p>	<p>RA 2013 (voir volet qualitatif point 6) Accueil ? intégration ?... Quel parcours voulons-nous pour les primo-arrivants ?</p> <p>RA 2014 (voir volet qualitatif point 6) Education à la citoyenneté, pites et repères pour des pratiques éducatives porteuses</p> <p>2014-2016 (voir volet qualitatif point 6) Le travail social face au racisme</p>

L'ensemble des **formations organisées** pendant ces 5 années aboutit à atteindre les objectifs quantitatifs fixés par le Décret, à savoir 11.250 h.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2012-2015
Projet 1 : FAFEP	990	2.992	1.372	1.364	1.596	1.581	1.478 12%
P2Them1 : Outils pour animer et former	3.685	1.881	1.992	3.516	2.538	3.301	2.837 23%
P2Them2 : Analyse critique	5.002	4.979	5.961	3.526	5.750	5.117	5.089 41%
P2Them3 : Management associatif	2.316	2.004	3.367	1.386	1.188	819	1.690 14%
P2Them4 : Vivre ensemble	264	1.214	362	2.200	1.222	917	1.175 10%
Total	12.257	13.070	13.054	11.992	12.294	11.735	12.269 100%





Ce dernier diagramme permet d'affiner quelques éléments d'analyse quantitative :

- Le projet 1, FAFEP, est mobilisé quasi exclusivement dans une logique de soutien à la reprise d'études en dotant les adultes d'outils d'éducation permanente : module lutte contre le déterminisme socio-éducatif, analyse critique de textes, travail d'une question de recherche. Malgré nos efforts pour le développer, le volume de public accueilli et d'heures produites reste stable. Le chiffre plus élevé de 2011 correspond à l'organisation du module déterminisme pour TOUT le personnel peu qualifié de Lire et Ecrire Bruxelles.
- Dans le projet 2, la Thématique 1 « des outils pour analyser et former », la variation est liée à la mise en œuvre (ou pas) de « gros » projets au-delà de nos formations récurrentes.
- La thématique 2 « des clés pour analyser, comprendre et militer » s'est stabilisée autour de 5.000h/an, soit plus de 40% des formations. Elle regroupe souvent des « gros programmes » : principalement les 2 QDS/an (environ 3.000 à 3.600h/an) et la FREP en 2015 (1.421h). Le chiffre inférieur en 2013 est lié au fait qu'un des QDS a dû être supprimé cette année-là.
- La thématique 3 « des solutions pour le management associatif » est en constante diminution. Les pics des années 2010-11-12 sont liés à de gros programmes de soutien mis en œuvre (par exemple « 110 ! sur le pont » aboutissant à une réorganisation profonde de Lire et Ecrire Bruxelles). Une personne compétente pour questionner les problématiques « d'organisation associative » a été recrutée en 2015, et une grosse « formation à l'organisation associative » sera organisée au second semestre de 2016.

- La thématique 4 « des pistes pour le vivre ensemble » représente en moyenne 10% des heures produites, mais son programme –de qualité - manque de continuité (entre 3% en 2012 et 20% en 2013).

En 2014, à la demande de l'Inspection, nous avons réalisé une analyse des inscriptions, des participations et des associations concernées. Quelques rappels (voir RA 2014) :

Statistiques inscriptions (relevé 2014) :

Nombre d'inscriptions = 744. Ce chiffre comprend des inscriptions multiples.

Ces inscriptions portent sur 1776 journées de formation x participants.

La moyenne par inscription (= la durée moyenne d'une formation à CFS) est donc de $1776 / 744 = 2,4$ journées

Statistiques participants (relevé 2014) :

Les participants sont pour 69 % des femmes et 31 % des hommes.

Le taux de présence effective des inscrits est de 87%.

20 participants ont participé à plus de 10 journées de formation à CFS en 2014 (pour rappel, il s'agit de formations courtes, d'en moyenne 2,4 J / formation).

Top 20 = plus de 10 journées en 2014 (rappel formations courtes !)

On peut considérer qu'il y a donc une bonne fidélisation des participants.

Statistiques associations (relevé 2014)

189 associations (ou marginalement services publics) ont envoyé des participants en formation à CFS.

La liste ci-dessous reprend celles qui ont envoyé des participants pour au moins 10 journées de participation :

Association	Nbr de jours de participation
Total Lire et Ecrire	727
Total Banlieues asbl	57
Total Collectif Alpha	38
Total CLES asbl	27
Total Commune d'Anderlecht	26
Total CESEP	20
Total CFBI	20
Total CFS asbl	20
Total Bruxelles Laïque asbl	19
Total Inconnu	19
Total Rencontre des Continents	19
Total Actiris	18
Total SIMA asbl	18
Total Commune de Saint-Gilles	17
Total CPAS de Saint-Gilles	17
Total Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation	16
Total Le Début des Haricots asbl	16
Total COFTEN asbl	14
Total Acteurs de l'Ombre asbl	12

Total Alvéole Théâtre	12
Total Cedas	12
Total Collectif 1984 asbl	12
Total Formosa asbl	12
Total ISPAT asbl	12
Total La Rue asbl	12
Total Théâtre Action CF	12
Total CPAS de Bruxelles	11
Total BRAVVO asbl	10
Total Ecole La Vertu	10
Total Le Piment asbl	10
Total Les Petits Riens asbl	10
Total Mission Locale de Saint-Gilles	10
Total SAMPA asbl	10

Là aussi, on peut considérer qu'il y a une bonne fidélisation des associations qui investissent, pour certaines, CFS comme leur centre de formation privilégié.

Axe 3.2

Les analyses et études produites sont ici classées par thématique de notre ligne éditoriale. Cette représentation montre que nous travaillons des analyses, études et questions de recherche le plus souvent pendant plusieurs années consécutives (et que les RA mettent évidemment cela très peu en évidence). Ces thématiques sont de plus articulées en amont ou en aval avec les formations axe 2 : l'interrelation entre axe 2 et 3.2 sera mieux mise en évidence dans l'analyse qualitative.

Ligne éditoriale	2010		2011		2012		2013		2014		2015		Total	
	An	Et	An	Et										
Analyses diverses (année réf)	15	1											15	1
Précarité			4		3	1							7	1
Austérité			3		4		9						16	
Education populaire (y compris soutien EP à la reprise d'études)			2		2			1	1	1	14	1	19	3
Puissance d'agir			3		2								5	
Management					6		5		3		2		16	
Primo-arrivants							6		1				7	
Histoire associative									11		7		18	
Etudes marxistes											5		5	
Idéologie dominante											5		5	
Arts engagés											2		2	
Commun											1	1	1	1
Total	15	1	12	0	17	1	20	1	16	1	36	2	116	6

Outre la publication sur notre site, CFS édite deux types de supports papiers : les **Cahiers du Fil rouge** et les **Contribution au débat**.

De 2010, à 2016, CFS a publié les ouvrages suivants :

Cahier du Fil Rouge 14	<i>Sport et société : pour une critique du sport</i>	2010
Cahier du Fil Rouge 15	<i>Autour du 5ème printemps des Universités Populaires</i>	2011
Cahier du Fil Rouge 16-17	<i>Sur le précarité. En hommage à Robert Castel</i>	2012
Cahier du Fil Rouge 18	<i>L'Université populaire de Paris 8 St-Denis, dernière utopie vinciennaise ?</i>	2013
Cahier du Fil Rouge 19	<i>Un autre point de vue sur l'austérité</i>	2013
Contribution au débat n°1	<i>Le Parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale</i>	2013
Cahier du Fil Rouge 20	<i>L'immigration marocaine 50 ans d'histoire associative à Bruxelles</i>	2014
Contribution au débat n°2	<i>L'État social actif</i>	2014
Contribution au débat n°3	<i>L'apport des Editions Maspéro au mouvement associatif bruxellois</i>	2015
Contribution au débat n°4	<i>Management</i>	2016
Contribution au débat n°5	<i>Sur la recherche en éducation permanente/populaire</i>	2015-2016

Les Cahiers du Fil Rouge

N°14 | **Sport et société :
pour une critique du sport**



UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

Les Cahiers du Fil Rouge

N°15 | **Autour du 5^{ème} printemps des
universités populaires**
10 questions qui traversent l'éducation populaire



UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

Les Cahiers du Fil Rouge

N° 16-17 | **Sur le précarariat**
En hommage à Robert Castel



UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

Les Cahiers du Fil Rouge

N° 18 | **L'Université populaire
de Paris 8 Saint-Denis,
dernière utopie vincennesoise ?**



L'éducation populaire, une utopie pour le XXI^{ème} siècle

UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

Les Cahiers du Fil Rouge

N° 19 | **Un autre point de vue
Sur l'austérité**



UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

Les Cahiers du Fil Rouge

N° 20 | **L'immigration
marocaine**
50 ans d'histoire associative à Bruxelles



UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

Contribution au débat

CONTRIBUTION AU DÉBAT n°1

*Parcours d'accueil pour primo-arrivants
en Région de Bruxelles-Capitale*

cfs·ep
COOPÉRATIVE FÉDÉRATIVE
DES ÉDITEURS ASSOCIÉS

novembre 2013

CONTRIBUTION AU DÉBAT n°2

L'État social actif

cfs·ep
COOPÉRATIVE FÉDÉRATIVE
DES ÉDITEURS ASSOCIÉS

Mai 2014

CONTRIBUTION AU DÉBAT n°3

*L'apport des Editions Maspéro au
mouvement associatif bruxellois*



Janvier 2015



Contribution au débat N°4

Management

CONTRIBUTION AU DÉBAT n°5

*Sur la recherche en éducation
permanente / populaire*



cfs·ep
COOPÉRATIVE FÉDÉRATIVE
DES ÉDITEURS ASSOCIÉS

LABO COOP

Aspects généraux de la diffusion 2012-2016

Le politique générale de diffusion de CFS repose sur les éléments suivants (pour un inventaire exhaustif, nous renvoyons à nos rapports d'activités annuels) :

Toutes nos activités sont diffusées à partir de nos sites web :

- Outre le site de la FWB / secteur éducation permanente :
<http://www.webopac.cfwb.be/eduperm>
- Le site de CFS asbl : <http://ep.cfsasbl.be>
- Le site de l'Université populaire asbl : <http://www.universitepopulaire.be>
- Le site Labocoop : <http://www.labocoop.be>
- Le site « reprendredesétudes » : <http://www.reprendredesetudes.be>
- Le site « conférence gesticulée » : <http://www.conferencegesticulee.be>
- Quelques sites français (Maurel, UCP, Charleville Mézières, ...)

Elles font également l'objet d'une communication spécifique par newsletter envoyée à nos diverses mailing listes ainsi que sur la page Facebook du CFS.

En ce qui concerne plus spécifiquement les analyses et études, elles sont consultables et téléchargeables sur le site web du CFS et sont également reprises sur le site de la FWB/secteur éducation permanente.

Lorsqu'un nombre considérable de textes relevant d'une même thématique ont été produits et/ou que l'actualité renforce leur pertinence, ils sont rassemblés dans l'une des publications de CFS : les *Cahiers du Fil Rouge* tirés à 500-700 exemplaires, ou, de manière plus ciblée, les *Contribution au débat* tirés à 50-200 exemplaires, soit 9 éditions durant ce quinquennat. Ces éditions sont disponibles en format papier mais également en version numérique à télécharger gratuitement sur les sites web de CFS et en ce qui concerne les *Cahiers du Fil Rouge* sur le site web de l'Université Populaire.

Les publications de CFS en format papier sont diffusées dans le cadre de ses formations axe 2 et des activités de l'Université Populaire ainsi que dans le cadre de nos interventions dans des colloques ou conférences en lien avec nos champs de recherche. Elles sont chaque année mises en dépôt-vente dans le cadre de la Foire du Livre au stand du service de l'éducation permanente et ponctuellement dans d'autres lieux.

Elles font encore l'objet de référencements ou de recensements sur des sites web de notre réseau associatif ou sur d'autres sites web plus spécialisés en fonction des thématiques travaillées. Elles sont parfois aussi présentées dans des recensions plus circonstanciées.

Certaines de nos analyses sont diffusées dans des publications externes à CFS, généralement des revues issues du monde associatif mais pas uniquement. Durant ce quinquennat, ce fut le cas dans *BIS*, *Journal de l'Alpha*, *Le chou de Bruxelles*, *Antipodes*, *Smala Cinéma*, *La Revue Nouvelle*, *Saint-Gilles huit siècles d'histoire[s] 1216-2016*, etc. En outre CFS a produit des textes qui ne sont pas valorisés en axe 3.2 mais qui concourent à la consolidation de notre réseau associatif comme par exemple pour *Le journal de Culture et Démocratie* ou encore *Village Mondial*.

Evaluation qualitative : un processus...

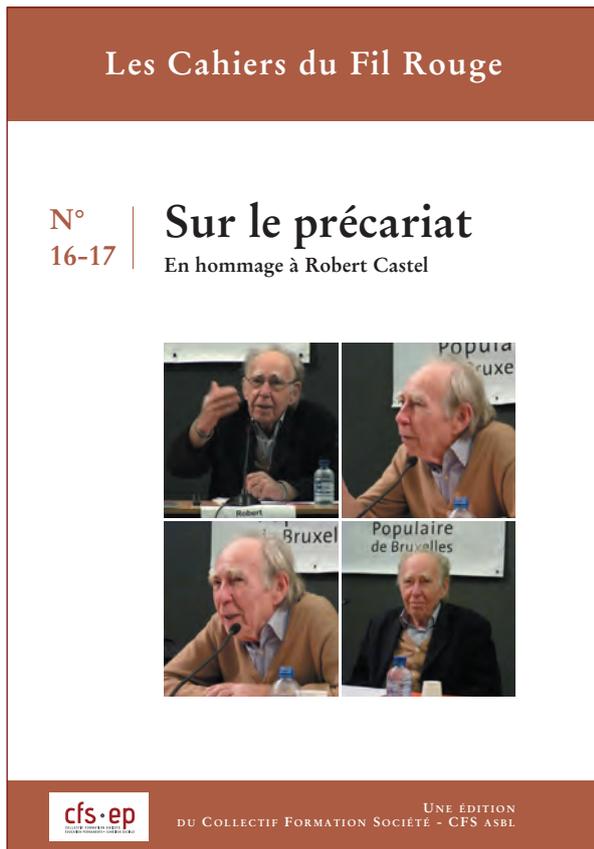
10 thématiques :

Analyse qualitative autour de 10 thématiques travaillées pendant les 5 années écoulées :

1. La question du précarité
2. Sur l'austérité qui vient
3. L'éducation populaire
4. La reprise d'études dans une visée émancipatoire
5. La question du Management : théorie et pratique
6. À partir des primo-arrivants
7. Marx le retour
8. L'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration
9. Des outils pour animer et former : la formation de Conférencier gesticulant
10. Arts engagés

Une pratique transversale :

Les questions de société : une intégration maximale



1



2



3



4

1. Publication CFS, 2012
 2-4. Conférence de Robert Castel « De la précarité au précarariat », à l'UP de Bruxelles, 2011

1° La question du précarariat

Notre intérêt pour cette question naît avec la difficulté croissante de mettre à l'emploi des demandeurs d'emploi en formation en insertion socio-professionnelle (par ex à CFS et à Cenforgil). Les emplois proposés nous semblent de plus en plus « précaires ». La pression de l'état social actif (ESA) sur les demandeurs d'emploi (qui deviennent « chercheurs » d'emploi) et les minimexés (qui deviennent « bénéficiaires du revenu d'intégration » de plus en plus « responsabilisés » sur la gestion de leur « capital humain » ont pour injonction de parvenir au plus vite à l' « autonomie ».

C'est dans ce contexte que l'Université Populaire de Bruxelles nous charge d'inviter Robert Castel, sociologue de renom, auteur notamment des *Métamorphoses de la question sociale* (Fayard 1995), qui fait toujours référence dans toutes les écoles sociales.

CFS, dans le cadre de l'axe 2, organise des séminaires de formation préparatoires à sa venue¹. Robert Castel nous propose un texte de 17 pages, « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précarariat »². Ce travail préparatoire est réalisé en commun avec la Centrale culturelle Bruxelloise. L'objectif est en effet de mener des travaux de recherche et de formation auprès de deux publics concernés : les travailleurs (via la CCB) et les personnes précarisées (via CFS). Un *powerpoint* commun est réalisé, et servira de base aux formations.

Robert Castel donnera une grande conférence sur le même objet le 17 février 2011, devant près de 400 personnes, réparties en 3 salles (dont deux en visioconférence instantanée). L'objet de son exposé est ainsi résumé sur le site de l'Université Populaire³ :

Robert CASTEL, philosophe et sociologue, il a travaillé avec Raymond Aron, Pierre Bourdieu et Michel Foucault. Après une approche sociologique de l'antipsychiatrie, il devient directeur de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Ces dernières années, il analyse le passage à un "nouveau régime du capitalisme" auquel la précarité croissante serait consubstantielle. Auteur de l'INSECURITE SOCIALE (2003), la DISCRIMINATION NEGATIVE (2007), LA MONTEE DES INCERTITUDES (2009).

Robert Castel analyse notre « société du précarariat » (contraction de précarité et de salariat), qui s'impose petit à petit aux dépens de la société du salariat qui garantissait un statut et des protections au travailleur. C'est l'émergence des travailleurs pauvres, qui ne peuvent plus assurer des conditions de vie décente à leur famille, et de tous les travailleurs qui se sentent menacés, dans l'insécurité sociale.

Au milieu des années '70, la condition salariale devenue « enviable » se dérégule sous la financiarisation progressive du capitalisme (capitaux spéculatifs, mondialisation de l'économie, faiblesse de l'Europe sociale). Même si l'emploi de qualité reste aujourd'hui la règle générale, plus de 70% des nouveaux contrats signés sont devenus atypiques. Une couche sociale hétérogène, le précarariat, alterne ainsi petits contrats, CDD, intérim, stages, formations, chômage et aide sociale.

Il reste à en dresser une « cartographie », ce qui est un de nos objectifs à Bruxelles: le précarariat est un continuum entre extrême-pauvreté, chômeurs de longue durée, petits emplois précaires et travailleurs pauvres, sans compter la frange du monde du travail qui est aujourd'hui fragilisée par ses faibles revenus ou l'instabilité des entreprises.

Les programmes de formation de CFS et les séminaires de la FGTB permettront d'approfondir cette question.

La conférence est visible sur la chaîne UP de notre partenaire en matière de captation, Banlieues asbl (une entreprise d'économie sociale)⁴.

¹ Pour rappel, les grandes conférences sont valorisées à l'axe 1 de la Centrale Culturelle bruxelloise et les formations à l'axe 2 de CFS.

² <http://www.universitepopulaire.be/wp-content/uploads/2011/02/article-castel.pdf>

³ <http://www.universitepopulaire.be/?p=789>

⁴ <http://www.rhizome-tv.be/spip.php?article49>

La CCB organisera ensuite deux cycles de formation de 3 jours pour ses délégués syndicaux, ainsi qu'un forum ouvert le 30 mars 2011. La démarche syndicale aboutira au constat que les délégués se retrouvent mieux dans le concept de « travailleurs pauvres » que de « précaire », indiquant par-là que le fait de travailler ne permet plus automatiquement d'en vivre décemment : le précaire est aussi devenu une préoccupation au sein du monde du travail.

Un compte-rendu de ce forum a été publié par la FGTB dans le numéro hors-série 19 de la revue *Politique* : « Travail précaire : quelles réponses syndicales ». Il contient une synthèse de l'exposé présenté par Robert Castel à l'Université Populaire le 17 février 2011 et connaîtra une très large diffusion.

Du côté de CFS, dans le cadre de formations axe 2, Alain Leduc animera une vingtaine de journées sur la question du précaire : neuf dans le cadre des formations Questions de Société (QDS 2011 : 10/2, 3/3, 19/05/2011 ; QDS 2012 : 28/3, 17/04, 24/04/2012 et 08/11, 22/11, 11/12/2012), trois à la demande de la Maison Médicale Santé Plurielle (10/02, 07/04 ; 09/06/2011), une au Collectif alpha (23/02/2011) et six dans le cadre d'un cycle à CFS (*De la précarité au précaire*, 17/02, 24/02, 03/03, 14/03, 17/03, 24/03 2011).

Un élément particulièrement significatif de ces formations de CFS est qu'elles ont été l'occasion de co-construire avec les participants une série de critères pouvant définir en quoi consiste le précaire [voir étude 2012] :

La démarche utilisée était toujours la même : je demandais à chaque participant de décrire une situation de précaire (précarité de l'emploi) dont ils avaient connaissance dans leur famille, leurs proches, leur public, ... Chaque itinéraire était décrit et placé sur une ligne du temps au tableau. Chaque groupe dégagait donc sur base d'une dizaine d'exemples les caractéristiques des situations précaires qu'ils connaissaient.

Je testais ensuite les apports théoriques de Robert Castel, à partir d'une grille de critères mesurables sensés permettre de définir mieux le précaire dans une situation concrète. Nous avons donc transformé son hypothèse en 7 critères adaptés à la situation en Belgique et à Bruxelles en particulier.

Le précaire se caractérise par :

Critère 1 : l'affaiblissement de la solidité du contrat, de sa durée, de ses modalités d'exécution, du salaire, de la possibilité de progression, in fine du revenu ;

Critère 2 : l'affaiblissement du droit social, de son effectivité, de la présence syndicale et de la capacité d'établir un rapport de force (modifications structurelles, durée du préavis, flexibilité, et modifications concrètes au niveau du travailleur) ;

Critère 3 : l'affaiblissement de la sécurité sociale au niveau macro (parts relatives des rémunérations du travail et du capital dans le PIB ; réductions de cotisations patronales à l'ONSS) et des réductions de prestations sociales au niveau des travailleurs (durée du chômage, 1er pilier pensions) ;

Critère 4 : dans un contexte d'État social actif, la présence (ou non) de mesures d'activation par les pouvoirs publics (plus de 110 mesures⁷ en Belgique), aboutissant à des effets 7 <> Le précaire à Bruxelles : retrouver une « puissance d'agir » contradictoires (et paradoxaux) pour les entreprises, pour les caisses de l'état et pour les travailleurs ;

Critère 5 : dans un contexte impliquant aussi, via des plans « d'accompagnement » des demandeurs d'emploi, la présence (ou non) d'une pression sociale forte pour se mettre « en activité », tant au niveau fédéral pour les chômeurs (Plan d'Accompagnement des Chômeurs) qu'au niveau régional bruxellois (Contrat de Projet Professionnel) ou au niveau des bénéficiaires du RIS (CPAS : le Projet Individualisé d'Intégration Sociale) ;

Critère 6 : et dans un contexte dans lequel les travailleurs restent dans cette situation « ni chômage / ni emploi » pendant une certaine durée (il ne s'agit pas d'une simple transition courte entre le chômage et l'emploi, mais la mesure de cette durée) ;

A ces 6 critères dégagés de l'analyse de Robert Castel, nous en rajoutons un septième, hérité de l'analyse de la situation des SDF telle que présentée par Lionel Thelen dans « l'Exil de soi » :

Critère 7 : la difficulté relative de se projeter dans le futur (le caractère explicite – ou non – de l'incapacité de se projeter au-delà d'une certaine durée), de croire qu'une vie meilleure est possible (réduction du « champ des possibles » : problèmes structurels de santé, d'endettement, de survie à court terme...), et dans ce cadre, la fonction spécifique de la « figure du sans abri ».

L'étude qui en est sortie a été un des meilleurs exemples de co-construction, entre apports d'experts, de responsables de dispositifs d'insertion socio-professionnelle et multiples témoignages concrets de situations de précarité.

Ce long travail de formation et de rencontre d'intervenants spécialisés a abouti à la production de plusieurs analyses et d'une étude en 2011 et 2012⁵.

2011 SUR LE PRÉCARIAT (première partie)

- KOZLOWSKI, Guillermo, avec la participation de Mateo ALALUF. "Robert Castel, une analyse théorique du précarité".
- KOZLOWSKI, Guillermo, avec la participation de Sophie Bérout. "Trois points de vue sur le précarité (1) : le point de vue de militants syndicaux" "Quel syndicalisme à l'ère de la précarité ?".
- HOTTELET, Marie Ange, KOZLOWSKI, Guillermo, SAVRY, Mélanie. "Trois points de vue sur le précarité (2) : le point de vue de chômeurs en insertion". "Quatre chômeurs racontent leur expérience de la précarité".
- KOZLOWSKI, Guillermo, avec la participation de Marc RENSON. "Trois points de vue sur le précarité (3) : du point de vue de l'extrême pauvreté" "SDF : un modèle pour la précarité".

2012 SUR LE PRÉCARIAT (deuxième partie)

- KOZLOWSKI, Guillermo et GOLDMANN, Sophie, "Retour critique sur l'État social actif " Dans la foulée de la critique de « l'État-providence », l'idée d'un « État social actif » apparaît en Belgique autour des années 2000. Cette nouvelle conception du rôle de l'État, portée notamment par Frank Vandembroucke, est devenue déterminante...

- KOZLOWSKI, Guillermo, "Précarité et lien social : quel rapport ?".

Une question revient régulièrement autour des problématiques du précarité : celle du lien social. En même temps, le rapport entre les deux est toujours assez flou. La rupture du lien social est-elle une conséquence de la précarité ? Au contraire est-elle une cause de la précarité ? Est-ce que le travail sur le lien social a des effets sur la précarité ? Ou alors, le lien social n'est-il qu'un luxe réservé aux non-précaires ?

- KOZLOWSKI, Guillermo, "Qu'avons-nous appris en utilisant le concept de précarité ?"

Le concept de précarité est très riche car il nous a permis de traverser un très grand nombre de réalités, de voir énormément de choses. Il serait intéressant maintenant de faire, en quelque sorte, le chemin inverse. De regarder les conclusions à tirer de ce regard. Cette démarche ne refermera en aucune manière la problématique ouverte par ce concept, au contraire, elle avancera en sa compagnie. En quelque sorte, nous en venons à nous poser la question toute simple : Qu'avons-nous appris en chemin avec le concept de précarité ?

ÉTUDE 2012

- LEDUC, Alain, "Le précarité à Bruxelles : retrouver une puissance d'agir"

Cette nouvelle étude de CFS et plusieurs autres analyses plus courtes, sont nées d'une rencontre et d'un mandat. Tout d'abord, la conférence¹ et la rencontre personnelle avec Robert Castel, dans le cadre de l'Université populaire de Bruxelles, le 17 février 2011...

Fin 2012, avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles interpellé par la démarche du CFS, ces analyses et cette étude ont également fait l'objet du *Fil Rouge* n°16-17 : **Sur le précarité. En hommage à Robert Castel**⁶.

⁵ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article112&lang=fr>

⁶ Téléchargeable sur <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article145>

Fil Rouge n°16-17 - Sur le précarariat. En hommage à Robert Castel

Une édition CFS asbl

Avant-propos par Alain Leduc

« Retour critique sur l'État social actif », par Guillermo Kozlowski, Sophie Goldmann

« Robert Castel, une analyse théorique du précarariat », par Guillermo Kozlowski, avec la participation de Mateo Alaluf

« Le précarariat à Bruxelles : retrouver une « puissance d'agir », par Alain Leduc

Trois points de vue sur le précarariat :

Le point de vue de militants syndicaux

« Quel syndicalisme à l'ère de la précarité ? » par Guillermo Kozlowski, avec la participation de Sophie Bérout

Le point de vue de chômeurs en insertion socioprofessionnelle

« Quatre chômeurs racontent leur expérience de la précarité » par Marie-Ange Hottelet, Guillermo Kozlowski, Mélanie Savry

Du point de vue de l'extrême pauvreté

« SDF : un modèle pour la précarité », par Guillermo Kozlowski, avec la participation de Marc Renson

« Précarité et lien social : quel rapport ? » par Guillermo Kozlowski

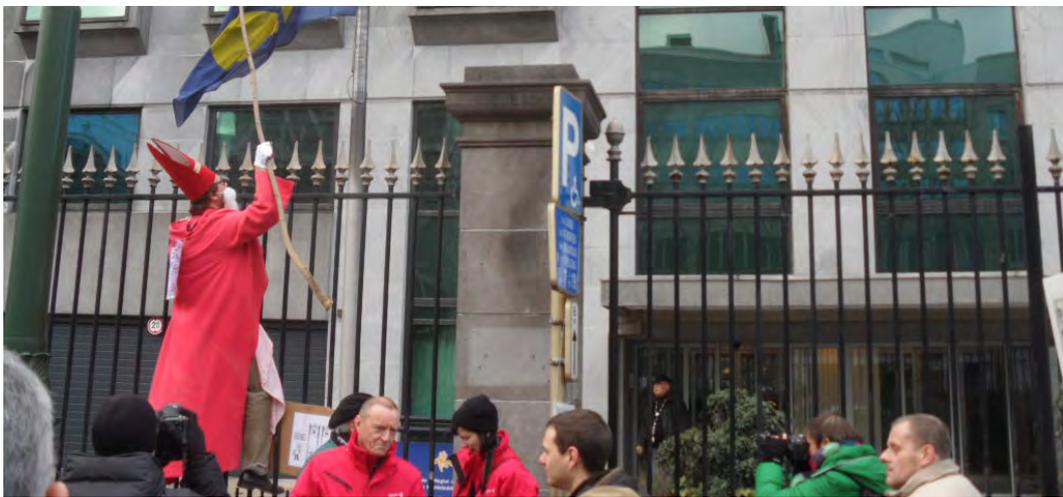
« Qu'avons-nous appris en utilisant le concept de précarariat ? » par Guillermo Kozlowski

La réflexion de CFS sur le précarariat a connu une très large diffusion ultérieure (voir rapport annuel 2012), notamment parce que le *Fil Rouge* est sorti peu avant le décès de Robert Castel, le 12 mars 2013 : il a servi à de nombreux temps de commémoration (colloques notamment), a été largement diffusé aussi dans le secteur associatif, mais aussi les CPAS (coproducteur de la publication) et ACTIRIS (par la délégation syndicale).

À côté d'un impact quantitatif positif, une des retombées qualitatives de ce travail observée durant les formations a été parfois plus négative : la prise de conscience des mécanismes caractéristiques du précarariat a eu dans un premier temps un effet démoralisant sur les participants. Dans un deuxième temps, des pistes de combat étaient recherchées avec les participants, en termes de « puissance d'agir », d'où le titre de l'étude « Le précarariat à Bruxelles : retrouver une puissance d'agir ». De plus, ce travail allait contribuer à mobiliser les participants autour des droits sociaux et économiques.



1



2



3

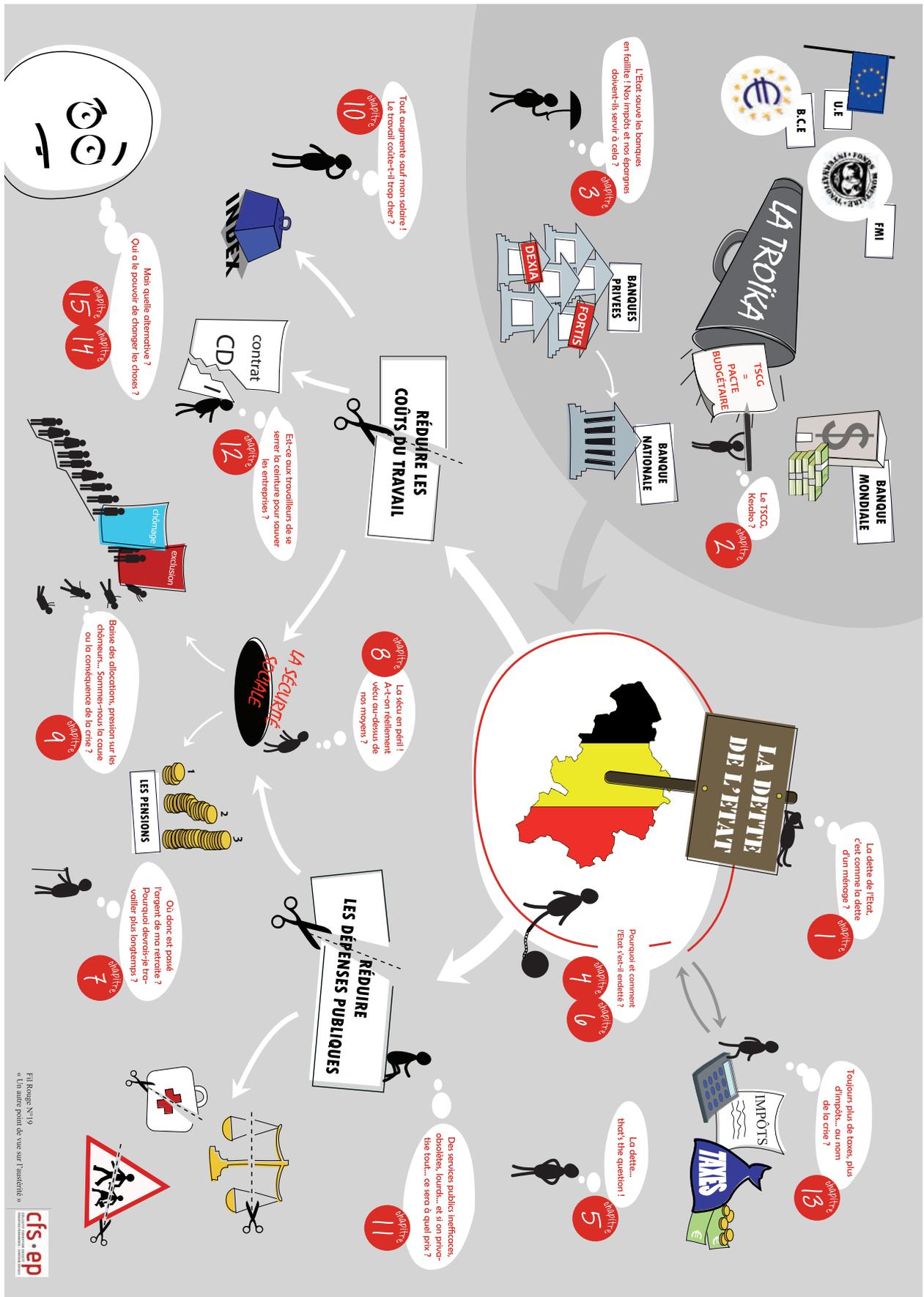
1. 11 mai 2014 - Mobilisation contre la réforme du chômage

Une manifestation initiée par le réseau des collectifs de chômeurs bruxellois

2. 5 décembre 2014 - Manifestation devant le siège du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capital

3. 6 juin 2012 - Marche de l'Onem au CPAS

Un front commun syndical, rejoint par de nombreuses associations, marche de l'Onem au CPAS. Le but ? Symboliser la dégringolade des demandeurs d'emploi conséquente à la chasse orchestré par l'Onem...



Logigramme accompagnant le cahier Fil Rouge n°19

2° Sur l'austérité qui vient...

Dans la poursuite de nos analyses sur la précarisation de l'emploi, le projet de travailler sur la question de l'austérité est né dans un contexte politique particulier.

Après la chute du gouvernement Leterme II (25/11/2009 au 26/04/2010), la Belgique reste pendant plus de 500 jours en affaires courantes. Fin 2011, après de profondes difficultés, un gouvernement Di Rupo voit le jour (le 06/12/2011). Il est précédé par une longue phase de négociations, notamment sur les priorités budgétaires, au cours desquelles l'un ou l'autre parti met comme exigence des mesures sociales plus violentes les unes que les autres. Tous les acquis sociaux sont remis en cause : la liaison des salaires à l'index, le chômage, les pensions, les services publics, le secteur non-marchand, la fiscalité...

Le Front commun syndical organise une manifestation le 2 décembre 2011. Les travailleurs de CFS et de Lire et Ecrire Bruxelles sont nombreux à y participer.

Les animateurs et formateurs sont néanmoins en difficulté pour expliquer toutes ces mesures (souvent à la fois politiques et TRES techniques) à leurs publics. Comment les amener à participer aux manifestations en n'étant pas manipulés, en comprenant les enjeux ?

C'est là l'objectif que Lire et Ecrire Bruxelles et CFS se donnent pour les 2 cycles QDS de 2012 (28/03, 17/04 et 24/04/ 2012 ; 08/11, 22/11 et 11/12/2012) intitulés : « Comprendre la crise, combattre l'austérité ». Lire et Ecrire avait demandé à CFS d'organiser ces formations, en partenariat avec l'équipe du CIEP et certains permanents syndicaux, à destination de tous ses travailleurs mais aussi des travailleurs du réseau. Chaque travailleur participera à deux thématiques au choix :

- L'indexation des salaires - Frédérique Lemaitre
- La sécurité sociale : chômage - Myriam Azar
- La sécurité sociale : pension - Myriem Amrani
- La fiscalité - Gihène Bayouhd
- Les services publics - Myriam Djegham
- L'immigration - Nathanaëlle Adam
- Le capitalisme financier - Magali Gillard
- La dette publique - Jacques Debatty
- L'Europe - Jalil Bourhidane, Antoine Roisin

L'Université Populaire s'empare ensuite de la question de l'austérité durant ses deux saisons suivantes. Lors de la saison 2011-2012, le travail se décline par des interventions sur différents enjeux liés aux politiques d'austérité :

- « Faut-il revoir l'indexation des salaires ? » par Etienne DE CALLATAY, économiste (09/11/2011)
- « Pour éviter le krach ultime » par Pierre LARROUTUROU, économiste (23/11/2011)
- « Sur l'enjeu des pensions en Belgique » par Michel JADOT, juriste (17/01/2012)
- « La société malade de la gestion » par Vincent DE GAULEJAC, sociologue (14/02/2012)
- « Changer l'économie » par Mireille BRUYERE, économiste atterrée (29/03/2012)

La saison suivante 2012-2013 sera toute entière consacrée à la question de la dette en partenariat avec le CADTM. Sous l'intitulé « Homo debitor. Chronique de l'homme endetté », elle se déclinera par des activités variées :

- Pièce « D'un retournement à l'autre » de Frédéric Lordon, par le Théâtre des Rues (29/11/2012)
- Grande conférence « Toute monnaie est une dette ! » par Nicolas BÁRDOS-FÉLTONYI, économiste (13/12/2012)
- Conférence gesticulée « La Dett'scroquerie, comment vulgarise le question de la dette ? » par Désiré PRUNIER, CADTM France (10/01/2013)
- 4 séminaires de formation « Comprendre la crise de la dette belge » : « ... sur la monnaie » avec Xavier DUPRET, économiste (CFS), « ... sur la dette publique belge » avec Olivier BONFOND, économiste, « ... sur le cas de Dexia » avec Pierre-Henri THOMAS, journaliste au *Soir* et « ... comment nous emparer de l'audit citoyen proposé par le CADTM ? » avec Xavier DUPRET et Eric BUYSENS de la FGTB (26/02, 05/03, 11/03 et 26/03/2013).
- Grande conférence « Un point de vue européen sur la dette des états et le nouveau traité » par Liêm HOANG-NGOC, parlementaire européen (20/03/2013)
- Grande conférence « La fabrique de l'homme endetté, essai sur la condition néolibérale » par Maurizio LAZZARATO, sociologue et philosophe (25/04/2013)

Parallèlement aux formations du CFS et aux activités de l'UP, CFS produit des analyses et études sur l'austérité entre 2011 et 2013⁷.

2011 SUR L'AUSTÉRITÉ (première partie)

- KOZLOWSKI, Guillermo. "Sur la sécurité sociale (avant 1945) : la préhistoire de la sécu".
- KOZLOWSKI, Guillermo. "Sur la sécurité sociale (1945 à nos jours) : l'Etat comme acteur central du social."
- LEDUC, Alain ; MANGALA, Rolin. "Le système des pensions en Belgique : solidarité ou responsabilité individuelle ?".

2012 SUR L'AUSTÉRITÉ (deuxième partie)

- KOZLOWSKI, Guillermo, "Un diagnostic alternatif de la crise : Pierre LARROUTURROU"
Les interprétations de la crise parlent en général d'étranges et lointains mécanismes financiers ; d'ineffables intentions d'opérateurs obscurs qu'il faudrait rassurer. Ils placent ainsi les problèmes dans un terrain sur lequel nul d'entre nous n'a prise. L'analyse de Pierre Larrouturrou a le mérite de placer les choses dans un terrain sur lequel on peut se battre.
- KOZLOWSKI, Guillermo, "De ce qu'on doit"
La question de la dette publique s'est imposée en Europe depuis la « faillite » de la Grèce. Que peut-on dire à notre niveau ?
- KOZLOWSKI, Guillermo, "L'histoire de la dette sans fin"
Dans le travail social, la dette peut prendre une apparence moins visible, mais pourtant très concrète : celle que l' « aide » sociale crée auprès de la société. Combien, un bénéficiaire d'un service social – l'école, le CPAS, la sécurité sociale...- doit-il ? Et, à qui le doit-il ? Et surtout : comment doit-il rembourser ? La récurrence de la question dans les débats actuels atteste certainement de sa valeur ! A moins que ce ne soit l'opposé...
- MANGALA, Rolin, "Pour un financement solidaire des pensions en Belgique"
L'affaire semble entendue et ne pas souffrir de débat : il y a un problème des retraites (Friot B., 2010). Un problème démographique d'abord : avec le passage d'un actif pour un retraité à un pour deux d'ici cinquante ans, la question ne serait "ni de droite ni de gauche, mais arithmétique"...

2013 SUR L'AUSTÉRITÉ (troisième partie)

- DUPRET Xavier, "Austérité et crise. Décoder les termes du débat..."
La crise financière de 2007-2008 et les opérations de sauvetage bancaire auxquelles elle a donné lieu ont alourdi les endettements publics des pays de l'OCDE. En moyenne, ces derniers connaissent un taux d'endettement public de 73% du PIB en janvier 2007. Après la tempête qui s'est abattue sur les acteurs financiers du monde développé, ce taux est passé à 100%...
- DUPRET Xavier, "L'austérité. Une construction européenne ?"
Le 2 mars 2012, les chefs d'État et de gouvernements européens signaient un nouveau traité dont l'entrée en vigueur était programmée au début de l'année 2013. Il s'agit du Pacte budgétaire ou Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire (TSCG)...
- DUPRET Xavier, "La sécurité sociale en péril"

⁷ 2011 : <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article69&lang=fr> ;

2012 : <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article112&lang=fr> ; 2013 : <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article170&lang=fr>

Lors des journées de formation intitulées « Questions de société » destinées aux formateurs de Lire et Ecrire, CFS a, en 2012, proposé, comme thème de discussion, la sécurité sociale aux participants. Un expert externe a été invité pour participer à ce processus de formation...

-DUPRET Xavier, "La réforme des allocations de chômage"

Dans le cadre des formations que CFS organise en partenariat avec Lire et Ecrire, des discussions ont été menées au sujet de ce qui, à l'époque, n'était encore qu'un projet de dégressivité des allocations de chômage. Suite à ces discussions, et à l'initiative d'une permanente syndicale de la CSC, le front commun syndical (CSC, CGSLB et CSC), Lire et Ecrire ainsi que la Febisp ont organisé, le 6 juin 2012, une manifestation pour protester contre cette dégressivité...

-DUPRET Xavier, "Indexation sous pression"

Fin octobre 2012, Christine Lagarde, directrice du FMI, se penchait sur l'indexation automatique des salaires en Belgique. La gardienne du dogme néolibéral n'y allait pas par quatre chemins. « Une indexation automatique des salaires me semble en effet dépassée. Je sais que c'est un sujet controversé, mais il me semble important de l'aborder pour préserver la compétitivité de la Belgique. »...

-DUPRET Xavier, "Le précaire. Direction en deçà de l'emploi ?"

La présente analyse aborde la question du précaire. Cette problématique a fait l'objet d'une formation organisée par CFS en partenariat avec Lire et Ecrire Bruxelles. De plus, un numéro du Fil Rouge (numéro 16-17 d'octobre 2012) a porté sur la montée du précaire dans nos sociétés...

-DUPRET Xavier, "Questionner la fiscalité belge. Un enjeu pour le mouvement social."

En mars 2012, CFS organisait une formation... Le matériau qui a été accumulé pour réaliser cette formation a permis la réalisation de cette analyse...

-DUPRET Xavier, "Le bel avenir de l'égalitarisme"

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir auparavant, la politique d'austérité conduit l'Europe vers des difficultés économiques certaines. Ce postulat s'impose logiquement dès lors qu'un ensemble de traits structurels des politiques économiques néolibérales se trouvent, de fait, renforcés par la politique austéraitre...

-DUPRET Xavier, "Retour à Chypre (Euroland)..."

La crise chypriote a quitté nos écrans de télévision. A l'exception des journaux spécialisés, les éditoriaux de la presse généraliste ne se montrent guère plus déserts. Silence radio pour une crise pourtant toujours en cours.

Vous lirez aussi utilement sur le sujet trois analyses du CIEP de Bruxelles pour Lire et écrire Bruxelles :

-GILLARD Magali, "Le capitalisme financier"

Quelles sont les origines de cette crise financière ? Est-ce vraiment aux travailleurs de la payer ? Quelle est le but de l'austérité ? Quelle est le rôle de la mobilité internationale des capitaux ? Suite à l'effondrement des marchés financiers, nombre de personnalités politiques importantes se sont exprimées contre ce « capitalisme débridé » et ont promis que, non plus jamais, ils ne laisseraient faire...

-DEBATTY Jacques, "La dette publique... celle par qui tout se justifie ?"

En novembre 2012, pour la deuxième fois, des formateurs, formatrices, accueillant-e-s, membres du personnel administratif de Lire et Ecrire - Bruxelles se sont retrouvés pendant deux jours et demi pour retrouver leur chemin dans le labyrinthe des questions qui traversent notre société. Cette année, un des thèmes proposés à la réflexion des participants était la dette publique...

-DJEHAM Myriam, "Les services publics"

Les plans d'austérité imposés actuellement en Europe ont pour première cible les services publics tout comme les plans d'ajustement structurel des années 80 avaient dans le collimateur les services publics des pays du Sud. Est-il logique de détruire ces dinosaures pesant sur la croissance économique ou, au contraire, s'agit-il d'un choix il inique face aux défis sociaux, économiques et écologiques actuels ?...

En décembre 2013, ces analyses et études font ensuite l'objet du *Fil Rouge* n° 19 : ***Un autre point de vue sur l'austérité.***⁸

⁸ Téléchargeable sur <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article215>

Fil rouge n° 19 - Un autre point de vue sur l'austérité

Une édition CFS asbl

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos, par Alain Leduc

« Austérité et crise. Décoder les termes du débat... », par Xavier Dupret

« L'austérité. Une construction européenne ? », par Xavier Dupret

« Le capitalisme financier », par Magali Gillard

« La dette publique... celle par qui tout se justifie ? » par Jacques Debatty

« Une dette sans fin », par Guillermo Kozlowski

« De ce qu'on doit », par Guillermo Kozlowski

« Pour un financement solidaire du système des pensions en Belgique », par Rolin Mangala

« La sécurité sociale en péril », par Xavier Dupret

« La réforme des allocations de chômage », par Xavier Dupret

« Indexation sous pression », par Xavier Dupret

« Les services publics », par Myriam Djegham

« Le précarier. Direction en deçà de l'emploi ? » par Xavier Dupret

« Questionner la fiscalité belge. Un enjeu pour le mouvement social », par Xavier Dupret

« Un diagnostic alternatif de la crise », par Guillermo Kozlowski

« Le bel avenir de l'égalitarisme », par Xavier Dupret

« Retour à Chypre (Euroland)... », par Xavier Dupret

Cette publication est largement diffusée, notamment dans le réseau de l'alphabétisation. Elle est accompagnée d'un logigramme, un outil pédagogique offrant un panorama des effets concrets de l'austérité questionnés dans les analyses.

Outre sa diffusion qui donne un indice d'ordre quantitatif de l'impact de ce travail, sur le plan qualitatif, cet impact est particulièrement notable. Cette démarche alliant formation et réflexion sur l'austérité a en effet vu augmenter la participation des travailleurs et de leurs publics à diverses manifestations dénonçant l'austérité. Trois manifestations spécifiques ont même été organisées ultérieurement par le réseau Lire et Ecrire et la FEBISP :

- Le 6 juin 2012, une marche de l'ONEm au CPAS de Bruxelles Ville ;
- Le 11 mai 2014, une mobilisation contre la réforme du chômage, co-organisée par le comité de participation des apprenants de Lire et Ecrire Bruxelles, au sein du Réseau des collectifs de chômeurs bruxellois ;
- Le 5 décembre 2014, une contestation de Saint-Nicolas devant le Gouvernement bruxellois.



1



2



3



4



5

1. Chercheurs invités dans le cadre de l'Université populaire de Bruxelles
2. Groupe d'adultes en année préparatoire à la reprise d'études
3. L' équipe de Paris 8
4. Formation à la recherche en éducation permanente
5. Groupe de personnes suivant des cours d'alphabétisation

3° L'éducation populaire

Une longue filiation d'éducation populaire

Cette démarche de formation s'inscrit dans un triple héritage historique, qui a présidé à la création du Collectif Formation Société, et à son développement :

- **L'Université syndicale**⁹ de la FGTB de Bruxelles, portée par René De Schutter dans les années 70, visant à donner aux militants et délégués syndicaux des outils d'analyse critique du capitalisme et de soutien aux luttes d'entreprises ;
- **L'Université ouverte**, portée par DEFIS dans les années 80, visant à créer des ponts en matière de certification des formations d'adultes entre le Ministère de l'éducation et des associations de terrain (à l'initiative de la FUNOC¹⁰). C'est de cette démarche que naît au niveau communautaire Lire et Ecrire, et à Bruxelles le Collectif Formation Société ;
- **L'Université populaire**¹¹ de Bruxelles, créée en 2009, à l'initiative du Collectif Formation Société et dans la lignée des « nouvelles » UP de France (Michel Onfray à Caen, en 2003), visant à permettre l'accès critique aux savoirs. Nous avons en 2010 analysé les démarches¹² très différentes de l'UP de Caen et de celle de l'UP de Bruxelles.

CFS s'inscrit donc dans cette longue filiation¹³ de ces 3 projets, l'Université syndicale, l'Université ouverte et l'Université populaire, qui ont en commun un ancrage fort dans le monde du travail et une même volonté de lier savoirs et émancipation, dans le cadre d'une démarche d'éducation permanente-populaire.

Pour une réappropriation de l'éducation populaire

Depuis 2010, le Collectif Formation Société (CFS asbl) s'est particulièrement intéressé à un retour aux racines, une forme de « radicalité » de l'éducation permanente / populaire en Belgique.

Cette démarche s'est appuyée sur 3 temps forts, et qui ont profondément questionné notre pratique :

- L'organisation du « **5ème Printemps des Universités populaires**¹⁴ » françaises à Bruxelles en 2010, et l'approfondissement de la réflexion avec les porteurs de certaines UP de France, notamment Michel Tozzi (Philosophe, Narbonne), Christian Maurel (Sociologue, Aix-en-Provence), Philippe Corcuff (Sociologue, Lyon et Nîmes), Jean-Louis Le Grand (Dr Sciences de l'éducation, Paris), Hugo Fourcade (Mouvement étudiant, Bordeaux) ... ;

⁹ Cette période est évoquée dans le cadre du Fil rouge n° 1, « En quête de sens », téléchargeable gratuitement sur le site de CFS asbl <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article10>

¹⁰ Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi, projet soutenu à l'époque par Pierre Vanbergen, secrétaire général du Ministère de l'éducation nationale.

¹¹ La préparation du projet fait l'objet du Fil rouge n° 12, « Pour une Université populaire à Bruxelles », téléchargeable gratuitement sur le site de CFS <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article19>

¹² Analyse de Rose Marie Geeraerts et Alain Leduc in le Fil rouge n° 15 <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article28>

¹³ Cette filiation est décrite dans l'analyse d'Alain LEDUC, « une expérience associative dans la mouvance de la FGTB de Bruxelles » http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/en_ligne_analyse20104_en_l'absence_de_politique_publicque_d_accueil.pdf

¹⁴ Fil rouge n° 15, « Autour du 5^{ème} printemps des universités populaires, la rigueur de l'université sans élitisme, l'ancrage populaire sans populisme », téléchargeable gratuitement sur le site de CFS <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article28>

- L'organisation de 10 journées de formation en 2012, sur le thème « **Education populaire, émancipation et transformation sociale** »¹⁵. Il reste des traces vidéo de cette formation, notamment les exposés de Christian Maurel (sur le lien entre éducation populaire et transformation sociale), de Miguel Benasayag (sur la complexité), d'Alexia Morvan (sur l'éducation populaire politique), de Geneviève Tardieu (sur l'université populaire quart-monde), de Luc Carton (sur l'actualité de l'éducation populaire), de Jean Louis Le Grand et Christian Verrier (sur les récits de vie et le caractère émancipatoire des reprises d'études). Cette formation a permis de mieux cerner la richesse du concept d'éducation populaire (en lien avec celui d'éducation permanente), et du puissant levier qu'il peut représenter dans une société inégalitaire et complexe.
- Le renforcement du partenariat avec **l'Université populaire de Paris VIII**¹⁶ (U2P8), entre 2009 et 2013. Il s'est agi dans ce projet remarquable de placer les adultes qui souhaitent reprendre des études certifiantes à Paris8 dans la posture d'« apprentis chercheurs » aboutissant à la production d'un Chef d'œuvre validé par un Jury et par une certification de niveau Licence 2 en Sciences de l'éducation (l'équivalent d'un 2^{ème} Bachelor ou d'un Brevet d'Enseignement Supérieur de Promotion sociale en Belgique), avec des passerelles vers la Licence 3.

Ces 3 expériences ont fait l'objet d'une évaluation approfondie, et ont permis de créer un réseau de partenaires qui travaillent aujourd'hui de manière régulière ensemble.

Une formation à la recherche en éducation permanente-populaire

La redéfinition de notre projet quinquennal en Education permanente en 2010 nous a interrogés plus fondamentalement sur notre pratique, qui nous semblait parfois plus être une pratique de services (de formations professionnelles de soutien) que d'analyse critique et émancipatoire. Cette réflexion nous a amenés à faire évoluer progressivement notre programmation des formations d'animateurs, formateurs, responsables associatifs (axe 2 du Décret sur l'éducation permanente) et à créer un pôle d'analyses et d'études issu de notre pratique.

CFS a ainsi été reconnue en 2012 pour la production d'analyses et d'études telles que définies à l'axe 3.2 du Décret Education permanente. Notre pratique implique de répondre au prescrit assez formel du Décret, à savoir produire des analyses de 8.000 signes et des études de 60.000 signes, contribuant à poser et travailler une question de société dans ces limites.

Il n'y a qu'exceptionnellement « recherche » en éducation permanente, c'est parfois le cas dans le cadre des études (60.000 signes). Les équipes de recherche de CFS et de Lire et Ecrire Bruxelles (où une mission « recherche » a été créée en 2013) se sont donc posé la question de la pertinence, de la place et des spécificités d'une recherche en éducation permanente.

C'est dans cet esprit que CFS a organisé en 2014-2015 un premier cycle de **Formation à la recherche en éducation permanente - populaire**. Une trentaine de « chercheurs », issus d'une vingtaine d'associations, pour la plupart agréées en Education permanente, y ont participé. Cette première expérience a permis de définir ce que seraient les caractéristiques d'une recherche en éducation populaire (au-delà des formats des analyses et études, mais s'inscrivant dans le cadre de l'axe 3.2 du Décret) : nous y avons défini les finalités et caractéristiques d'une telle recherche, les conditions d'émergence d'une question de recherche

¹⁵ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article70>

¹⁶ Fil rouge n° 18, « L'université populaire de Paris8 Saint-Denis, dernière utopie vincennoise ? L'éducation populaire, une utopie pour le XXIème siècle », téléchargeable gratuitement sur le site de CFS <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article172>

(QDR), et travaillé ces QDR, aboutissant à la production – finalisée à géométrie variable - par chaque participant d'une analyse ou d'une étude¹⁷.

Fort du succès remporté par cette formation, un second cycle est organisé en 2016¹⁸.

Analyses et études produites à partir de 2011

Parallèlement à ses activités de formation sur l'éducation populaire, le CFS dirige depuis 2011 des recherches alliant théorie et terrain qui ont débouché sur des analyses et études.

2011 ÉDUCATION POPULAIRE, ÉMANCIPATION ET TRANSFORMATION SOCIALE (première partie)

-BA, Amadou. "La reprise d'études comme levier de lutte contre le déterminisme socio-économique et éducatif"

2011 SUR LA PUISSANCE D'AGIR (première partie)

-KOZLOWSKI, Guillermo. "Vocabulaire et puissance d'agir : Faut-il se fâcher pour des mots ?".

-KOZLOWSKI, Guillermo. "Puissance d'agir et médias ou « Médias et impuissance d'agir ?".

-KOZLOWSKI, Guillermo. "Laboratoire social et puissance d'agir, à partir des travaux de Miguel Benasayag".

-KOZLOWSKI, Guillermo. "L'éducation populaire politique"

2012 SUR LA PUISSANCE D'AGIR (deuxième partie)

-KOZLOWSKI, Guillermo, "Nouveaux paradigmes ?"

Chaque changement dans notre vie privée ou notre travail, au niveau politique, artistique, ou même sportif semble désormais relever d'un changement « de paradigme » ; toutes les réformes découlent, paraît-il, de la nécessité de remplacer un paradigme précédent inefficace, ou de l'heureuse émergence d'un nouveau paradigme. Qu'est-ce que ce concept de paradigme au-delà de l'usage abusif qu'on en fait ?

-KOZLOWSKI, Guillermo, "Faire sérieux"

Ce texte part d'une interpellation suscitée par un sketch de Frank Lepage : souvent l'esprit de sérieux, les conventions, la langue de bois prennent le pas dans les rencontres, alors on parle et on ne dit rien. Cette analyse tente de pointer quelques éléments proposés dans ce sketch et deux autres expériences semblables, et cherche à évoquer une piste, à partir de laquelle la discussion devient possible ?

2012 ÉDUCATION POPULAIRE, ÉMANCIPATION ET TRANSFORMATION SOCIALE (deuxième partie)

-KOZLOWSKI, Guillermo avec la participation de Marie-Ange HOTTELET, "A nouveau dans les mots"

Cette mode bavarde de tout rabattre sur la communication s'est installée. Elle continue à jacasser brouillement, laissant le champ ouvert aux techniciens du management pour prendre les décisions. Il y a donc un besoin de travailler un peu sur ces mots, et particulièrement sur les concepts qu'on utilise, parce qu'ils sont indispensables pour agir...

-BA, Amadou, " L'Université populaire expérimentale de Paris 8 : un enjeu d'éducation populaire"

Pendant très longtemps et jusqu'à la fin du XIXème siècle et la moitié du XXème siècle, l'entrée à l'université demeure socialement élitiste. Même si les effectifs d'entrée ont augmenté, leur assise sociale reste très bourgeoise. Les publics fréquentant l'université appartiennent aux classes sociales favorisées, l'autre partie de la population, le peuple, n'y accède pas. Malgré la tentative de démocratisation de l'enseignement supérieur, les inégalités sociales d'accès restent encore fortes...

2013 ÉDUCATION POPULAIRE, ÉMANCIPATION ET TRANSFORMATION SOCIALE (troisième partie)

ETUDE

¹⁷ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article245>

¹⁸ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?rubrique211>

-Ouvrage collectif coordonné par Nicolas FASSEUR, Yvette MOULIN et Alain LEDUC, "L'Université populaire de Paris 8 Saint-Denis, dernière utopie vincennoise ?" Cette étude a été réalisée conjointement par le Collectif Formation Société (à Bruxelles) et l'équipe qui a porté le projet d'Université populaire de Paris 8 (à Paris). Elle propose une analyse circonstanciée et un bilan critique d'une expérience de 4 années d'un projet audacieux qui a tenté de lier éducation populaire et université, savoirs d'expériences et savoirs académiques, pédagogies actives face aux cours magistraux, éducation formelle et non formelle, à destination de publics « éloignés » de l'université, et pour certains n'ayant « même pas » le Bac... bref une expérience où tout était réuni pour qu'elle ne voie pas le jour.

2014 ÉDUCATION POPULAIRE, ÉMANCIPATION ET TRANSFORMATION SOCIALE (quatrième partie)

ETUDE

-AZAR Myriam, « L'éducation populaire... conflit et émancipation »

Réflexion sur le conflit comme opportunité pédagogique et condition à l'émancipation. Durant l'année 2012, le CFS asbl a initié et organisé un cycle long de formation au titre ambitieux : « Éducation populaire, émancipation et transformation sociale ». Il s'agissait de proposer un programme nous permettant, nous acteurs de l'éducation permanente, de réfléchir collectivement à nos conceptions de l'éducation permanente, d'analyser nos pratiques à l'aune des apports de spécialistes et praticiens... mais aussi et surtout de tordre le cou à un sentiment qui nous envahit trop souvent ces derniers temps...

-KOZLOWSKI Guillermo, "L'utilité de la philosophie dans l'éducation populaire"

Pour trouver l'utilité de la philosophie dans l'éducation populaire, un chemin possible : définir « utilité », définir « philosophie », puis « éducation », puis « populaire », et bâtir une sorte de définition générale de philosophie dans l'éducation populaire. Le problème est que rapidement il faut choisir une définition pour chaque mot, ou alors discuter quelques-unes...

2015 ÉDUCATION POPULAIRE, ÉMANCIPATION ET TRANSFORMATION SOCIALE (cinquième partie)

-KOZLOWSKI Guillermo, "Utilité de la philosophie"

Est-ce que la philosophie apporte des questions aux problèmes de l'éducation populaire ? Et tout d'abord, quels sont les problèmes de l'éducation populaire ? Après les meurtres de Charlie Hebdo, cette question méritait une discussion plus approfondie.

-LEDUC Alain, "La recherche en éducation permanente/populaire, un terrain de coopération ?"

En novembre 2014, le Collectif Formation Société (CFS asbl) initiait un cycle de formation à la recherche en éducation permanente/populaire (FREP). Dans ce cadre, la formation est un contexte dans lequel chacun adopte une position d'apprenti-chercheur, avec l'objectif de coconstruire de nouveaux savoirs. Lire la suite (*Analyse CFS à paraître dans le Journal de l'alpha de septembre 2015*)

-VICARI Philippe, "Pour une histoire associative, sociale et populaire à Bruxelles"

Certaines associations s'accommodent difficilement des obligations de plus en plus strictes inhérentes au financement dont elles dépendent pour subsister mais qui les éloignent de leur projet initial. Sont-elles pour autant condamnées à une impasse ? En guise de réponse au malaise qui les affecte, le Collectif Formation Société promeut un projet centré sur l'histoire associative bruxelloise dans ses dimensions sociale et populaire. Cette analyse se propose d'en esquisser la trame à travers une série de questionnements.

-MOULIN Yvette, "L'écriture : une transaction sociale dans l'éducation populaire"

L'écrit est un outil de communication symbolique que l'on acquiert grâce à des techniques répétitives, un préalable à toute production écrite de sens. Le plus souvent les exercices de type scolaire n'ont pas comme but premier d'exprimer, de "faire sortir" ce que l'on pense ou ce que l'on vit mais d'apprendre à respecter les symboles, les accords, la syntaxe...

-MAUREL Christian, "Pour une éducation populaire à la dimension des enjeux de notre temps"

Nous vivons une période à la fois bouleversée et ouverte sur tous les possibles, si bien que nous ne savons pas par quel bout « attraper les choses » tant la pelote d'un monde globalisé échappe à tout modèle explicatif rassurant.

-ESTEVENY Hugues, "Le chercheur en éducation populaire : un lanceur d'alerte ?"

Cette contribution résulte d'une interrogation ancienne : de très nombreuses mesures sont adoptées par nos gouvernements, qui remettent en cause nos droits collectifs. Avant d'être adoptées et de produire leurs effets, ces dispositions ont été des idées portées par des courants politiques, des groupes d'intérêts ou des 'spécialistes' écoutés (et appointés)...

-DANERO Mathieu, "Alphabétiser aujourd'hui ? Pour quoi faire ?"

Initialement, l'objet de mon analyse devait porter sur la question du lien entre pouvoir et écriture. Pour faire vite, mon hypothèse était que l'écriture était un instrument du pouvoir... mais également de pouvoir, et qu'ainsi il s'agissait de maîtriser au mieux cet instrument afin de lutter contre le pouvoir des dominants à armes égales. C'est ainsi que j'en venais à questionner certaines pratiques de l'alphabétisation, notamment les ateliers d'écriture.

-VERRIER Christian, "Pour des "Maisons de recherches" en éducation populaire ?"

Cette question de recherche est une sorte d'essai de prospective éducative, ou encore un début de recherche-réflexion-proposition, à poursuivre et améliorer. Spéculation il y a naturellement, mais qui s'appuie sur de la réalité observée, à la fois du monde comme il va et de la formation bruxelloise à la recherche en EP que nous vivons.

-KOZLOWSKI Guillermo, "Le poids d'un fainéant"

Le travail social a désormais un objectif et un seul ; l'avancée de cet objectif date des années 1980, mais il s'est consolidé et devenu universel à partir des années 1990 : mettre les gens au travail. Pour y arriver, toujours la même approche : rendre employable. C'est la seule façon « sérieuse » de s'occuper de la société.

-CORMONT Jessy, "Le courant de l'action-recherche matérialiste en sociologie : choisir ses méthodes et son camp"

Après notre intervention, le CFS nous a demandé de présenter notre positionnement sur les enjeux de « neutralité/objectivité/engagement ». S'inscrire dans un travail de production de savoir et/ou scientifique dans une société structurée par les dominations suppose une lucidité humble sur les déterminants sociaux du savoir produit.

-LEDUC Alain, "La place de l'éducation permanente dans les dispositifs d'insertion socio-professionnelle en région bruxelloise"

L'auteur a été un fondateurs des dispositifs d'insertion socio-professionnelle à Bruxelles, en participant notamment à la création de la première « Mission locale pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes à Saint-Gilles en 1986 », puis en contribuant à l'organisation du secteur au niveau régional, comme Délégué à l'insertion de 1990 à 1995.

-MAES Renaud, "Dire l'horreur. De quelques ambiguïtés d'une démarche de chercheur en éducation populaire"

Aujourd'hui, on multiplie les démarches de « recherche action », « d'action recherche », de sociologie d'intervention, d'enquêtes de terrain, de groupes en situation, de recherche participative ou en coconstruction, de concertation, etc. Tous ces travaux poursuivent le même objectif : faire parler les gens d'eux-mêmes, de leur réalité.

-KOUABLAN Esther, "Trajectoire biographique et engagement professionnel des femmes immigrées en éducation permanente : entre enjeu identitaire et enjeu existentiel ?"

Dans le cadre de cette analyse, nous nous sommes intéressés en particulier à la fonction de formatrice en alphabétisation du secteur associatif en éducation permanente. Nous avons fait le constat qu'un grand nombre de formatrices en alphabétisation étaient issues de l'immigration.

-CARTON Luc, "L'expérience de la Formation sur la Recherche en Éducation Populaire (FREP) Quelques enseignements, réflexions et questions"

C'était la question initiale, conçue comme une (relative) inconnue à travailler en séminaire, de manière coopérative, à travers le dispositif de la F.R.E.P., porté par le Collectif Formation Société. D'emblée, ce questionnement initial a fait débat, ce qu'exprime notamment, au plan symbolique, l'usage conjoint des notions d'éducation permanente et d'éducation populaire.

Les analyses et études produites en 2015 dans le cadre de la *Formation à la recherche en éducation permanente-populaire* ont été regroupées dans le *Contribution au débat*¹⁹ n° 5 qui témoigne de notre démarche. Cette publication constitue un outil pour (ré-)insuffler un esprit d'éducation populaire dans les associations d'éducation permanente.

Au-delà de la « production » d'analyses et études, la création d'un pôle de recherche : le Labocoop.

¹⁹ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article300>

Pour faire face aux enjeux de notre temps, pour analyser de manière critique notre société, ce qui est le propre de l'éducation permanente, nous proposons une démarche coopérative de recherche, visant à construire un « intellectuel collectif ».

Pour cela, nous voulons rassembler autour du Labocoop un certain nombre de démarches convergentes entreprises par CFS et d'autres acteurs de l'éducation permanente :



Quelles sont ces démarches convergentes ?

1. Comme nous l'avons déjà mentionné, CFS a relancé un travail sur la recherche en éducation permanente – populaire via 10 journées de « **formation à la recherche en éducation permanente-populaire** ». Une trentaine de personnes y ont très activement participé. Elles ont été les initiatrices et premières utilisatrices du Labocoop (www.labocoop.be).

- Une douzaine de ces participants poursuivent cette année par une FREP approfondie de 10 nouvelles journées.
- Une douzaine souhaite de manière moins intensive continuer à travailler ensemble uniquement via la plateforme pédagogique.
- Enfin un nouveau groupe d'une dizaine de personnes débute un nouveau groupe en janvier.

Au total de ces 3 groupes, 30 à 40 personnes souhaitent continuer à travailler ensemble au sein du Labocoop.

Dès que les moyens le permettront, notre projet s'ouvrira évidemment encore plus largement sur tout le secteur des associations et mouvements d'éducation permanente actifs sur le terrain de la recherche.

2. CFS organise aussi depuis sa création en 1986, mais plus intensivement depuis 2010 et

en partenariat avec Lire et Ecrire Bruxelles, un **processus de soutien à la reprise d'études** de travailleurs n'ayant pas le CESS. L'objectif est de leur permettre de rentrer dans des études supérieures soit par examen d'entrée, soit par la VAE. Les principaux lieux de reprise d'études sont les filières ISCO-FOPES-FOPA, EOS-Sciences du travail, Enseignement supérieur de promotion sociale, BAGICS (CESEP, ISCO et CBAI).

Tous ces adultes en reprise d'études sont confrontés à des besoins de soutien dans leurs recherches, notamment leur travail de fin d'études. Nous les accompagnons donc, via des modules en éducation permanente, à poser des questions de recherche, et à les travailler. Nous pouvons dans cette filière distinguer 3 groupes d'utilisateurs potentiels du Labocoop :

- *Un groupe de 12 personnes en Année préparatoire à la reprise d'études (1/2 jour par semaine pendant un an)*
- *Un groupe de 8 personnes en Accompagnement de leur reprise d'études (1/2 jour par 15 jours)*
- *Un groupe des anciens (environ 50 personnes) qui ont participé au dispositif et ont pour la plupart acquis un diplôme, et dont les TFE réalisés mériteraient d'être mieux valorisés, voire prolongés par de nouvelles recherches.*

3. La création d'un **Conseil scientifique dans le cadre de CFS** asbl, « chargé d'accompagner le développement de l'association, en matière de politique de formation, d'orientation de la recherche et de ligne éditoriale des éditions ». Ces membres du Conseil scientifique sont « de droit, membres adhérents de CFS asbl » (article 5 bis des statuts). Il s'agit dans ce cadre d'un certain nombre de chercheurs français et belges intervenant de manière régulière en formation et en production d'écrits pour l'association.

- *Christian MAUREL, sociologue, fondateur de l'Université populaire du Pays d'Aix, et auteur du livre de référence de l'éducation populaire « Education populaire et puissance d'agir : les processus culturels de l'émancipation ».*
- *Michel TOZZI, philosophe, animateur des « Rencontres des nouvelles pratiques philosophiques » à l'UNESCO, animateur d'ateliers philo dans le cadre de l'UP de Septimanie, auteur notamment de « Penser par soi-même ».*
- *Mateo ALALUF, sociologue, cofondateur de l'Université populaire de Bruxelles, auteur récemment de « L'allocation universelle : nouveau label de précarité ».*
- *Luc CARTON, philosophe, directeur à l'inspection générale de la Culture, et ayant contribué notamment au renouveau de l'éducation populaire lors des « Rencontres pour l'avenir de l'éducation populaire, le travail de la culture dans la transformation sociale et politique ».*

4. L'invitation de chercheurs chevronnés **dans le cadre de l'Université populaire de Bruxelles**, qui nous ont permis de « penser » de grandes questions de société, et de les travailler dans une démarche d'éducation permanente, de formation et de production écrite.

Rendons ici hommage à deux personnes qui nous ont beaucoup inspiré, aujourd'hui décédées :

- *Robert CASTEL (février 2011), philosophe et sociologue, « De la précarité au précarariat »*
- *François MASPERO en janvier 2015, auteur, éditeur ayant fortement alimenté le tissu associatif bruxellois.*

En ce qui concerne quelques apports récents, de chercheurs(euses) qui ont alimenté notre réflexion :

- *Christine DELPHY (décembre 2015) , sociologue et militante féministe matérialiste, ses recherches ont fondé les «études de genre » en France.*
- *Christian LAVAL (mai 2015), sociologue, professeur de sociologie (Nanterre), coauteur de « COMMUN » avec Pierre DARDOT.*
- *Jérôme JAMIN (octobre 2013, Philosophe et politologue à l'Université de Liège, « le populisme est-il un appel à la démocratie ? »*
- *Nicolas BÁRDOS-FÉLTORONYI (décembre 2012), Docteur en sciences économiques, « homo debitor, chronique de l'homme endetté ».*
- *Vincent DE GAULEJAC (février 2012), Sociologue clinicien, « la société malade de la gestion ».*
- *Bernard FRIOT (février 2012) Sur le salariat*
- *Pierre LARROUTUROU (novembre 2011), homme politique français, spécialisé dans les questions d'économie, « Pour éviter le krach ultime »*

Leurs conférences sont en ligne sur www.rhizome-tv.be et les analyses et études induites sur le site de CFS (<http://ep.cfsasbl.be>)

5. L'apport tout à fait novateur **en sciences de l'éducation de l'équipe de Paris 8**, et notamment de leur expérience U2P8 mettant d'emblée les « étudiants » dans la posture d'apprentis-chercheurs. Cette expérience a fait l'objet d'un accompagnement et d'une analyse commune, aboutissant à l'étude de CFS « L'Université populaire de Paris 8, dernière utopie vincennoise ? L'éducation populaire, une utopie pour le XXIème siècle ».

Dans ce cadre, nous travaillons de manière très régulière avec :

- *Jean-Louis LE GRAND*
- *Christian VERRIER*
- *Nicolas FASSEUR*
- *Yvette MOULIN*
- *Léa LAVAL*
- *Alexane BROCHARD*

Les mêmes chercheurs ont ensuite créé **l'Université coopérative de Paris**, avec notamment une « école de la recherche » semblable à notre projet. Ils ont enfin créé un **Labocoop** français, autour duquel ils rassemblent une trentaine de jeunes chercheurs en éducation populaire (de plusieurs grandes villes françaises).

CFS a participé les 24 et 25 octobre à Paris à cette Université à un WE de recherche en éducation populaire, qui a abouti à la production d'une carte mentale précisant les références et champs d'intervention de chacun, et les modes de collaboration possibles

entre Bruxelles et les partenaires français.

Nous avons aussi le projet commun de relancer fin 2016 le projet U2P8 en constituant une antenne bruxelloise d'un projet de niveau Licence 2 à Paris8 (correspondant à un BES en Belgique). Une quinzaine de personnes pourraient participer à cette expérience dans le cadre de notre agrément EP à l'axe 2.

6. Enfin, notre réflexion nous a aussi amenés à l'idée de devenir un **lieu d'accueil de questions émergent du terrain, des associations à l'axe 1** par exemple. C'est ce que Christian Verrier appellerait une « maison de recherche » : le Labocoop serait le lieu d'accueil, d'orientation, de travail interdisciplinaire, d'accompagnement de ces questions de recherche avec les groupes de « 1ers concernés ». On pourrait limiter cet accompagnement à la recherche à 3 groupes par an, par exemple sur base d'un appel à projets.

Par exemple, les questions issues de groupes de personnes suivant des cours d'alphabétisation.

5 témoignages



Patricia donne des cours d'alphabétisation à Lire-et-Ecrire Bruxelles, elle a réussi des études de **Formateur en alpha** à l'IRG. « *Après 24 années d'expérience dans la grande distribution, j'ai décidé de reprendre des études pour progresser sur le plan professionnel* »



Touré est lui aussi formateur, mais il a choisi des études d'**Assistant social** à l'EOS: il est en 2^{ème} année Bachelor. « *La reprise d'études me permettra d'avoir un diplôme reconnu en Belgique. Ce diplôme m'ouvrira plusieurs portes en termes de possibilité d'emploi* »



Sabrina est Agent de guidance et organise la formation des aides familiales à CFS; elle a réussi des études de Graduat en **Secrétariat de direction**. « *C'est un plaisir d'avoir ce diplôme mais aussi on se sent mieux reconnue* »



Nicole est formatrice comme Patricia, elle est aujourd'hui en Master2 en **Sciences de l'Education** à l'UCL. « *Je pense acquérir grâce à cette formation de plus grandes capacités d'analyse et mieux appréhender des situations de formation complexes* »



Ali s'occupe de l'accueil dans une association sportive; il a entamé une Année préparatoire à un **Master en Sciences Politiques**. « *Ma reprise d'études est motivée par le goût depuis mon enfance de faire des études et aussi d'avoir un avenir meilleur pour ma famille et moi.* »

En 25 ans, l'équipe de CFS a aidé plusieurs centaines de personnes dans leur souhait de reprendre des études certifiantes, parfois tout en travaillant.

Et pourtant, nous ne sommes pas une école !

Pour CFS asbl, soutenir la reprise d'études des travailleurs associatifs « peu qualifiés » s'inscrit d'abord dans une **démarche d'éducation permanente** telle que précisée dans l'article 1 du Décret de la Communauté française :

« *Le présent décret a pour objet le développement de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle.* »

CFS asbl refuse en effet le « déterminisme socio-éducatif » : aujourd'hui, les études restent difficilement accessibles aux milieux populaires. CFS veut vous donner des outils d'analyse de votre itinéraire scolaire, de vos réussites et de vos échecs, des outils d'analyse critique de notre société, notamment des inégalités sociales. En ce sens, reprendre des études peut être un processus émancipateur.

Lire et Ecrire Bruxelles, soutient la reprise d'études de ses travailleurs et encourage tous les travailleurs peu diplômés du secteur de l'alphabétisation qui souhaitent reprendre des études. LEE a accordé à ses travailleurs du temps d'étude et participe au paiement du minerval.

Nous pouvons en discuter avec vous et votre employeur.

Consultez les prochaines dates sur notre site :

www.ep.cfsasbl.be (rubrique reprise d'études)

Contactez nous : equipe-reprise-etudes@cfsasbl.be

Adresse : Collectif Formation Sociétés asbl

Rue de la Victoire 26, à 1060 Bruxelles

Tél : 02/543.03.03 / Contact : Amadou BA ou Myriam AZAR.



Editeur responsable: Alain LEDUC, CFS asbl, 26 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles.

Vous rêvez de reprendre des études ?



Remise de diplômes à CFS (avec la Promotion sociale de Saint-Gilles)

Vous êtes adulte, et lorsque vous étiez jeune, vous n'avez pas eu l'occasion de poursuivre ou de terminer vos études ?

Vous venez d'un autre pays, mais les études que vous avez faites là-bas ne sont pas reconnues ici en Belgique ?

Vous avez dû aller travailler tôt pour nourrir votre famille ou devenir autonome ?

Aujourd'hui, vous travaillez mais votre diplôme n'est pas valorisé ?

Et pourtant, vous en rêvez parfois encore, Et pourtant, décrocher un diplôme,

C'est possible !

N'hésitez pas à nous contacter !

A qui s'adressent nos formations ?

Aux **travailleurs du secteur associatif**, animateurs, formateurs, agents d'accueil, administratifs ... et à tous les travailleurs précaires du secteur associatif ...

Aux **bénévoles, militants** dans les écoles de devoirs, les maisons de jeunes, l'alphabétisation, ...

Aux **chômeurs** qui souhaitent reprendre des études pour devenir travailleurs du secteur, Et à ceux qui ont de l'**expérience** sans être diplômés, et n'ont pas le CESS (ou au max le CESS) ... **À vous ?**



Jury de mémoire à Paris VIII

A quelles études préparons-nous ?

Nous vous préparons à reprendre des études là où vous le souhaitez et là où c'est possible ! Avec une priorité pour le secteur « social ». Nous avons ainsi soutenu et soutenons encore des reprises d'études :

- de niveau **secondaire supérieur** (ESS), avec des écoles de promotion sociale (animateur, éducateur, moniteur)
 - de niveau **Bachelor** (3 années après le CESS) comme assistant social, éducateur A1, secrétaire de direction, en informatique, etc ...)
 - de niveau **BEPS** (correspondant à 2 années de Bachelor) : Formation en alphabétisation, ISCO, et les projets équivalents à PARIS VIII
 - de niveau **Master** (via la VAE) à la FOPA, la FOPES, ou en Sciences du Travail,
 - par correspondance** à tous niveaux,
- Il y a donc un large choix d'études, nous vous aidons à préparer et à réussir

... les études que VOUS aurez choisies !



Groupe Accompagnement à CFS

Qu'organisons-nous ?

Des modules d'accueil, (2J+3J) pour analyser votre propre itinéraire scolaire, vous faire découvrir les modalités d'organisation des études en Belgique depuis le Décret de Bologne et mener une réflexion par rapport à un projet de reprise d'études.

Une année préparatoire avant votre reprise d'études (1j/semaine) visant à vous doter des outils d'analyse et d'une méthode de travail appropriés pour vous préparer valablement à une reprise d'études

Un accompagnement pendant votre reprise d'études (1/2j/tous les 15 jours) pour travailler les questions de recherche et la rédaction de travaux de fin d'études.

Une permanence « équivalence des diplômes » introduire un dossier de reconnaissances des études suivies hors de Belgique, permettant ainsi de déclencher de nouvelles possibilités d'études.

Construire un dossier de VAE avec vous !

Construire un dossier de VAE (Valorisation des acquis de l'expérience) vous permettant d'entrer directement dans certains Masters à l'ULB ou à l'UCL.

Nos modules de formation :

Nos formations sont collectives et visent à donner les outils d'analyse critique, de construction de l'autonomie intellectuelle, d'émancipation individuelle et collective. Elles visent à vous donner les « fondamentaux » de l'éducation permanente. Elles sont composées des modules suivants :

Module « Déterminisme » : Comprendre les mécanismes favorisant les inégalités éducatives et prendre conscience de ses capacités de progression.

Module « S'émanciper » : Comment formaliser un projet de reprise d'études qui permette de s'émanciper et de devenir acteur de son propre devenir ?

Module « Analyse en groupe d'une question sociale » Comprendre ce qu'est une question au sens épistémologique du terme et comment faire une analyse à partir d'une question ?

Module « Traitement critique de l'information » : S'initier à la démarche du questionnement critique à partir de l'information que l'on reçoit et de l'information que l'on donne.

Module « Clés d'entrée pour comprendre les enjeux des sciences humaines » : se donner les clés d'entrée pour aborder les grandes disciplines des sciences humaines.

Module « Des outils pédagogiques pour l'action » : se doter des grilles d'analyse et des compétences pour renforcer sa puissance d'agir.

Module « L'éducation permanente, un décret pour l'action » : Comprendre comment l'émancipation peut passer par l'accès au savoir en vue de s'extraire du rapport dominant/dominé.



« S'émanciper, c'est sortir aussi modestement que cela soit de la place qui nous a été assignée par les rapports sociaux » (Christian MAUREL, sociologue).

4° La reprise d'études dans une visée émancipatoire

Le choix d'une démarche d'éducation populaire

Le dispositif de soutien à la reprise d'études de CFS se veut inscrit dans une démarche d'éducation populaire. L'objectif principal poursuivi est de contribuer à l'émancipation sociale et culturelle des individus dans une perspective de lutte contre les déterminismes sociaux, passant par le dévoilement des mécanismes de domination et d'aliénation. Il s'agit donc d'œuvrer concrètement à une transformation sociale au travers de parcours individuels. En s'inspirant de l'U2P8, pour CFS, la reprise d'études des adultes constitue un enjeu d'éducation populaire car il permet à une catégorie de personnes souvent exclues des structures traditionnelles d'enseignement et des systèmes éducatifs institutionnels de reprendre des études et d'accéder à un certain savoir. C'est aussi une manière de contribuer à la démocratisation de l'enseignement supérieur et faire émerger une approche pédagogique qui articule des « savoirs chauds » et des « savoirs froids ».

Le dispositif mis en place

La reprise d'étude est à l'origine de la création de CFS et de ses activités de formation débutées en 1986 déjà. En 2010, à la demande de LEE souhaitant encourager ses travailleurs à reprendre des études, CFS relance le dispositif de soutien à la reprise d'études avec un module cherchant à répondre à ces questions : « Quelle mobilité éducative et sociale pour les animateurs, formateurs et travailleurs associatifs peu diplômés ? Pour leurs publics ? Comment lutter contre le déterminisme socio-éducatif ? » Il s'agit d'une démarche collective, critique, d'appropriation d'outils, pour soi et pour les autres.

Un projet de partenariat est signé entre CFS asbl et Lire et Ecrire Bruxelles pour permettre un meilleur accompagnement et suivi à la reprise d'études des travailleurs. Ce partenariat entre en vigueur le 1er avril 2011. Depuis lors, un travailleur de Lire et Ecrire Bruxelles, détaché à CFS, est chargé d'encadrer ce dispositif. Ce travailleur est à la base un formateur ayant lui-même repris des études supérieures (Master et Agrégation) avant ce dispositif. Il anime les différents modules de préparation et d'accompagnement à la reprise d'études repris dans le flyer « Vous rêvez de reprendre des études ? ».

L'Université Populaire de Bruxelles à travers les cycles de conférences contribue largement à la formation des personnes inscrites dans le dispositif de préparation et de soutien à la reprise d'études. C'est un espace de construction des savoirs, des réflexions et d'analyse critiques qui permettent d'envisager une progression individuelle ou collective.

Reprise d'études et émancipation

En mai 2015, CFS organise avec Lire et Ecrire Bruxelles une demi-journée de réflexion sur le dispositif de reprise d'études à laquelle toutes les associations partenaires du réseau ont été

invitées²⁰. Elle est nourrie par les interventions de Michel SYLIN, chargé de cours à l'ULB et de Christian MAUREL, sociologue et professeur à l'Université d'Aix-en-Provence. En évoquant les enjeux personnels et collectifs d'une reprise d'études, SYLIN souligne que les adultes en reprise d'études déclarent le plus souvent s'engager en formation pour des motifs épistémiques : l'envie de se nourrir et d'acquérir des connaissances et des outils pour l'action en se donnant des grilles d'analyse et des compétences pour renforcer leur puissance d'agir. La reprise d'études est aussi vécue comme une revanche sociale, une quête de reconnaissance sur un destin participant d'une forme « de reprise en main » de sa propre destinée et d'une « réparation » d'un « parcours blessé ».

MAUREL souligne pour sa part que les actions que l'on mène sont souvent ambivalentes et la reprise d'études est à envisager dans ce sens. Elle peut être l'accession à une forme de normalité, de conformité aux structures de normes telles qu'elles existent, telles qu'elles s'imposent. Mais l'autre mission que l'on se donne dans ce parcours de formation, c'est de créer des normes nouvelles, en sortant de la norme dans laquelle on s'était et devenir acteur de son propre itinéraire, de son propre devenir.

Au cours de cette séance, quatre travailleurs ayant bénéficié d'un accompagnement ont témoigné sur leur expérience de reprise d'études et l'apport du dispositif dans leurs parcours de formation en expliquant en quoi le dispositif de reprise d'études de CFS a été propice à leur émancipation.

Evaluation du dispositif

Une évaluation quantitative du dispositif de soutien et d'accompagnement à la reprise d'études des travailleurs de Lire et Bruxelles a été faite par la Coordinatrice de la Mission Formation du secteur.

Le dispositif de soutien à la reprise d'études a démarré en 2010 suite à la demande de LEE de l'expertise de CFS dans la formation et l'accompagnement des adultes en reprise d'études. CFS a conçu le dispositif en plusieurs modules. Des modules d'accueil 1 et 2 dénommés « déterminisme socioéducatif » et « s'émanciper ». Le premier module permet aux participants de comprendre les mécanismes favorisant les inégalités éducatives et prendre conscience de leurs capacités de progression. Le module 2 consiste à travailler sur la manière de formaliser un projet de reprise d'études qui permette de s'émanciper et devenir acteur de son propre de son devenir. Après ces deux modules d'accueil, il y a une préparation d'une année pour doter aux participants des outils et des grilles d'analyse avant leur reprise d'études et un accompagnement pendant leur reprise d'études en vue de travailler avec eux les questions liées à leurs travaux de fin d'études et/ou mémoire.

Les études entamées par les participants sont quasi toutes orientées dans le champ social, politique et pédagogique allant du BES (Brevet de l'Enseignement Supérieur) au Master.

Attention, ces chiffres n'indiquent pas le nombre de personnes accompagnées au total, mais celles accompagnées pendant une année ! Certaines personnes restent présentes pendant les 2 ou 3 années de leur reprise d'études.

²⁰ <http://www.rhizome-tv.be/spip.php?article193>

Années	Module 1 Déterminisme	Module 2 S'émanciper	Préparation	Accompagnement	Types de reprise d'études
2010	70				
2011	18	31		6 TFE	Formateur en Alphabétisation
2012	18	12	8	6	Bagic Nivelles (1), Bagic Namur (1) FOPA (1), Bachelor AS (1), BES ISCO (1), Bachelor Compta (1).
2013	10	7	7	7	Bagic Nivelles (3), Bagic Namur (1), FOPA (2), Bachelor AS (1)
2014	31		8	9	Bagic Nivelles(4), BES ISCO(1), FOPA(1), Bachelor AS (1), Bachelor Edsp (1) , Bachelor Com (1)
2015	21		9	7	Bagic Nivelles(2), BES ISCO(1), Master en Sciences du Travail (2), FOPES (1), FOPA (1)
2016	1^{er} semestre				
	5		8	6	Bagic Nivelles (1), BES ISCO(1), Formateur en Alpha (1), Certificat universitaire en FLEE (1), FOPES (1), Master en Sciences du travail (1)
TOTAL	173	50	40	41	

Parmi ces 41 « années participant », 25 personnes différentes ont été concernées. Au final, il y a en juin 2016 :

- 15 réussites effectives ;
- 3 personnes sont en train de finaliser leurs travaux de fin d'études et les soutenances sont prévues dans le second semestre de 2016 et
- 1 personne est encore en cours de formation ;
- 6 personnes n'ont pas pu terminer pour diverses raisons (report de mémoire à une date ultérieure, abandon, maladie, décès, etc.).

Une autre évaluation, qualitative cette fois, est en cours dans le cadre de la *Formation à la recherche en éducation populaire* (FREP) et sera finalisée d'ici fin 2016.

Analyses et études

En concomitance et complémentarité avec le dispositif de reprise d'études, une réflexion a été développée autour de ses enjeux.

2011

-BA, Amadou. "La reprise d'études comme levier de lutte contre le déterminisme socio-économique et éducatif"

2012

-BA, Amadou, " L'Université populaire expérimentale de Paris 8 : un enjeu d'éducation populaire"

Pendant très longtemps et jusqu'à la fin du XIXème siècle et la moitié du XXème siècle, l'entrée à l'université demeure socialement élitiste. Même si les effectifs d'entrée ont augmenté, leur assise sociale reste très bourgeoise. Les publics fréquentant l'université appartiennent aux classes sociales favorisées, l'autre partie de la population, le peuple, n'y accède pas. Malgré la tentative de démocratisation de l'enseignement supérieur, les inégalités sociales d'accès restent encore fortes...lire la suite

ETUDE 2013

-Ouvrage collectif coordonné par Nicolas FASSEUR, Yvette MOULIN et Alain LEDUC, "L'Université populaire de Paris 8 Saint-Denis, dernière utopie vincennoise ?"

Cette étude a été réalisée conjointement par le Collectif Formation Société (à Bruxelles) et l'équipe qui a porté le projet d'Université populaire de Paris 8 (à Paris). Elle propose une analyse

circonstanciée et un bilan critique d'une expérience de 4 années d'un projet audacieux qui a tenté de lier éducation populaire et université, savoirs d'expériences et savoirs académiques, pédagogies actives face aux cours magistraux, éducation formelle et non formelle, à destination de publics « éloignés » de l'université, et pour certains n'ayant « même pas » le Bac... bref une expérience où tout était réuni pour qu'elle ne voie pas le jour.

ETUDE 2015

-MAES Renaud et BA Amadou, "La reprise d'études des adultes, entre normation et émancipation"

En Belgique francophone, de plus en plus d'adultes, dont une part importante de travailleurs peu « qualifiés », s'inscrivent dans des démarches de reprises d'études.

Comme nous l'avons précisé, l'expérience de l'U2P8 menée à Paris a offert les bases sur lesquelles CFS s'est appuyé pour construire son nouveau dispositif de reprises d'études. Dans un esprit de saine contamination, CFS lui a donc consacré le *Fil Rouge n° 18 : L'Université populaire de Paris 8 Saint-Denis, dernière utopie vincennoise ?*²¹

Fil Rouge n° 18 - L'Université populaire de Paris 8 Saint-Denis, dernière utopie vincennoise ?

Une édition CFSasbl

TABLE DES MATIERES

L'éduc-pop à l'université ?

« Une expérience d'éducation populaire à l'université de Paris 8 », par Alain Leduc

Regards croisés, l'analyse des acteurs :

« L'initiateur : les débuts de l'Université populaire expérimentale de Paris 8 »

par Christian Verrier

« L'intituant : l'Université populaire expérimentale de Paris 8 comme institution »

par Jean-Louis Le Grand

« La coordinatrice pédagogique : être sujet de son développement, ou comment « s'auteuriser » entre savoir intégrateur et pouvoir émancipateur ? » par Yvette Moulin

« Le chercheur : se confronter à la recherche » par Amar Sihadj Mohand

« La pédagogue : l'U2p8, ses fondements pédagogiques » par Marianne Demeure

« Les médiateurs : médiation, émotions et éducation populaire » par Christine Jacques et Paul Scheffer

Les tutrices :

« La « tuteurie » d'écriture, une expérience à prolonger » par Christiane Etévé

« De l'aide au co-apprentissage, quels moyens ? » par Marie Menaut

Trois apprenties-chercheuses :

« L'U2p8, un laboratoire d'expériences » par Stella Oudin

« Poser une hypothèse de départ, je suis capable ! » par Nayemat Ibrahimia

« Après l'U2p8, mon entrée en Licence 3 Sciences de l'éducation » par Emmanuelle Leseur

Deux étudiantes en Master :

« Universités populaires et éducation populaire » par Léa Laval et Marion Guilbot

« En quoi cette utopie interroge-t-elle l'éducation populaire de demain ? » par Nicolas Fasseur

« Ici Bruxelles... »

« Une tentative de conclusion (un peu) distanciée... » par Alain Leduc

Bibliographie

Pour rappel, cette démarche de soutien à la reprise d'études dans une perspective émancipatrice est le but fondateur de notre association. Dans les années à venir, nous serons amenés à continuer à tenter de développer ce programme structurel :

²¹ Téléchargeable sur <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article172>

Les Cahiers du Fil Rouge

N° 18 | L'Université populaire de Paris 8 Saint-Denis, dernière utopie vincennoise ?



L'éducation populaire, une utopie pour le XXI^{ème} siècle

cfs-ep

UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

1



2



3

1. Publication CFS, 2013
2. Présentation du Fil Rouge lors du 8^{ème} Printemps des UP à Bordeaux, 2013
3. Intervention de l'équipe qui a porté le projet U2P8, à la FREP (formation à la recherche en ep), à CFS, 2014

- Continuer à dénoncer le déterminisme socio-éducatif, dans la lignée des « Héritiers » et de « La reproduction » de Pierre Bourdieu, (ce que nous faisons concrètement dans le cadre de notre module déterminisme) ;
- Éviter d'en faire un processus normalisateur, mais créer une dynamique émancipatoire (selon les définitions de Jacques Rancière et Christian Maurel) ; plusieurs analyses et études ont travaillé cette question ;
- Dénoncer les conditions de vie et d'études des personnes issues de classes populaires et qui arrivent à l'université (travaux de Renaud Maes²² sur les nouvelles précarités étudiantes) ; la démarche de Renaud Maes a abouti notamment à charger CFS en 2016 d'une recherche commanditée par la COCOM sur la prostitution, notamment étudiante.
- Finaliser une évaluation qualitative en cours sur « reprise d'études et émancipation », réalisée dans le cadre de la FREP 2016 et portant sur une quinzaine de récits de vie à Bruxelles et une quinzaine à Paris ;
- De continuer inlassablement à tenter d'intéresser les écoles supérieures et les universités à la reprise d'études par des adultes peu qualifiés (qui n'ont pas le CESS). Des contacts sont en cours avec le secteur social de Prigogyne et avec l'ULB.
- Un site est dédié à ce secteur d'activités : <http://www.reprendresetudes.be> et adresse dédiée equipe-reprise-etudes@cfsasbl.be ; un folder a repris le slogan fondateur de CFS « vous rêvez de reprendre des études ? ».

²² http://www.lejim.info/spip/spip.php?page=imprimer_articulo&id_article=331

INVITATION
Vernissage de l'exposition
«**Lourds fardeaux**»

Débat
«**Violences dans la société,
violences au travail:
la FGTB se mobilise**»
MARDI 15 Novembre
à 18h00

À **Université Populaire**
Rue de la Victoire 26, 1060 Bruxelles



Grande conférence
Vincent DE GAULEJAC
«**La société malade de la gestion**» et
«**Travail, les raisons de la colère**»
Mardi 14 février 2012 à 18H00
26 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles

Vincent DE GAULEJAC,
Sociologue Clinicien

VDG est sociologue clinicien, auteur de nombreux ouvrages:
En 1994, il dénonce l'engrenage de la désinsertion sociale dans «**La lutte des places**».
Dans «**La société malade de la gestion**», il dénonce les dérives managériales «**qui débordent du champ de l'entreprise pour occuper toute le champ social**».
Récemment, il édite «**Travail: les raisons de la colère**», sur la souffrance au travail que produit la société managériale.
Il a créé le **Laboratoire du Changement social** à Paris 7 et contribue à l'**Institut International de Sociologie clinique**.




UP
Université Populaire de Bruxelles

26 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles / Tél: 02 543 03 03
Site: www.universitepopulaire.be / Mail: info@universitepopulaire.be

En première à l'UP de Bruxelles!

CFS asbl et PAC asbl ont le plaisir de vous inviter à découvrir la
Conférence gesticulée «Inculture(s) 9»
«**SCOP LE PAVE**» (Annaïg Mesnil et Alexia Morvan)
«**Exploiter mieux pour gagner plus**»
Mardi 24 avril 2012 à 18H30
26 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles

SCOP LE PAVE
Scop Le Pavé est une société coopérative d'éducation populaire, créée notamment par Franck Lepage et 6 autres coopérateurs. Le Pavé développe une série de conférences, dont la 1^{ère} est la plus célèbre: «**L'Education populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu**».

Qu'est-ce qu'une conférence gesticulée ?
«**La conférence gesticulée est une arme que le peuple se donne à lui-même, pour dévoiler les systèmes de domination à l'œuvre tels que nous les avons vécus, et rassembler des savoirs utiles pour l'action collective**».

Cette 9^{ème} conférence est consacrée au «**management**». La loi de 2002 a commencé à étendre au secteur des services publics le cauchemar de l'entreprise: évaluation permanente, productivité accrue, rationalité schizophrène... et la «**démarche qualité**» comme outil pervers au service de la privatisation. Le management nous a privé de ce qui nous était le plus cher, le **sens de notre travail**.

«**Exploiter mieux pour gagner plus!**»

**Inculture(s) 9
LE MANAGEMENT & LA DÉMARCHÉ QUALITÉ**

La conférence «**gesticulée**» introduit une journée de formation organisée par CFS le jeudi 26 avril sur l'**éducation populaire politique**.



ils ne mouraient pas tous
mais tous étaient frappés

UN FILM DE SOPHIE BRUNEAU / MARC-ANTOINE ROUDIL



1. Exposition «**Lourds fardeaux**» à l'UP de Bruxelles, novembre 2011
2. Conférence donnée par Vincent de Gaulejac à l'UP de Bruxelles, février 2012
3. Conférence gesticulée d'Alexia Morvan et Annaïg Mesnil «**Exploiter mieux pour gagner plus**» à l'UP de Bruxelles, avril 2012
4. Formation à l'analyse des images et du langage cinématographique autour du film: «**Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés**» de Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil à l'UP de Bruxelles, février 2014

5° La question du management : théorie et pratique

Dans un contexte d'État social actif, le management s'applique désormais partout et à tout le monde : dans les entreprises bien entendu, mais aussi pour les chômeurs (plan d'accompagnement), dans le secteur public, dans les associations, et même à l'école (approche par compétences). Il n'y a pas de réponse globale à l'emprise croissante du management. Sortir du management n'est possible que dans la mesure où on refuse localement les dispositifs managériaux, aussi infimes qu'ils soient, sans accepter qu'ils puissent être indispensables au niveau global.

Le travail sur le management commence en 2012, lors d'une réunion élargie du comité de programmation de l'Université Populaire (environ 30 ou 35 personnes sont présentes). Un des membres de ce comité nous signale à la fois son inquiétude et son impuissance face à la mise en place de processus de néo-management dans l'hôpital dans lequel il travaille. Ces sentiments sont d'autant plus forts, qu'il est lui-même chargé de mettre en place ces mesures.

L'Université Populaire avait déjà accueilli l'exposition *Lourds fardeaux*²³ et à l'occasion du vernissage avait organisé un *Café citoyen* le 15 novembre 2011.

C'est aussi la première thématique traitée par l'Atelier de pensée collective que le CFS est en train de mettre en place à l'Université Populaire dans le cadre de ses formations axe 2 et qui débutera fin 2011. Elle correspond parfaitement à la consigne de ces ateliers : travailler une question qui nous inquiète et dont on ne sait pas quoi faire. La première saison de cet atelier traitera de différentes sous-questions :

- Résister à la société managériale (15/12/2011) ;
- Comprendre le sentiment qui entoure le management (25/01/2012) ;
- Comprendre le fonctionnement pratique du management (15/03/2012) ;
- Les principaux concepts du management (19/04/2012) ;
- Sortir des pièges du management (07/06/2012) ;
- Management et capital humain (04/10/2012) ;
- Comment questionner le management : projet d'enquête sur le management associatif (15/11/2012).

Lors des séances de cette formation, il apparaît tout d'abord que le néo-management touche désormais tout le monde. Mais il apparaît aussi que la plupart des gens n'y voient que des micro-phénomènes. En effet les changements se présentent comme des aménagements techniques minimaux, qui n'ont pour objectifs que des améliorations évidentes. Après quelques séances de formation, il devient clair que ces nouvelles techniques, notamment dans le milieu du travail social, changent en profondeur la teneur de notre travail.

Cette thématique sera abordée aussi dans une grande conférence donnée par Vincent de

²³ <http://www.universitepopulaire.be/?p=907>

Gaulejac le 14 février 2012 sur « La société malade de la gestion »²⁴. L'invitation à cette conférence qui résume bien la prégnance du management dans nos vies, commençait ainsi :

« Sous une apparence pragmatique, la gestion constitue une idéologie qui légitime la guerre économique et l'obsession du rendement financier. Les « gestionnaires » installent en fait un nouveau pouvoir managérial. Il s'agit moins d'un pouvoir autoritaire et hiérarchique que d'une incitation à l'investissement illimité de soi dans le travail pour tenter de satisfaire ses penchants narcissiques et ses besoins de reconnaissance. Il s'agit d'instiller dans les esprits une représentation du monde et de la personne humaine, en sorte que la seule voie de réalisation de soi consiste à se jeter à corps perdu dans la « lutte des places » et la course à la productivité. Or, pour mieux assurer son emprise, cette logique déborde hors du champ de l'entreprise et colonise toute la société ».

Le 24 avril 2012, à l'Université Populaire, Alexia Morvan et Annaïg Mesnil présentent la conférence gesticulée « Exploiter mieux pour gagner plus » mettant également en lumière la thématique des nouvelles méthodes de management²⁵.

On reviendra aussi sur cette question dans le cadre de la Formation à l'analyse des images et du langage cinématographique en collaboration avec l'ASBL Cinedit. Notamment le 20 février 2014 lors du travail autour du film « Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés » de Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil (2005)²⁶ dont voici le résumé :

« Chaque semaine, dans trois hôpitaux publics de la région parisienne, une psychologue et deux médecins reçoivent des hommes et des femmes malades de leur travail. Ouvrière à la chaîne, directeur d'agence, aide-soignante, gérante de magasin... Tout à tour, 4 personnes racontent leur souffrance au travail dans le cadre d'un entretien unique. Les trois professionnels spécialisés écoutent et établissent peu à peu la relation entre la souffrance individuelle du patient et les nouvelles formes d'organisation du travail. À travers l'intimité, l'intensité et la vérité de tous ces drames ordinaires pris sur le vif, le film témoigne de la banalisation du mal dans le monde du travail. »

La question spécifique du management sera encore abordée dans le cadre de la formation « Questions de société » sur l'État social actif en 2014.

Progressivement alimentées par ces diverses activités, des analyses ont été rédigées sur le management pour ensuite contribuer à nourrir la réflexion.

2012 SOCIÉTÉ MANAGÉRIALE ET EMPRISE DE LA GESTION (première partie)

-KOZLOWSKI, Guillermo avec la relecture de Rudy CASSART, "L'emprise de la gestion"
Les méthodes, dispositifs et types d'évaluations managériales débarquent un peu partout dans le travail social. Derrière le masque de l'efficacité elles changent la nature même du travail...

-KOZLOWSKI, Guillermo avec la participation de Luca CICCIA (merci à Cécile Leblicq et Annick Moreau), "Retour critique sur le RPE"

Le Réseau des Plateformes pour l'Emploi est un fichier centralisé regroupant tous les acteurs de l'insertion socioprofessionnelle. Il a suscité quelques critiques au début puis s'est installé. Nous proposons un retour critique pour se demander si ce fichier, et plus largement un certain nombre de techniques, ne modifient pas en profondeur le travail que l'on fait...

-KOZLOWSKI, Guillermo, "A propos de « investment in human capital » de Theodore Schultz"
Ce concept ainsi que son auteur ne sont pas particulièrement connus. Pourtant on retrouvera le capital humain en tant que fondement de la réforme de l'éducation et de la formation dans le monde entier à travers l'approche par compétences. Elle sera aussi un des fondements théoriques de ce modèle, en Belgique appelé « l'État social actif », qui régit depuis une

²⁴ L'invitation complète est disponible sur le site de l'Université populaire : <http://www.universitepopulaire.be/?p=943>

²⁵ <http://www.universitepopulaire.be/?p=954>

²⁶ <http://www.universitepopulaire.be/?p=1179>

dizaine d'années l'approche sociale de l'ensemble de la CEE...

-KOZLOWSKI, Guillermo, "Complexe, compliqué, confus"

On dit partout que les choses sont complexes, compliquées ou confuses, et donc qu'on ne peut pas changer grand-chose. Peut-être que ces trois termes ne sont pas des synonymes. Peut-être trouver les différences pourrait rendre plus facile et moins confuse l'action dans la complexité...

-KOZLOWSKI, Guillermo, "Contradictions, quelle est la limite ?"

Depuis un bon moment, peut-être depuis toujours, le travail social a conscience d'agir avec des contradictions. Contradictions dans la manière de travailler, dans le rapport au public, dans le « management » interne. Ces contradictions sont répétées à volonté, acceptées, mais ensuite ?

-KOZLOWSKI, Guillermo et SCHEER, David, "Regards : de la prison à la prison, en passant par la télé-réalité"

La prison telle qu'elle fut inventée au XVIIIème siècle va propager dans toute la société un dispositif de pouvoir (le panoptisme) basé sur un certain type de regard. Aujourd'hui, un autre type de regard omniscient tend à s'imposer. Plus désiré, et même très recherché, c'est celui que l'on trouve par exemple dans la télé-réalité, sous la forme d'une « exigence de transparence ». Sous ce type de regard, le questionnement sur l'efficacité et l'analyse du quotidien sont différents. Il nous semble que dans le déplacement qu'il opère se joue quelque chose d'important pour l'ensemble de la société...

2013 SOCIÉTÉ MANAGÉRIALE ET EMPRISE DE LA GESTION (deuxième partie)

-KOZLOWSKI Guillermo, "Vrai et faux individualisme de Friedrich August Hayek"

Méconnaître le contenu des textes théoriques du néolibéralisme peut être profondément handicapant pour ceux qui s'intéressent à la question sociale. Faute de repérer et comprendre comment il est pensé par ses partisans, le néolibéralisme apparaît comme une vague insaisissable, ou plus grave, comme un mouvement naturel...

-KOZLOWSKI Guillermo, "Retour sur l'emprise de la gestion"

Est-ce que le management existe ? Si oui, comment existe-t-il ? Ses effets sont bien réels, mais le management en lui-même paraît insaisissable. Car, lorsqu'on veut le définir, voire le combattre, on n'a affaire qu'à une multiplicité de procédures, de contrôles, et de dispositifs en tout genre...

-KOZLOWSKI Guillermo et SCHEER David, "Autonomie et prison à Haren"

Dans le cahier des charges de la future prison de Haren, un concept récurrent attire l'œil du lecteur : l'autonomie. Que cette dernière soit inscrite dans la conception de cette prison contemporaine peut relever de l'évidence puisqu'elle est la consigne centrale de toute la politique sociale contemporaine...

-KOZLOWSKI Guillermo, "Statistiquement parlant"

Les statistiques sont omniprésentes dans notre quotidien à tous : que ce soit sur notre santé, notre travail, notre éducation, mais aussi nos loisirs ou notre politique. Pour faire une campagne électorale, on va, bien entendu, faire des sondages ; pour vendre un nouveau produit, une étude de marché...

-KOZLOWSKI Guillermo, "Un regard critique sur le partenariat"

Ce texte est une ébauche, sans prétention, donnant un certain nombre d'éléments un peu disparates, et l'intuition qu'il serait pertinent de les regarder ensemble. Mais aussi, que, contrairement à toutes les tentatives de partenariat, le social n'est pas un ensemble de modules préfabriqués. Il y a des approches qui ne s'intègrent pas, et celles-ci ne sont intéressantes que si elles ne s'articulent pas.

2014 SOCIÉTÉ MANAGÉRIALE ET EMPRISE DE LA GESTION (troisième partie)

-KOZLOWSKI Guillermo, "Généalogie de l'État social actif"

Il y a quatre ans, voici comment Robert Castel abordait la problématique de l'État social actif : « Il résulte que la gouvernance de cette société devrait consister dans le renforcement de l'individu, dans l'accroissement de ses capacités pour qu'il soit apte à affronter la dure loi du nouveau régime du capitalisme dominé par la concurrence, et le faire à partir de la maximisation de son propre potentiel, ou capital humain...

-KOZLOWSKI Guillermo, "Caractérisation de l'État social actif"

Nous avons proposé une généalogie de l'État social actif, avec les problématiques qu'il impose, et les déplacements qu'il opère. La proposition maintenant, complémentaire de la précédente, est de tenter de le cerner par sa logique d'action...

-KOZLOWSKI Guillermo, "Haren, prison et autonomie"

Le Masterplan 2008-2012-2016 élaboré par l'administration pénitentiaire prévoit la construction de nouvelles prisons. Il comporte notamment un projet de prison dans une

section à l'extrême nord de la ville de Bruxelles : Haren. Dans le cahier de charges rédigé pour lancer l'appel d'offres en vue de la construction de cette nouvelle prison, une récurrence mérite que l'on s'y attarde : il est demandé aux promoteurs de concevoir une prison qui favorise l'autonomie des futurs prisonniers...

2015 SOCIÉTÉ MANAGÉRIALE ET EMPRISE DE LA GESTION (quatrième partie)

-KOZLOWSKI Guillermo et MAES Renaud, "Gérer, c'est prévoir"

D'une certaine façon les chefs ont toujours un discours sur l'avenir, même lorsque leur pouvoir est très limité. Dans les années 70, l'anthropologue Pierre Clastres, étudiait le rôle des chefs dans certaines tribus amérindiennes où : « ceux que l'on nomme les leaders sont démunis de tout pouvoir, la chefferie s'institue à l'extérieur de l'exercice du pouvoir politique ».

-KOZLOWSKI Guillermo, "La figure patron"

La question de départ était la disparition de la figure du patron ; une question plutôt simple pour une fois. Parfois on est un peu surpris par des questions que l'on nous adresse. Que dire d'autre que : « si c'est vrai, bon débarras ! », même s'il ne s'agit que de la figure de patron ? Or il semblerait que cette disparition ne soit pas une fête. Faudrait-il aller rechercher des patrons ?

Une série d'analyses regroupées dans deux publications de CFS; *Contribution au débat N°2* (Mai 2014) : *L'État social actif*²⁷ et *Contribution au débat N°4* (Janvier 2016) : *Management*²⁸.

Contribution au débat N°2 - L'État social actif

Une édition CFSasbl

TABLE DES MATIÈRES

« Généalogie de l'État social actif », par Guillermo Kozlowski

« Caractérisation de l'État social actif », par Guillermo Kozlowski

« Vrai et faux individualisme de Friedrich August Hayek », par Guillermo Kozlowski

« A propos de « Investment in human capital » de Theodore Schultz (1961) » par Guillermo Kozlowski

« Retour critique sur le RPE », par Guillermo Kozlowski

Contribution au débat N°4 - Sur le management

Une édition CFSasbl

TABLE DES MATIÈRES

Edito par Guillermo Kozlowski

« Retour sur l'emprise de la gestion » par Guillermo Kozlowski

« Statistiquement parlant » par Guillermo Kozlowski

« Complexe, compliqué, confus » par Guillermo Kozlowski

« Faire sérieux » par Guillermo Kozlowski

« Gérer, c'est prévoir » par Guillermo Kozlowski

Une analyse : *L'emprise du management* a également été publiée dans un numéro spécial de la revue *Antipodes*²⁹.

En pratique, à l'axe 2, des formations ont, elles aussi, été organisées visant à co-construire de nouveaux outils de « gestion » associative qui trouvent leur place en contrepoint des méthodes managériales du secteur privé (notamment basées sur la PNL) ou du secteur public (description de fonction, objectifs, évaluation).

Nous évoquons ici notamment :

²⁷ Téléchargeable sur <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article295>

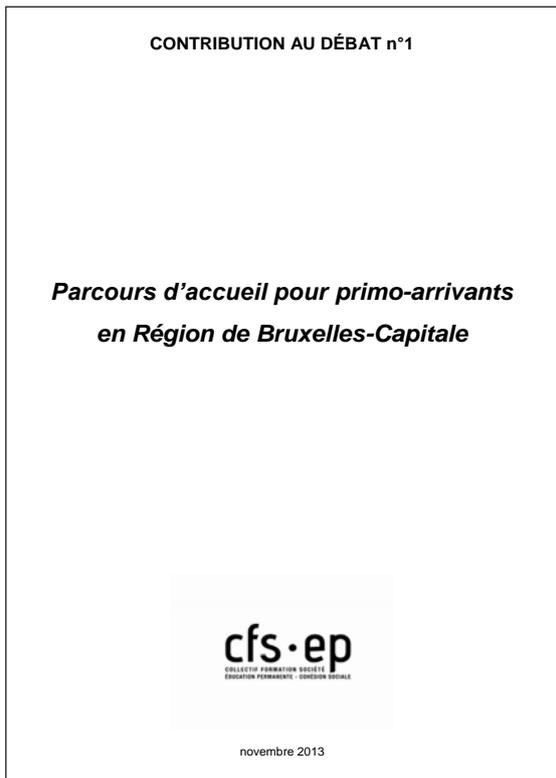
²⁸ Téléchargeable sur <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article293>

²⁹ Antipodes N°201, Juin 2013

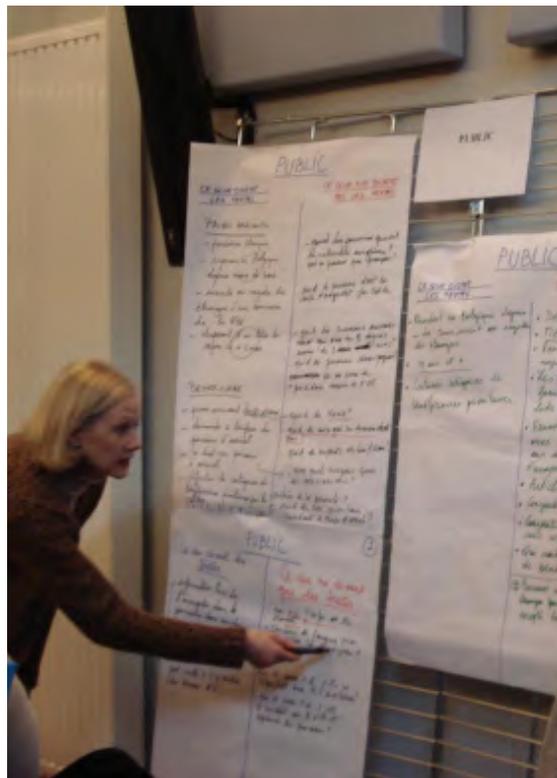
- La formation pour accompagner la réorganisation de Lire et Ecrire Bruxelles « 110 ! sur le pont ! »
- La formation accompagnant le Maison médicale Santé plurielle dans sa démarche de formalisation tout en sauvegardant l'autogestion ;

Au second semestre 2016, Renaud Maes relancera une formation « organisation associative » de 10 journées, s'appuyant notamment sur nos analyses sur le néo-management.

Une intervention auprès de la Mission recherche de Lire et écrire Bruxelles en septembre 2016 à partir des textes présentés dans le *Contribution au débat* est également programmée.



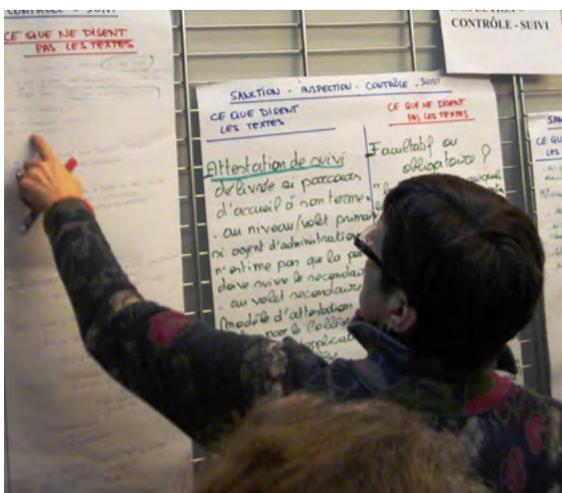
1



2



3



4

1. Publication CFS, novembre 2013
2. Cycle de formation « Accueil, intégration... Quel parcours voulons-nous pour les primo-arrivants ? », 2013
3. Députés bruxellois des principaux partis démocratiques invités dans le cadre du cycle de formation
4. Cycle de formation « Accueil, intégration... Quel parcours voulons-nous pour les primo-arrivants ? », 2013

6° À partir des primo-arrivants

La congruence d'activités diversifiées

Étant donné l'expertise qu'il a développée en tant qu'opérateur de formation pour adultes peu ou pas qualifiés (enjeu qui fut la raison de sa création et qui a par la suite donné naissance à son pôle d'insertion socio-professionnelle) d'une part, et vu les liens historiques qu'il entretient avec l'immigration (voir le point sur l'histoire associative) d'autre part, CFS a été particulièrement sensible à l'annonce du Décret primo-arrivants.

Dans le cadre de la Cohésion sociale pour laquelle CFS s'investit de longue date, nous avons décidé en 2011 de nous engager dans « l'accueil et l'accompagnement de primo-arrivants » à travers l'organisation de modules citoyenneté. Étant par définition « nouveaux » en Belgique, les primo-arrivants doivent acquérir les moyens de s'y insérer. Notre objectif était donc de leur permettre de trouver leur place dans la société belge et de devenir des citoyens actifs. Il s'agissait d'outiller ce public pour contribuer à son autonomisation et à son émancipation de manière à ce qu'il puisse participer activement à la vie de la cité. C'était là aussi une manière pour CFS qui n'est pas reconnu à l'axe 1 de l'Éducation permanente de néanmoins poursuivre un travail de première ligne dans une visée d'éducation permanente-populaire (voir le point 3 sur l'éducation populaire). En raison d'une progressive diminution du public touché par cette action, nous avons volontairement décidé d'y mettre fin au 31 décembre 2014.

Toujours est-il qu'en complémentarité avec cette action dite prioritaire de la Cohésion sociale, CFS a développé une action dite transversale de formation et de sensibilisation au « vivre ensemble ». Les formations dispensées sur cette thématique s'adressant aux travailleurs sociaux de première ligne et rejoignant de ce fait l'agrément de CFS dans l'axe 2 de l'Éducation permanente (Projet 2, Thématique 4 : Des pistes pour le vivre ensemble), elles ont donc été co-organisées et cofinancées.

L'action autour des primo-arrivants illustre particulièrement la congruence des diverses activités de CFS malgré le caractère sectoriel des politiques publiques qui le subventionnent.

Allier pratique et réflexion

En plus de ses modules citoyenneté, CFS a mis en place une programmation centrée sur les primo-arrivants en vue de mener une réflexion collective sur le rôle et les apports spécifiques du secteur associatif en la matière.

En 2011, CFS avait déjà co-organisé avec la Coordination de Cohésion sociale de Saint-Gilles les journées réflexives « **Penser les articulations et les contenus du dispositif d'accompagnement du public primo-arrivant** ». Ces journées ont permis de découvrir et de débattre à propos de l'« inburgering » flamand à travers l'expérience du Bureau d'accueil bruxellois d'intégration civique (BON asbl), du programme citoyenneté mis sur pied par le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI), du travail en réseau du Service d'Aide aux Molenbeekoïes Primo-Arrivants (SAMPA) et de l'expérience de formation du CPAS de Schaerbeek. Il s'agissait là de penser un travail en réseau local et d'insuffler une dynamique

de complémentarité avec les projets existants autour de l'accueil et de l'accompagnement des primo-arrivants. Mais il s'agissait aussi de mener une réflexion transversale sur la manière dont chaque acteur, associatif, social, communal ou autre, pouvait se positionner dans le dispositif général d'accompagnement des primo-arrivants.

En 2013, afin d'amener les travailleurs accompagnant ce public à mieux comprendre les enjeux liés au nouveau projet de décret relatif à leur accueil en Région de Bruxelles-Capitale, nous avons organisé un cycle de formation-action intitulé "**Accueil, intégration... Quel parcours voulons-nous pour les primo-arrivants ?**" avec comme personne-ressource la présidente du Conseil Consultatif Cohésion Sociale Myriem AMRANI. Afin d'appréhender ce décret sous ses différentes facettes, le sociologue et directeur du Groupe d'Études sur l'Ethnicité, le Racisme, les Migrations et l'Exclusion (GERME-ULB) Andrea REA a retracé l'histoire des politiques d'accueil des étrangers en Belgique tandis que le politologue et directeur général du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (CRISP) Vincent de COOREBYTER a interrogé le concept de citoyenneté. Nous avons également invité des députés bruxellois des principaux partis démocratiques à venir exposer leur point de vue sur ce décret et à en débattre avec les participants : Anne-Sylvie MOUZON pour le PS, Françoise SCHEPMANS pour le MR, Alain MARON pour ECOLO, Pierre MIGISHA pour le CDH et Serge de PATOUL pour le FDF³⁰. L'objectif de ce cycle était non seulement d'informer les participants mais également de développer un argumentaire contradictoire basé sur leurs analyses et expériences.

Par ailleurs, cette réflexion a été prolongée en interne par la production d'une série d'analyses en 2013 et 2014.

2013 SUR L'ACCUEIL DES PRIMO-ARRIVANTS

-QUITTELIER Diane et TREFOIS Livia, "Accueil et intégration des migrants : Quel parcours voulons-nous pour les primo-arrivants ? "

En l'absence de politique fédérale dans les années'60, de nombreuses associations se sont créées en vue de contribuer à l'accueil des immigrés, tant au niveau des migrations elles-mêmes (CASI, RDM, CEFA, APEB, ...) que de la société civile belge (organisations syndicales, associations). Aujourd'hui, un avant-projet de décret relatif à l'accueil des primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale a été déposé par le Collège de la COCOF et pourrait très prochainement constituer le cadre des actions menées à destination de primo-arrivants...

-TREFOIS Livia, "Quelles sont les différentes positions des partis politiques sur la question de l'accueil des primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale ?"

A l'instar de ses consœurs flamande et wallonne, la région bruxelloise songe elle aussi à se doter d'un dispositif d'accueil pour les nouveaux arrivants sur son territoire. Dans cette optique, un avant-projet de décret relatif à l'accueil des primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale a été approuvé le 20 décembre 2012 en Collège de la Cocof...

-TREFOIS Livia, "Parcours d'accueil : suffisant pour l'intégration ?"

Emballé, c'est pesé. Le 5 juillet 2013, le parcours d'accueil relatif aux primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale a été voté par la majorité PS-Ecolo-CDH. Il devrait entrer en application en 2014. Le MR, qui souhaitait pourtant l'instauration d'un tel dispositif depuis 2003 déjà, est le seul membre de l'opposition à s'être abstenu, entre autres parce que le budget prévu pour le fonctionnement ne lui paraît pas suffisant...

-TREFOIS Livia, "Les formations citoyennes, un outil au service de la santé mentale, une opportunité pour le dialogue interculturel!"

³⁰ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article144>

Dans le cadre du parcours d'accueil pour les primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitales, il est prévu d'organiser des formations citoyennes destinées à guider les migrants dans leurs premiers pas en Belgique. Des formations de ce type existent déjà, notamment dans le cadre de la Cohésion sociale, et représentent selon nous un bel outil pour contribuer à la fois au bien-être psychique des migrants mais aussi renforcer le dialogue entre les cultures...

-TREFOIS Livia, "Parcours d'accueil : de qui parle-t-on ? Portraits de migrants"

Selon l'étude réalisée conjointement par le CRACS et l'UCL, à la demande du cabinet de Charles Picqué, Ministre alors en charge de la cohésion sociale, les personnes correspondant à la définition du « primo-arrivant » constituent 10% de la population bruxelloise. Cette proportion non négligeable confirme la nécessité de mettre en place un dispositif d'accueil spécifique pour ce public...

-TREFOIS Livia, "Collectif Formation Société asbl : des ateliers citoyenneté pour s'intégrer ?"

Dans les parcours d'accueil qui seront prochainement mis en place à Bruxelles et en Wallonie, il est prévu de proposer des formations à la citoyenneté pour les primo-arrivants. Depuis plusieurs années déjà, des associations actives dans le secteur de la Cohésion sociale abordent le sujet avec leur public...

2014 SUR L'ACCUEIL DES PRIMO-ARRIVANTS

-TREFOIS Livia, "50 ans plus tard... le décret primo-arrivants est arrivé !"

Si lors des premières vagues migratoires qu'a connues la Belgique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, rien n'était officiellement prévu au niveau de l'accueil et de l'intégration des migrants, progressivement, l'État belge met en place différentes mesures, fortes ou moins fortes, suffisantes ou non, pour organiser au mieux la vie de ces personnes sur le territoire...

-TREFOIS Livia, avec la collaboration de Marie-Ange Hottet, "La langue, un indicateur d'intégration ?"

La maîtrise de la langue est un thème récurrent dans les textes de loi relatifs aux migrants et à leur intégration. Cependant, la langue est-elle vraiment un indicateur d'intégration ? Le niveau de maîtrise exigé est-il adéquat ? Doit-il être le même pour une demande d'obtention de la nationalité que pour une résidence ponctuelle ou permanente dans le pays d'accueil ? Existe-t-il d'autres moyens de s'intégrer ?...

Face à l'intérêt suscité par la réflexion menée par CFS, les analyses de 2013 ont été regroupées en novembre dans le numéro inaugural d'une nouvelle publication intitulée *Contribution au débat : "Parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale"*³¹.

Contribution au débat N°1 - Le Parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale
Une édition CFSasbl

TABLE DES MATIÈRES

« Accueil et intégration des migrants : Quel parcours voulons-nous pour les primo-arrivants ? » par Diane Quittelier et Livia Tréfois

« Quelles sont les différentes positions des partis politiques sur la question de l'accueil des primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale ? » par Livia Tréfois

« Parcours d'accueil : suffisant pour l'intégration ? » par Livia Tréfois

« Les formations citoyennes, un outil au service de la santé mentale, une opportunité pour le dialogue interculturel » par Livia Tréfois

« Parcours d'accueil : de qui parle-t-on ? Portraits de migrants Collectif Formation Société asbl : des ateliers citoyenneté pour s'intégrer ? » par Livia Tréfois

³¹ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/contribution_au_debat.pdf

Certaines de ces analyses ont aussi été largement diffusées en 2013 et 2014 dans diverses publications associatives : le n° 170 du *Bis* du Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique (décembre 2013)³², le n° 87 du *Chou de Bruxelles* du CIEP-MOC (1er trimestre 2014)³³ et le n° 193 du *Journal de l'Alpha* de Lire et Écrire (2ème trimestre 2014)³⁴. Cette reconnaissance de la pertinence de la manière dont CFS envisageait son action en alliant ses dimensions pratique et réflexive atteste un réel impact tant quantitatif que qualitatif.

Un ancrage dans le terrain

Les formations du CFS reconnues à l'axe 2 de l'Éducation permanente et qui sont cofinancées en Cohésion sociale, en particulier celles qui s'inscrivent dans la thématique « Des pistes pour le vivre ensemble », assurent une action en adéquation avec les préoccupations du terrain qui travaille généralement, entre autres, avec des primo-arrivants.

Or penser l'accueil et l'accompagnement des primo-arrivants est une chose, appréhender la multiplicité des cultures que leur présence induit et amener les populations et les personnes qui en sont porteuses à mieux vivre ensemble en est une autre. La question de l'interculturalité a dans un premier temps été traitée à partir de sous-thématiques. En partenariat avec Dakira asbl, association promouvant le dialogue interculturel et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, CFS a poursuivi en 2012 un cycle débuté en 2011 "**Des clés pour aborder la diversité en situation interculturelle**"³⁵ explorant une série de questions comme :

- « **Le genre en situation interculturelle** » avec la sociologue Nouria OUALI, collaboratrice au Centre Migrations, Espace, Travail, Institution, Citoyenneté, Épistémologie, Santé (METICES-ULB) ;
- « **Vieillesse et migration** » avec la socio-anthropologue Sylvie CARBONNELLE du Centre de Diffusion de la Culture Sanitaire (CDCS asbl) et la médiatrice interculturelle Hamida CHIKHI, coordinatrice à l'asbl FOYER ;
- « **Étude historico-critique du Coran : nouvelles perspectives** » avec l'islamologue Guillaume DYE, du Centre Interdisciplinaire d'Étude des Religions et de la Laïcité (CIERL-ULB).

Ayant principalement mis en évidence la rencontre des cultures et des religions dans ce cycle, CFS a également tenu à traiter en 2012 d'autres apports au « vivre ensemble » à travers la formation "**Laïcité et athéisme : leur contribution au vivre ensemble**" en vue d'envisager l'appropriation de cette question dans le cadre des actions développées par les associations³⁶ :

- « **Laïcité politique, laïcité philosophique...quelles voies ?** » avec le Directeur de Bruxelles Laïque Fabrice VAN RYMENANT ;
- « **L'athéisme a-t-il encore une place dans notre société ?** » avec le politologue Serge DERUETTE, professeur à l'ULB ;
- « **Le libre examen, une posture favorisant le vivre ensemble ?** » avec le Président du Centre régional du Libre Examen Denis STOKKINK ;
- « **Quels enjeux dans nos pratiques ?** » avec Myriam AZAR, formatrice à CFS.

Assez étonnamment, cette formation ne s'est pas tenue, faute d'inscrits ! Il semble que

³² http://cbcs.be/IMG/pdf/bis_170.pdf?147/36f73d7043a065e7449046526d9d2a2edc9671ab

³³ <http://www.mocbxl.be/-Notre-revue-Le-Chou-de-Bruxelles-.html>

³⁴ <http://www.lire-et-ecrire.be/Journal-de-l-alpha-193-Parcours-d-accueil-des-primoarrivants>

³⁵ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article5>

³⁶ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article93>

l'athéisme (ou laïcité philosophique) trouve aujourd'hui très difficilement droit de cité dans les politiques d'interculturalité ... et cela nous a semblé préoccupant. Nous devons revenir sur cette question dans les années à venir.

CFS a par la suite souhaité ouvrir la réflexion des travailleurs associatifs à la diversité des approches de l'interculturalité tout en offrant des pistes d'action. En 2013, il a donc proposé d'aborder la question sous l'angle psychologique en vue de faciliter la prise de recul par rapport au quotidien et de permettre aux acteurs de terrain d'organiser une intervention de supervision en médiation interculturelle avec la formation **"Comment prendre en compte l'interculturalité dans nos pratiques professionnelles ?"** donnée par Anne VANESSE, présidente de la Maison de la Famille à Saint Gilles, ainsi que par le psychologue et ethnologue Patrick FERMI qui préside l'Association Géza Róheim spécialisée dans l'ethnopsychanalyse en France³⁷.

Explorer d'autres approches supposait aussi d'aller voir en dehors de la Belgique se qui se fait en matière d'interculturalité. C'est dans cet esprit que, dans le cadre du Parcours Diversité 2013 coordonné par la Mission locale de Saint-Gilles, CFS a programmé, en partenariat avec Dakira asbl, la formation **"Comment faire société en contextes multi/interculturels : les enjeux de l'interculturalité dans le cadre du travail social"** axée sur la dimension identitaire de la culture et sur la communication interculturelle et animée par deux membres de l'Agence de Développement des Relations Interculturelles pour la Citoyenneté (ADRIC) en France, la pédagogue Martine PRETCEILLE et la philosophe Hayat BOUSTA. Ces apports ont permis de susciter un élargissement de la réflexion des travailleurs associatifs³⁸.

Évidemment, la question de l'interculturalité ne date pas d'hier et la problématique de l'immigration qui l'a mise au-devant des préoccupations socio-politiques se doit d'être contextualisée et historicisée. Étant donné son actualité en 2014, CFS a traité cette question dans la formation **"Travailler l'histoire et la mémoire de l'immigration, repères pour des pratiques éducatives dans les associations"** visant à permettre aux travailleurs associatifs de s'approprier des concepts et de produire des savoirs sur une série d'enjeux centraux du phénomène migratoire en Belgique à partir des interventions d'historiens comme Anne MORELLI, spécialiste de l'immigration italienne et fondatrice du Groupe d'étude sur l'histoire de l'immigration de l'ULB, Maité MOLINA MÁRMOL, spécialiste de l'immigration espagnole et de la question de la transmission, et Mazyar KHOIJINIAN, spécialiste de l'immigration turque et membre du Centre d'Archives et de Recherche en Histoire de l'Immigration Maghrébine et Arabe (CARHIMA asbl), ainsi qu'avec la participation de militants marocains comme Rachida EL IDRISSE EL YACOUBI, ancienne de l'Association des Femmes Marocaines (AFM) et du Centre Familial Belgo-Immigré (CFBI), et Mohamed EL YAHYAOUI, ancien délégué syndical FGTB³⁹. Parallèlement, CFS a produit une réflexion sur l'histoire de l'immigration marocaine qui a donné lieu à une série d'analyses qui ont été publiées par CFS dans un numéro des *Cahiers du Fil Rouge* sous le titre **"L'immigration marocaine. 50 ans d'histoire associative à Bruxelles"** en vue de permettre au plus grand nombre de citoyens de s'informer sur la question (voir le point 8 sur l'histoire associative).

³⁷ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article177>

³⁸ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article195>

³⁹ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article231&lang=fr>

L'interculturalité suppose de reconnaître dans l'immigration la richesse de l'altérité. Or cette dernière provoque régulièrement des réactions de rejet allant jusqu'au racisme et qui appellent à être contrés par les travailleurs en en Éducation permanente et en Cohésion sociale. Dans le cadre de l'édition 2014 du Printemps contre le Racisme coordonnée par la Mission locale de Saint-Gilles, CFS a proposé une formation intitulée "**Éduquer à l'anti-racisme : pistes et repères pour agir dans mon association**" au cours de laquelle les animateurs de CFS ont notamment animé un « café du monde » qui est un processus créatif visant à faciliter le dialogue et le partage des connaissances et des idées en vue de créer un réseau de conversations et d'actions⁴⁰. Cette activité a permis de faire émerger les représentations des travailleurs associatifs de la commune sur ce qu'ils considèrent être ou non le racisme, leurs difficultés face au racisme ainsi que ce qu'ils expérimentent pour lutter contre le racisme. Il en est ressorti chez ces travailleurs un réel besoin en termes d'éléments d'analyse critique des tensions interculturelles qu'ils rencontrent dans leur pratique professionnelle, à partir duquel CFS a élaboré avec le philosophe et ancien directeur du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme Édouard DELRUELLE, le programme de formation "**Travail social face au racisme aujourd'hui !**" en 2014. Visant à fournir des outils de réflexion par rapport au travail quotidien et à l'engagement des travailleurs associatifs, la formation s'est traduite par une mise en perspective historique du racisme et de la lutte qui lui est menée sur les plans législatif et judiciaire ainsi que par un questionnement sur les différentes approches de l'interculturalité à partir de l'articulation d'éléments culturels et socio-économiques avec les logiques identitaire⁴¹. Le nombre important de demande d'inscriptions à cette formation a convaincu de la nécessité de la reconduire en 2015, année où les deux sessions programmées ont fait le plein, raison pour laquelle CFS a été sollicité pour organiser à nouveau cette formation en 2016.

Toujours dans le souci de diversifier les approches pour expliquer les origines du racisme ou du moins les tensions qui surviennent en contexte multiculturel, CFS a pensé travailler sur les causes historiques des stéréotypes et préjugés relatifs aux étrangers. Dans le cadre du Parcours Diversité 2015 coordonné par la Mission locale de Saint-Gilles, il a donc proposé la formation "**La fabrique de l'autre**" avec l'historien de l'art Laurent COURTENS, critique d'art et programmateur à l'Institut Supérieur pour l'Étude du Langage Plastique (ISELP). Proposant une analyse critique de l'élaboration des représentations de la figure de l'étranger, en particulier celle du « noir » et de l'« arabe », la formation visait à en identifier les racines économiques et politiques et à décoder le contenu idéologique des images et récits qui les véhiculent à travers le travail d'artistes contemporains et l'action de penseurs et militants du post-colonialisme⁴².

Réfléchir sur l'accueil des primo-arrivants, comprendre les enjeux de l'interculturalité, contextualiser l'immigration ou encore lutter contre le racisme sont autant de démarches qui participent de la pratique d'une citoyenneté active visant à faire société ensemble. Dans le cadre de la Semaine européenne de la démocratie locale 2013, nous avons donc organisé à la demande et en partenariat avec l'échevinat de la Cohésion sociale et de la participation de Saint-Gilles la journée de réflexion et d'échanges "**La participation, outil réel de citoyenneté... ?**" Débutant par l'intervention du sociologue Mathieu BERGER, chercheur au

⁴⁰ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article229&lang=fr>

⁴¹ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article264&lang=fr>

⁴² <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article277>

Groupe de Recherche sur l'Action Publique (GRAP-UCL) spécialisé sur les contrats de quartier, qui a fourni des repères pour comprendre dans quelle mesure la participation citoyenne constitue ou non un levier pour la démocratie locale, la journée s'est poursuivie par la présentation d'expériences citoyennes dans la commune et par une réflexion collective sur la notion de participation à partir des réalités associatives des acteurs de terrain. Forts du matériau récolté en cette occasion, nous avons pu identifier avec plus d'acuité certains besoins. La citoyenneté étant en effet au cœur du travail des acteurs associatifs pour ce qu'elle incarne les valeurs d'émancipation et de progrès auxquelles ils œuvrent pour leurs publics, il importait de les outiller théoriquement et pratiquement. En 2014, nous avons donc proposé la formation "**Éduquer à la citoyenneté, pistes et repères**" animée par la philosophe Claudine LELEUX et la pédagogue Chloé ROCOURT. Dispensant des clés sur la question de l'éducation à la citoyenneté, la formation était axée sur l'approche par compétence et basée sur la co-construction d'un référentiel commun explorant le champ des valeurs et normes, des droits et devoirs ou encore de la légalité et la légitimité pour explorer les concepts de démocratie, de laïcité et de pluralisme⁴³. Suite au succès de participation rencontré par les deux sessions organisées en 2014, la formation a été reconduite en 2015 et 2016.

Ces formations présentent en fait un intérêt majeur pour le CFS : elles sont l'occasion de faire émerger des questions du terrain et d'affiner une programmation répondant aux préoccupations des acteurs de première ligne.

Une intervention associative englobante

Si sa spécificité d'opérateur de formation de seconde ligne oblige souvent le CFS à faire appel à des experts externes à l'association, ses formateurs n'en ont pas moins assuré une animation de continuité avec son public de travailleurs de première ligne dont il connaît bien les enjeux du travail avec leur public. Cette spécificité est donc aussi à l'origine de demandes d'intervention de la part d'institutions diverses.

À la requête de la Coordination de l'action sociale de Saint-Gilles, dans le cadre du Printemps du Social 2013, CFS a animé des ateliers pour analyser les enjeux sociaux qui questionnent l'action sociale d'aujourd'hui en faisant émerger les savoirs d'expériences des acteurs sociaux et associatifs de la commune et à les confronter à des apports théoriques pour produire de nouveaux savoirs à travers six thématiques sensibles : la santé, la grande précarité, le logement, l'insertion socioprofessionnelle, l'emploi et la culture.

En 2013 toujours, CFS a aussi pris part à l'animation d'une journée de réflexion organisée par le Centre Culturel Jacques Franck autour des liens entre les actions menées par un centre culturel et les associations de terrain.

Fin 2014, CFS a encore été sollicité par la Coordination locale de Cohésion sociale de Saint-Gilles pour contribuer à élaborer et mettre en œuvre le processus d'évaluation du quinquennat 2011-2015 avec les associations saint-gilloises reconnues en Cohésion sociale.

Enfin, en 2015, CFS a été invité par la Commission communautaire française à animer un atelier sur le thème « Identité plurielle et territoires » dans le cadre de l'opération

⁴³ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article180&lang=fr>

« Bruxelles-sur-Seine » organisée à Paris afin de croiser les pratiques des opérateurs de terrain bruxellois et franciliens et de favoriser des synergies.

Bien que nous ne puissions évaluer avec précision l'impact de l'action de CFS sur le travail quotidien des acteurs de terrain, nous pouvons tout de même déduire du succès de participation – outre le nombre de participants, précisons que certains d'entre eux sont réguliers, attestant par là même d'une reconnaissance de la qualité de notre programmation – aux activités du CFS et des diverses sollicitations qui lui ont été adressées, des effets multiplicateurs atteignant les publics respectifs des intervenants de première ligne.

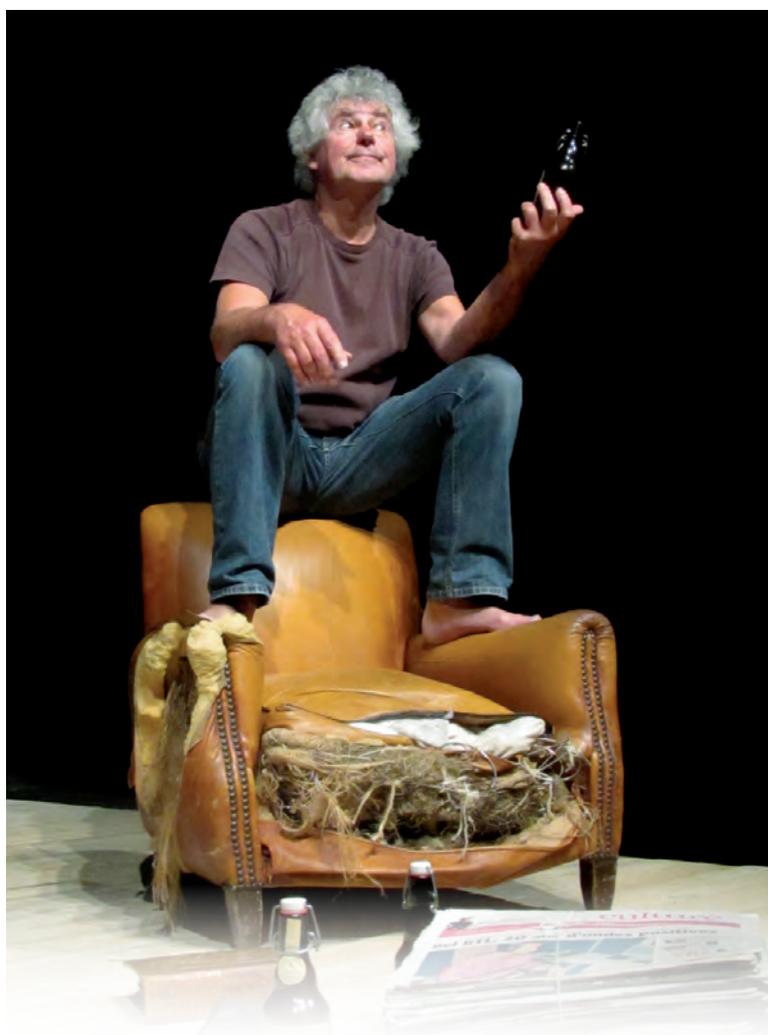


Rue de la Victoire 26
1060 BRUXELLES

L'Université Populaire de Bruxelles

accueille et invite

les jeudi 7 et vendredi 8
et du mardi 12 au vendredi 15
NOVEMBRE 2013



Karl Marx, le retour

de Howard Zinn

Un spectacle du **Théâtre des Rues**
Interprétation : Jean Delval / Mise en scène : Alixe Constant



7° Marx le retour

CFS a toujours revendiqué son appartenance à la mouvance socialiste du mouvement ouvrier. Loin de tout dogmatisme, et dans un contexte où, depuis la chute du bloc communiste, le néolibéralisme semble être devenu une évidence incontournable, il s'est engagé dans un travail interrogeant les fondamentaux et questionnant l'actualité de la pensée de Marx.

C'est dans cette perspective que la saison 2013-2014 de l'Université Populaire est consacrée à « Marx le retour » en référence à la pièce de théâtre éponyme de Howard Zinn (publiée en français chez Agone en 2002).

« Sans nostalgie ni a priori, mais en étudiant ensemble comment la pensée de Marx peut être analysée et critiquée près de 140 ans après la rédaction du « Capital ». Son analyse économique du capitalisme, son approche philosophique matérialiste, son analyse de la lutte des classes, sa vision internationaliste, seront confrontées à l'émergence du capitalisme financier spéculatif, au déclin de la classe ouvrière, à la mondialisation des capitaux et des hommes, et à l'émergence de la question écologique. »

La pièce de théâtre est jouée par le Théâtre des Rues en début saison⁴⁴. Plus de 400 personnes ont assisté aux 7 représentations proposées.

Les participant-e-s de la formation à la reprise d'études (FAFFEP) du CFS et le groupe des Ateliers du Mardi de l'Université Populaire ayant assisté à la représentation, une demi-journée de formation est ensuite consacrée à l'analyse de la pièce et des idées qu'elle comporte.

CFS propose 3 séminaires axe 2 d'analyse et critique sociale dont l'objectif est de préparer à suivre et à intervenir lors des grandes conférences⁴⁵ :

- « Marx pour les nuls ? Karl Marx, sa vie, son œuvre » avec Jean VOGEL de l'Institut Marcel Liebman, ULB (05/11/2013) ;
- « Marx et l'écologie. Marxisme et écologie, question sociale et environnementale » avec Mateo ALALUF, sociologue (21/11/2013) ;
- « Marx et la lutte des classes. Classes sociales, lutte des classes, rôle du « prolétariat » et de la « classe ouvrière » : évolution d'une analyse de classes depuis Marx » avec Mateo ALALUF, sociologue (17/12/2013).

Parallèlement le cycle de grandes conférences s'attache principalement à l'actualité de la pensée de Marx :

- « Marxisme et écologie » par Daniel TANURO, ingénieur agronome (12/12/2013)⁴⁶ ;
- « Marx et l'anarchisme : tensions, intersections, passages » par Philippe CORCUFF, politiste (04/02/2014)⁴⁷ ;
- « L'internationalisme et les luttes syndicales », avec Dan GALLIN, ancien Secrétaire général de l'International Union of Food (13/03/2014)⁴⁸.

Des analyses ont ensuite été produites autour de certaines questions et problématiques abordées lors de cette année de travail à l'Université Populaire. Elles sont regroupées sur le

⁴⁴ <http://www.universitepopulaire.be/?p=1161>

⁴⁵ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article192>

⁴⁶ <http://www.universitepopulaire.be/?p=1165>

⁴⁷ <http://www.universitepopulaire.be/?p=1176>

⁴⁸ <http://www.universitepopulaire.be/?p=1186>

site de CFS sous le titre : *Études marxistes*⁴⁹.

2015 ETUDES MARXISTES

-KOZLOWSKI Guillermo, "Marx, le retour"

Dans le domaine social, les axes dominants de travail sont : la cohésion sociale, l'intégration, l'inclusion, l'autonomisation, la responsabilisation. Marx ne cessait de critiquer ces démarches qui « ne voient dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera l'ordre ancien ».

-KOZLOWSKI Guillermo, "Misère du social"

Ce texte est un simple clin d'œil, la lecture du texte de Marx a généré quelques images chez le lecteur. Mais peut-être que ces images actuelles, provoquées par un texte aussi ancien, ne sont pas sans intérêt. Il ne s'agit pas d'affirmer que : « Marx l'avais déjà dit... » avec un air d'autorité. Mais de regarder d'un œil un peu critique certains personnages persistants dans le travail social.

-KOZLOWSKI Guillermo, "Luttes de classe..."

La lutte des classes est un concept mille fois cité. On le rattache toujours à Marx, bien qu'on n'en donne finalement souvent une lecture affaiblie et déformée. Que signifie ce concept ? Comment et dans quelle mesure peut-il nous être utile aujourd'hui ?

-KOZLOWSKI Guillermo, "Marx, le départ"

Au début des années 1980, Marx disparaît rapidement d'un paysage politique et intellectuel où il était jusqu'alors plutôt omniprésent. Le dénigrement succède assez rapidement à la critique, l'œuvre de Marx est ensuite largement ringardisée et oubliée...

-KOZLOWSKI Guillermo, "Une image de la lutte de classes"

On a envisagé plusieurs aspects du travail de Marx d'un point de vue théorique, issu notamment d'un regard sur des textes. Il n'y a pas de raison de renier l'intérêt de la théorie, elle est indispensable dans l'action...

⁴⁹ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article269&lang=fr>

N° 20

L'immigration marocaine

50 ans d'histoire associative à Bruxelles



UNE ÉDITION
DU COLLECTIF FORMATION SOCIÉTÉ - CFS ASBL

1



2



3

1. Publication CFS, 2014
2. Jelloul El Mahi jeune (CRIBW, CCO/Jocelyne Nassogne)
3. Mohamed El Yahyaoui, 2008

8° L'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration

Une histoire méconnue et porteuse de sens

Entre la fin des années 1960 et celle des années 1980, de nombreuses associations ont vu le jour pour répondre aux non moins nombreux défis sociaux que connaissait à l'époque Bruxelles, alors institutionnellement « mise au frigo » en tant que Région. Exerçant un rôle normalement dévolu à l'État en matière de lutte contre les exclusions et les inégalités, ces associations vont parvenir à faire reconnaître leur action par les pouvoirs publics dont elles vont alors bénéficier d'un soutien financier. S'en suivra un passage du militantisme à la professionnalisation et, ainsi une structuration d'un mouvement en un véritable secteur d'activités que la création de la Région de Bruxelles-Capitale va permettre de pérenniser lorsque cette dernière s'inspirera des dispositifs associatifs en place pour définir et développer des politiques publiques prenant en charge toute une série de problèmes sociaux.

Si l'histoire de la Région a été largement étudiée sur le plan institutionnel et politique, sur le plan associatif par contre, elle demeure fort méconnue. Et pour cause : l'histoire des associations se résume le plus souvent à une rubrique "historique" sur leur site web – pour celles qui existent encore et souhaitent se rattacher à leur passé – et se limite généralement à un aperçu chronologique de leur évolution en termes d'organisation ou d'activités. Or l'histoire associative constitue pourtant un large pan de l'histoire sociale, elle-même généralement envisagée sous un angle juridique plutôt que populaire.

Une histoire associative, sociale et qui se veut populaire est une histoire qui privilégie le point de vue des premiers concernés, des sans-voix, des oubliés de l'histoire officielle, une histoire qui coïncide de ce fait étroitement avec l'histoire de l'immigration. Une histoire porteuse de sens à condition de la considérer non avec nostalgie du passé mais pour les enjeux qu'elle soulève.

Car travailler l'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration s'impose, au-delà d'un intérêt en termes de connaissances et même de repères, comme un moyen d'éveiller les travailleurs d'un secteur associatif désormais grand pourvoyeur d'emplois à une conscience collective leur permettant de se considérer comme des protagonistes à part entière d'une histoire en devenir, de (re)penser leur action au quotidien et d'y impliquer concrètement leurs publics, et d'ainsi contribuer de manière critique à construire une société plus juste.

Conjointement à son écriture sous forme d'analyses axe 3.2, cette histoire est par conséquent également appelée à emprunter une démarche d'éducation populaire et à se concrétiser au début du prochain quinquennat par une formation axe 2, raison pour laquelle cette thématique de recherche est envisagée par CFS en parallèle de la thématique *Éducation populaire, émancipation et transformation sociale* où les contours de ce projet ont

été esquissés en 2015 dans "Pour une histoire associative, sociale et populaire à Bruxelles"⁵⁰.

L'histoire d'un mouvement comme fil rouge

CFS marque un intérêt soutenu pour cette histoire – une histoire dont il procède et qu'il participe activement à édifier – depuis près de 30 ans déjà. Seulement cet intérêt ne se limite pas à valoriser le passé ou en étendre la connaissance, il fait de cette histoire un outil de réflexion, un fil rouge devant guider l'action qu'il déploie.

C'est dans cet esprit qu'en 2003 déjà CFS a organisé le séminaire "Fil Rouge" au cours duquel René De Schutter, Mohamed El Baroudi et Annie Crolop ont exposé les circonstances les ayant amenés à mettre en place, à la fin des années 1960, des cours d'alphabétisation pour les travailleurs immigrés dans une permanence syndicale de la FGTB au 43 de la rue de Suède. Cette conjonction de trois approches (syndicale de la FGTB, de l'immigration marocaine et des intellectuels belges) est en réalité à l'origine de la création d'un véritable mouvement associatif progressiste dont sera notamment issu CFS. Transmettre cette histoire devenait à l'époque indispensable pour amener les jeunes travailleurs associatifs à comprendre "d'où on vient pour savoir où on va". Et en vue de favoriser l'accès à cette histoire au plus grand nombre, les exposés du séminaire ont été publiés par CFS dans le numéro inaugurant en 2005-2006 la collection des *Cahiers du Fil Rouge* sous le titre évocateur : "**Fil Rouge. En quête de sens...**"⁵¹. Ce séminaire sera le point de départ à CFS d'une action proprement consacrée à la thématique de l'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration.

L'histoire de CFS participe donc de celle, plus vaste, de l'immigration, en particulier marocaine. Une histoire qu'il s'efforce donc de mettre en valeur. En 2005, à l'initiative de CFS et en partenariat avec la RTBF, l'itinéraire d'une des figures de proue de l'associatif dans l'immigration marocaine a fait l'objet d'une série d'entretiens réunis dans le film "**Mohamed El Baroudi, parole de militant**" produit par Banlieues asbl et la RTBF en 2007. Cette année-là, suite à son décès, son engagement sera d'ailleurs largement évoqué à travers une série de textes publiés par CFS dans le numéro spécial des *Cahiers du Fil Rouge* "**Mohamed El Baroudi, un « Fil rouge » de 40 ans d'immigration marocaine à Bruxelles**"⁵². Rédigées par des proches, offrant un regard de l'intérieur, les contributions proposaient volontairement un point de vue associatif de l'histoire de l'immigration marocaine. Par ailleurs, toujours dans l'idée de présenter une histoire de l'immigration, des immigrations, vue d'en bas, CFS mène à la même époque des entretiens auprès d'une dizaine de personnes reflétant la diversité de la population de la commune pour réaliser le film "**Regards sur la cité**"⁵³, produit en 2008 par CFS et Banlieues asbl, qui met en évidence les permanences qui existent dans les trajectoires migratoires.

Renouer avec son projet fondateur par la création de l'Université Populaire de Bruxelles a été l'occasion pour CFS de mettre en évidence sa propre histoire en 2009 dans l'analyse "**Vous rêvez de reprendre des études ou comment l'histoire et les idéaux du CFS asbl aboutissent à**

⁵⁰ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2015_pour_une_histoire_associative.pdf

⁵¹ <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/cahier1-2.pdf>

⁵² <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/cahier7et8.pdf>

⁵³ <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/Cahier9.pdf>

la fondation de l'UP de Bruxelles"⁵⁴. Au sein-même de CFS, le recours régulier à son histoire permet d'ajuster ses objectifs et d'assurer ses positions dans les choix à effectuer face aux évolutions du secteur associatif. Il sert aussi à la socialisation de ses travailleurs lors d'anniversaires ou de formations d'équipe. Abordée à travers le prisme de ses valeurs, de ses effectifs, de ses partenariats ou encore de ses reconnaissances, le recours en interne à l'histoire de l'association est voué à mettre en exergue les défis à relever autant qu'à impliquer activement ses travailleurs dans son projet, un processus qui a d'ailleurs été analysé en 2016 dans **"Opération 'Fil Rouge' ou la transmission d'une histoire associative"**⁵⁵.

Dans l'intervalle, cette attention portée à l'histoire, cette préoccupation sur le devenir associatif, incite CFS à penser un projet de sensibilisation d'une plus grande ampleur. Ainsi en 2013, dans le cadre du 40^{ème} anniversaire du Collectif Alpha, association elle aussi issue du mouvement ayant donné naissance à CFS, Alain Leduc approfondit l'écriture de l'histoire de ce mouvement et la partage avec différents publics d'un point de vue qui se veut résolument engagé. En 2014, son analyse **"En l'absence de politique publique d'accueil, une expérience associative dans la mouvance de la FGTB de Bruxelles (1968-1989)"**⁵⁶ montre en effet comment en l'absence de politique publique d'accueil en Belgique, des initiatives citoyennes se sont développées à Bruxelles pour prendre en charge une série de problèmes sociaux. Au demeurant, elle marque aussi la volonté de CFS d'impulser un travail d'éducation permanente plus systématique autour de l'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration à destination de tous les acteurs du secteur associatif en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Un succès symptomatique : les 50 ans de l'immigration marocaine

C'est en toute logique qu'en 2014 cette analyse est intégrée à un numéro des *Cahiers du Fil Rouge* offrant un panorama sur **"L'immigration marocaine. 50 ans d'histoire associative à Bruxelles"**.⁵⁷ L'année 2014 en Belgique s'est en effet inscrite sous le signe de la commémoration des 50 ans de l'immigration marocaine ou, plus exactement, de l'anniversaire de l'accord bilatéral signé entre la Belgique et le Maroc en 1964 visant à pourvoir aux besoins de l'économie belge en main-d'œuvre peu onéreuse. Il était évident pour CFS dont l'histoire s'enracine dans les luttes menées aux côtés de l'immigration marocaine, de poursuivre son engagement par l'écriture d'une histoire associative liée à la présence marocaine à Bruxelles.

Cette édition s'inscrit dans la continuité et la complémentarité du numéro consacré à "Mohamed El Baroudi, un « Fil Rouge » de 40 ans d'immigration marocaine à Bruxelles, qui rendait hommage à l'action progressiste de cet exilé politique dans une perspective mémorielle. Les témoignages de compagnes et compagnons de route traitaient alors notamment des premières associations marocaines en Belgique : le Fonds de Solidarité Maghrébine, l'Union Nationale des Étudiants du Maroc (UNEM) et le Regroupement Démocratique Marocain (RDM).

⁵⁴ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/CFS_ANALYSE_Vous_revez_de_reprendre_etudes_Geeraerts.pdf

⁵⁵ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2016_operation_fil_rouge.pdf

⁵⁶ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/en_ligne_analyse20104_en_l_absence_de_politique_publicque_d_accueil.pdf

⁵⁷ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/fil_rouge_20_web.pdf

Privilégiant cette fois une approche socio-économique et une démarche historique, les contributions mettent plus particulièrement l'accent sur la militance d'une série d'associations. Elles valorisent le rôle d'insertion des grandes organisations syndicales belges, en l'occurrence la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) et la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) et de quelques associations immigrées comme l'Association des Femmes Marocaines (AFM), les Écoles de l'Avenir et le Centre Laïque Arabo-Musulman (CLAM). Elles évoquent aussi les dispositifs de formation mis en place par des sympathisants bruxellois de la mouvance socialiste du mouvement ouvrier au sein du Collectif d'Alphabétisation, de Lire et Écrire ou encore de Formation Insertion Jeunes (FIJ) et de CFS. Elles envisagent enfin les défis plus récemment relevés par le Centre d'Archives et de Recherche en Histoire de l'Immigration Maghrébine et Arabe (CARHIMA), le Centre Interculturel de Formation par l'Action (CIFA) et l'asbl Dakira.

L'intention de CFS est alors de combler un vide. Car malgré l'intérêt impulsé par la commémoration de 2004, cette histoire de l'immigration marocaine abordée sous un angle associatif et populaire demeure encore largement occultée. Son écriture est en outre complexe dans la mesure où il s'agit d'une histoire encore « chaude » qui conserve d'importants enjeux pour ses témoins et parce que les archives associatives ou personnelles y ayant trait sont rares. Au-delà de l'engouement suscité par la commémoration de 2014, le dessein de ce numéro est surtout de permettre aux associations et à leurs publics de se réapproprier cette histoire collective afin qu'ils puissent s'inscrire pleinement dans le changement social.

Fil Rouge n° 20 - L'immigration marocaine, 50 ans d'histoire associative à Bruxelles

Une édition CFSasbl

TABLE DES MATIÈRES

Introduction, par Alain Leduc

« Pourquoi traiter de l'histoire de l'immigration marocaine ? », par Philippe Vicari avec la participation d'Anne Frennet-De Keyser

« Les facteurs socio-économiques de l'émigration marocaine », par Monique Renaerts

« En l'absence de politique publique d'accueil, une expérience associative dans la mouvance de la FGTB de Bruxelles (1968–1989) », par Alain Leduc

« Le rôle des organisations syndicales dans la régularisation des clandestins de 1974-1975 » par Mazyar Khoojinian

« Entre condition immigrée et conflictualité ouvrière, les délégués d'entreprise marocains en Belgique dans les années 1970 », par Mazyar Khoojinian avec la participation de Jelloul El Mahi et Mohamed El Yahyaoui

« Les enjeux de la laïcité dans l'immigration marocaine », par Philippe Vicari avec la participation de Myriem Amrani et Mahfoudh Romdhani

« Le rôle des femmes issues de l'immigration maghrébine dans le milieu associatif bruxellois (1970-2001) », par Catherine Jacques

« L'Association des Femmes marocaines : un collectif émancipatoire », par Mazyar Khoojinian avec la participation de Rachida El Idrissi El Yacoubi, Aïcha Bari, Fatiha Laaraj et Fatima Touzani

« Des Ecoles de l'Avenir au Centre Interculturel de Formation par l'Action (CIFA), un soutien scolaire citoyen et participatif », par Mazyar Khoojinian avec la participation d'Hassan Assila

« Les syndicats et la question des Afghans en Belgique, par Philippe Vicari
50 ans plus tard... le décret primo-arrivants est arrivé ! », par Livia Tréfois

Les recherches réalisées en 2014 dans le cadre des 50 ans de l'immigration marocaine ont non seulement abouti à la production d'analyses publiées dans ce numéro du *Fil Rouge* mais elles ont également servi de base à la conception d'une formation en axe 2 : **"Travailler**

l'histoire et la mémoire de l'immigration, repères pour des pratiques éducatives dans les associations"⁵⁸ (voir point 6 sur les primo-arrivants) dont elles ont nourri le contenu théorique. Visant à permettre aux travailleurs associatifs de s'approprier des concepts et de produire des savoirs sur une série d'enjeux centraux du phénomène migratoire en Belgique, cette formation s'appuyait sur l'intervention d'historiens et, surtout, sur les témoignages de militants marocains : l'ancien délégué syndical FGTB Mohamed El Yahyaoui et Rachida El Idrissi, une des fondatrices dans les années 1970 de l'AFM, dont deux des analyses abordent le parcours.

Cette formation était conçue comme un pont entre le passé et l'avenir. Ainsi, elle illustre l'émergence d'un premier mouvement associatif marocain et sa postérité auprès de plus jeunes associations par le visionnage du film "Mohamed El Baroudi, parole de Militant" produit en 2007 (en vue d'aller plus loin, les participants ont d'ailleurs reçu un exemplaire des *Cahiers du Fil Rouge* sur "Mohamed El Baroudi"). En outre, elle se proposait d'outiller les participants en vue d'initier à l'avenir, et en dehors de tout contexte commémoratif, un travail critique d'histoire et de mémoire sur la question de l'immigration dans leurs associations respectives, raison pour laquelle les participants de cette formation se sont vus remettre un exemplaire des *Cahiers du Fil Rouge* sur "L'immigration marocaine". Ce faisant, cette formation, tout comme la publication, se voulait aussi une réflexion sur le présent, qu'il s'agisse de la commémoration en elle-même ou bien de l'accueil désormais réservé aux migrants.

Mais en plus de la cohérence des activités développées par CFS dans le cadre des 50 ans de l'immigration marocaine entre ses différents axes d'actions d'Éducation permanente, la diffusion dont a bénéficié ce numéro du *Fil Rouge* en Belgique et même à l'étranger est symptomatique de l'intérêt pour l'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration, sinon de la pertinence de la démarche de CFS avec cette thématique.

Un engouement associatif : les Éditions Maspero

Dans le même ordre d'idées, l'engouement manifesté par la plupart des militants associatifs contactés en Fédération Wallonie-Bruxelles pour apporter leur témoignage à l'occasion de la venue à Bruxelles de François Maspero invité par l'Université populaire traduit la perspicacité du travail d'histoire développé par CFS. Ces témoignages ont été rassemblés dans un numéro de *Contribution au débat* publié par CFS sur "**L'apport des Éditions Maspero au mouvement associatif bruxellois**"⁵⁹.

De fait, le mouvement associatif des années 1970 et 1980 doit beaucoup, sur un plan intellectuel, aux Éditions Maspero. Indépendante et alternative, cette maison d'édition a en effet permis la parution d'ouvrages progressistes qui ont trouvé un large écho auprès de militants en quête de réflexion sur l'action qu'ils déployaient, des livres qui s'inscrivent de ce fait en filigrane de l'histoire associative.

Répondant à une demande maintes fois réitérée depuis 2013 par Alain Leduc, président de CFS et de l'UP, de pouvoir organiser une rencontre avec ces militants, François Maspero est

⁵⁸ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article231>

⁵⁹ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/contribution_au_debat3.pdf

finalement venu à Saint-Gilles le 8 janvier 2015. Son passage fut l'opportunité d'un programme varié dédié à son parcours : séminaire à l'UP sur son travail d'éditeur, rencontre littéraire à la librairie Les Yeux Gourmands autour de son œuvre d'écrivain, inauguration à la Maison du Livre de l'exposition "François Maspero et les paysages humains" conçue et réalisée par la Maison des Passages de Lyon et la Librairie À plus d'un Titre en 2009 et enfin projection en avant-première au Centre Culturel Jacques Franck du film "François Maspero, les chemins de la liberté" réalisé par Yves Campagna, Bruno Guichard et Jean-François Raynaud et produit par Les Films du Zèbre en 2014.

En vue du séminaire consacré plus spécifiquement à l'impact des Éditions Maspero sur le mouvement associatif, une trentaine de témoignages furent recueillis par CFS auprès d'une génération d'acteurs de la vie sociale et associative en Fédération Wallonie-Bruxelles, et particulièrement à Bruxelles, pour éclairer cette question : « En quoi un certain nombre de livres édités par François Maspero est venu alimenter, légitimer, renforcer nos actions de terrain ? ».

Contribution au débat N°3 - L'apport des Editions Maspero au mouvement associatif bruxellois

Une édition CFSasbl

François Maspero était à Bruxelles ce jeudi 8 janvier 2015, à l'initiative de l'Université populaire de Bruxelles et de CFS. Nous avons eu l'occasion de discuter des différentes facettes de son travail de militant, d'éditeur et d'écrivain. À cette occasion, le Collectif Formation Société asbl a récolté une trentaine de témoignages d'acteurs de la vie sociale et associative en communauté française. Ceux-ci sont rassemblés dans un recueil

Liste des contributeurs par ordre alphabétique : Ansay, Pierre ; Bentaleb, Mustapha ; Blairon, Jean ; Coenen, Marie-Thérèse ; Da Mata, Carlos ; De Smet, Noëlle ; Debatty, Jacques ; Degée, Jean-Luc ; Delval, Jean ; Desbonnet, Denis ; Ducoli, Bruno ; Enciso, Angel ; Hanquet, Daniel ; Lefèvre, Gabrielle ; Maes, Renaud ; Marques-Pereira, Bélangère ; Martens, Albert ; Martin, Gilles ; Morel, Jacques ; Moulaert, Colette ; Nootens, Danielle ; Peemans-Poullet, Hedwige ; Rea, Andrea ; Rhomdani, Mahfoudh ; Roussel, Luc ; Rydberg, Erik ; Sbolgi, Mauro ; Schoonbrodt, René ; Stercq, Catherine ; Tilman, Francis ; Vanesse, Anne ; Vogel, Jean.

Si les textes offerts par les contributeurs-trices de cette publication n'ont pas été valorisés par CFS auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles – certain-e-s auteur-e-s l'ont néanmoins fait dans leurs associations respectives comme Erik Rydberg, *Maspero et le « trou noir » néolibéral*, GRESEA, 2015⁶⁰ ainsi que Luc Roussel et Marie-Thérèse Coenen, *Penser politiquement le passé et penser historiquement le présent. Hommage à François Maspero*, CARHOP, 2015⁶¹ en faisant explicitement référence à la journée du 8 janvier et à la requête de CFS – ils n'en constituent pas moins un *corpus* homogène susceptible d'enrichir considérablement la réflexion sur l'histoire associative, sociale populaire et de l'immigration tellement il reflète l'influence des livres évoqués par les contributeurs-trices sur leurs trajectoires militantes : une analyse de ce *corpus* sera donc diffusée en 2016 sous le titre **"François Maspero aiguilleur du mouvement associatif bruxellois"**.

⁶⁰ <http://www.gresea.be/spip.php?article1320>

⁶¹ http://www.carhop.be/images/F.Maspero_2015.pdf

L'apport des Editions Maspero au mouvement associatif bruxellois

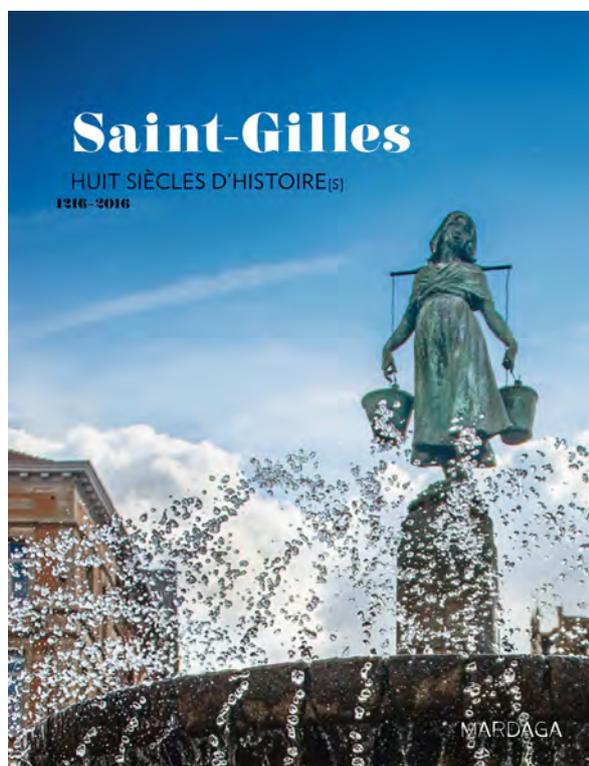


Janvier 2015

1



2



3



4

1. Publication CFS, 2015
2. Francois Maspero, janvier 2015
3. Pierre Dejemeppe (dir.), Saint-Gilles. Huit siècles d'histoire[s] 1216-2016, Bruxelles, Éditions Mardaga, 2016, 256 pages
4. "Francois Maspero, les chemins de la liberté" réalisé par Yves Campagna, Bruno Guichard et Jean-François Raynaud et produit par Les Films du Zèbre en 2014. Projection du film au Centre Culturel Jacques Franck, 2015

Une reconnaissance publique : les 800 ans de Saint-Gilles

La communauté de lutte qui relie l'histoire associative de CFS et de son mouvement d'une part et l'histoire de l'immigration d'autre part bénéficiait déjà d'une certaine reconnaissance publique. La réflexion menée sur l'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration depuis 2003 n'est pas passée inaperçue non plus : au printemps 2015, CFS a été sollicité par la Commune de Saint-Gilles pour rédiger un texte relatant l'histoire de l'immigration sur son territoire en vue de l'édition d'un ouvrage à l'occasion de son huit-centième anniversaire : Pierre Dejemeppe (dir.), *Saint-Gilles. Huit siècles d'histoire[s] 1216-2016*, Bruxelles, Éditions Mardaga, 2016, 256 pages⁶².

La majeure partie du texte transmis par CFS figure dans la version définitive du livre (« Le monde dans une commune », pages 105-108) : certains passages sont repris dans leur intégralité ou à peine restructurés tandis que d'autres ont été profondément remaniés ou reformulés. Quelques ajouts ont également été intégrés par les rédacteurs du livre. Pour « avoir fait partager leurs connaissances », les auteurs du texte ont été nommément remerciés (page 253).

Le texte initial a été retravaillé et complété en vue d'une intervention sur "**L'histoire migratoire à Saint-Gilles**" lors d'une table ronde organisée à l'automne 2015 par le CPAS de Saint-Gilles dans le cadre du Parcours Diversité coordonné par la Mission locale de Saint-Gilles⁶³.

Ce texte augmenté a ensuite donné jour à une analyse diffusée en 2015 par CFS sous son titre original : "**L'immigration à Saint-Gilles : un laboratoire d'insertion ?**"⁶⁴. Comme dans sa première version, ce texte met en exergue l'impact des initiatives associatives à Saint-Gilles sur les politiques publiques en matière d'accueil et d'insertion des immigrés aux niveaux communal et régional.

En juin 2016, à l'approche de l'ouverture des festivités, une partie du texte du chapitre consacré à l'histoire de l'immigration dans l'ouvrage *Saint-Gilles. Huit siècles d'histoire*, et ce faisant la contribution du CFS, est repris dans *Le journal du huitcentième*, un toute-boîte publié par la Commune à destination de ses habitants.

Récapitulatif des analyses produites entre 2014 et juin 2016

2014 ANALYSES DANS LE CADRE DES 50 ANS D'IMMIGRATION MAROCAINE A BRUXELLES

- VICARI Philippe avec la participation d'Anne Frennet-De Keyser, "Pourquoi traiter de l'histoire de l'immigration marocaine ?"

Pour quelle raison aborder l'immigration marocaine dans une perspective historique ? La question peut sembler anodine dans le contexte de la commémoration des 50 ans de l'immigration marocaine en Belgique. Or, c'est justement cette conjoncture commémorative qui appelle à ce que l'on s'y attarde. Malgré l'impulsion donnée lors des célébrations de 2004, cette histoire demeure encore largement méconnue...

- RENAERTS Monique en collaboration avec Philippe VICARI, "Les facteurs socio-économiques de l'émigration marocaine"

Comment et pourquoi l'immigration marocaine en Belgique passe-t-elle de 461 personnes recensées

⁶² <http://www.editionsmardaga.com/Saint-Gilles>

⁶³ <http://parcours-diversite-2015.blogspot.be/p/journee-de-la-femme-femme-et-migration.html>

⁶⁴ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2015_immigration_st_gilles_un_laboratoire_d_insertion.pdf

en 1961 à 39.294 en 1970 ? Cet accroissement trouve bien sûr une explication dans la convention bilatérale de 1964. Mais sa compréhension implique aussi un examen de la situation socio-économique dans laquelle se trouve le Maroc de l'époque...

- LEDUC Alain, "En l'absence de politique publique d'accueil, une expérience associative dans la mouvance de la FGTB de Bruxelles (1968-1989)"

L'histoire sociale bruxelloise de ces 40 dernières années est peu écrite, surtout la période précédant l'émergence de la Région bruxelloise. Bien sûr, il existe de quelques monographies ou articles très ciblés sur l'un ou l'autre sujet, mais avec peu de vision globale...

- KHOIJIANIAN Mazyar, "Le rôle des organisations syndicales dans la régularisation des clandestins de 1974-1975"

Avec le retour en février 1967 à une application stricte de l'arrêté royal du 31 mars 1936, les autorités belges ne régularisent plus que dans des cas exceptionnels la situation des travailleurs extracommunautaires entrés en Belgique sans être munis au préalable d'un permis de travail...

- KHOIJIANIAN Mazyar avec la participation de Jelloul El Mahi et Mohamed El Yahyaoui, "Entre condition immigrée et conflictualité ouvrière, les délégués d'entreprise marocains en Belgique dans les années 70"

L'histoire sociale de l'immigration marocaine en Belgique est intimement liée à celle de l'immigration de travail des années 60 et 70. Suivant un recensement spécial de 1967, la Belgique compte, dès cette époque, quelque 13.301 ouvriers marocains (dont 406 femmes), occupés pour la plupart dans les industries métallurgiques, manufacturières, minières et de la construction...

- VICARI Philippe avec la participation de Myriem Amrani et Mahfoudh Romdhani, "Les enjeux de la laïcité dans l'immigration marocaine"

La question du rapport de l'islam à la laïcité est régulièrement posée de manière unilatérale, en considérant a priori que la laïcité constituerait un « rempart » à l'islamisation de nos sociétés occidentales. D'autres manières d'envisager leur articulation existent pourtant...

- JACQUES Catherine, "Le rôle des femmes issues de l'immigration marocaine"

Face aux écrits des sociologues, des politologues, voire des psychologues, l'histoire de l'immigration maghrébine, et plus spécifiquement celle des migrantes, en Belgique apparaît comme un parent pauvre « (...) si les femmes migrantes sont l'objet de nombreux éclairages sociologiques, psychologiques ou même médicaux, leur histoire n'a, jusqu'à présent, fait l'objet que de très peu d'études »...

- KHOIJIANIAN Mazyar avec la participation de Rachida El Idrissi El Yacoubi, Aïcha Bari, Fatiha Laaraj et Fatima Touzani, "L'Association des Femmes Marocaines : un collectif émancipatoire"

Bien que l'immigration marocaine ait été, à l'origine, une immigration essentiellement masculine, elle débouche assez tôt sur un ancrage familial, encouragé en cela par la politique à vocation populationniste menée par l'État belge au cours des années 60...

- KHOIJIANIAN Mazyar avec la participation d'Hassan Assila, "Des Ecoles de l'Avenir au Centre Interculturel de Formation par l'Action (CIFA), un soutien scolaire citoyen et participatif"

La scolarité des enfants d'origine étrangère demeure plus que jamais un sujet politique sensible et un enjeu social majeur. Si elle a fortement évolué avec le temps, cette scolarité reste néanmoins encore marquée par une moindre réussite comparativement à l'ensemble de la population belge...

- VICARI Philippe, "Les syndicats et la question des Afghans en Belgique"

Le rôle des organisations syndicales dans les opérations de régularisation a changé depuis la régularisation de 1974. À l'époque, elles en furent un acteur majeur étant donné la légitimité dont elles bénéficiaient auprès des clandestins via les associations de travailleurs immigrés...

- TREFOIS Livia, "50 ans plus tard... le décret primo-arrivants est arrivé !"

Si lors des premières vagues migratoires qu'a connues la Belgique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, rien n'était officiellement prévu au niveau de l'accueil et de l'intégration des migrants, progressivement, l'État belge met en place différentes mesures, fortes ou moins fortes, suffisantes ou non, pour organiser au mieux la vie de ces personnes sur le territoire...

2015 HISTOIRE ASSOCIATIVE, SOCIALE, POPULAIRE ET DE L'IMMIGRATION

- VICARI Philippe, "Pour que les travailleurs prennent du pouvoir, un projet d'université ouverte"

Le Collectif Formation Société (CFS) s'est donné pour objectif il y a près de 30 ans de lutter contre le déterminisme social en œuvrant à l'insertion des adultes marginalisés avec pour idée directrice le projet politique d'une université ouverte. Cette analyse se propose d'en explorer la gestation en examinant comment des aspirations individuelles d'émancipation ont convergé vers un dispositif collectif de formation.

- VICARI Philippe, "De communautaire à interculturel, le chantier des cadres de l'immigration"

Convaincues de la nécessité de travailler à l'insertion des immigrés dans la société belge, des associations comme le CASI-UO puis le CBAI vont entreprendre de former des cadres dans les rangs de l'immigration. Communautaire dans un premier temps, interculturel dans un second, comment ce chantier a-t-il été mis en œuvre pour parvenir à s'imposer aux pouvoirs publics comme un moyen de

penser l'intégration ?

- VICARI Philippe, "Face à la crise, un combat pour l'emploi"

La récession économique et le chômage qui traversent les années 70 et 80 imposent à l'action associative de répondre à de nouveaux enjeux. Dans une telle conjoncture, de quelle manière une association comme le CASI-UO va-t-elle infléchir son intervention en faveur des immigrés et finalement contribuer à l'émergence du secteur de l'insertion socioprofessionnelle ?

-KHOJINIAN Mazyar, "L'associatif progressiste turc à Bruxelles (1972-1989)"

Cette analyse consacrée à l'associatif progressiste turc vise à mettre en évidence la genèse et l'évolution d'un associatif immigrant qui, à travers son ancrage précoce dans les réseaux du mouvement ouvrier belge et ses philosophies d'action, est devenu au fil du temps une composante à part entière du tissu associatif bruxellois et des dispositifs d'éducation permanente et d'insertion socioprofessionnelle.

- KHOJINIAN Mazyar, "L'associatif légitimiste turc à Bruxelles (1968-1989)"

Cette analyse consacrée à l'associatif légitimiste turc vise à mettre en évidence la manière dont l'Etat turc et ses instances diplomatiques et consulaires ont contribué, au cours des années 70 et 80, à la constitution d'un réseau associatif à forte assise religieuse, dans le cadre de leur politique d'encadrement et de contrôle de leurs ressortissants sur le territoire belge.

- LEDUC Alain et VICARI Philippe, "L'immigration à Saint-Gilles : un laboratoire d'insertion ?"

Saint-Gilles compte dans sa population actuelle près de la moitié de personnes de nationalité étrangère. Historiquement marquée par l'immigration, la commune se caractérise également par la densité d'un tissu associatif. En quoi les dispositifs d'accueil initiés par les associations ont-ils constitué un laboratoire d'insertion des immigrés dans la société et quels impacts ont-ils eu sur les politiques publiques mises en place par les autorités ?

- NYNS Pablo, "La presse ouvrière comme outil d'éducation au 19ème siècle"

Dans le contexte de la division de la société en classes sociales, la classe dominante a élaboré, parfois de manière volontaire, parfois « naturellement », des moyens pour asseoir sa domination et assurer la légitimation de celle-ci, notamment par le biais de l'éducation. Celle-ci va former une écrasante majorité de la population à la docilité.

2016 HISTOIRE ASSOCIATIVE, SOCIALE, POPULAIRE ET DE L'IMMIGRATION

VICARI Philippe, "Opération 'Fil Rouge' ou la transmission d'une histoire associative"

Depuis une bonne dizaine d'années, le CFS prend régulièrement le temps de s'arrêter sur son passé avec son équipe et de retisser le fil rouge qui la relie à ses origines, faisant de la transmission de son histoire un outil de réflexion. Une pratique dont cette analyse se propose d'examiner les contours.

Une thématique en devenir

L'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration travaillée par CFS a été formalisée dans une thématique de recherche qui s'efforce de fournir des balises aux travailleurs associatifs sur base du témoignage d'acteurs et de la consultation d'archives des associations.

Ayant démarré ce projet en 2003 avec l'histoire de son mouvement, il semblait évident de le poursuivre par une analyse au sujet de CFS lui-même. La création de l'association a de la sorte été traitée en 2015 dans "**Pour que les travailleurs prennent du pouvoir, un projet d'université ouverte**"⁶⁵. L'évolution de son action de formation sera pour sa part abordée en 2016 dans "**Qualification et certification : un compromis institutionnalisé ?**". L'action de formation d'une autre mouvance associative proche de CFS œuvrant elle aussi, entre autres à travers une université ouvrière, en faveur de l'insertion des personnes précarisées, a également déjà été analysée en 2015 dans "**Face à la crise, un combat pour l'emploi**"⁶⁶ et "**De communautaire à interculturel, le chantier des cadres de l'immigration**"⁶⁷.

Si la proximité de CFS avec l'immigration marocaine l'a porté à lui consacrer un *Fil Rouge*, il

⁶⁵ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2015_pour_que_les_travailleurs_prennent_du_pouvoir.pdf

⁶⁶ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2015_face_a_la_crise.pdf

⁶⁷ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2015_de_communautaire_a_interculturel.pdf

n'en a pas pour autant ignoré l'immigration turque qui célébrait elle aussi en 2014 les 50 ans de la signature de l'accord bilatéral entre la Turquie et la Belgique. Deux analyses produites en 2015 : "**L'associatif légitimiste turc à Bruxelles (1968-1989)**"⁶⁸ et "**L'associatif progressiste turc à Bruxelles (1972-1989)**"⁶⁹ abordent plus spécifiquement les deux grands réseaux d'associations créées à l'initiative soit des autorités turques et soit des immigrés. 2016 étant à nouveau une année anniversaire pour les immigrations italienne et espagnole cette fois, d'autres analyses leur seront consacrées comme : "**Le travail de mémoire dans l'immigration italienne**" et "**Un associatif immigré espagnol à Bruxelles**". Du reste, un regard critique plus général sur le fait commémoratif relatif aux diverses immigrations sera également proposé en 2016 avec "**Commémorer... et après ?**".

Durant ce quinquennat, l'histoire d'un grand nombre d'associations a déjà été abordée de manière succincte ou plus détaillée : inévitablement, l'histoire de ces associations en croise d'autres dont la mention permet de donner une image de la densité des relations au sein du tissu associatif.

À travers l'histoire de CFS, c'est celle de son mouvement qui transparait, avec des associations comme la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB), le Collectif Alpha, Développement pour l'Emploi, la Formation et l'Insertion Sociale (DEFIS), Formation Insertion Jeunes (FIJ), Lire et Écrire, la Mission locale pour l'Insertion socio-professionnelle des Jeunes ainsi que l'Université Populaire de Bruxelles. Mais cette histoire est également traversée par celles du Regroupement Démocratique Marocain (RDM), le Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), le Comité d'Études sur les Problèmes de l'Emploi et du Chômage (CEPEC) ou encore la Maison Médicale de Forest ou Santé plurielle à Saint-Gilles, etc.

Traiter de l'histoire de l'immigration marocaine revient également à aborder celles d'associations comme le Fonds de Solidarité Maghrébine, l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM), le Regroupement Démocratique Marocain (RDM), l'Association des Femmes Marocaines (AFM), les Écoles de l'Avenir, le Centre Laïque Arabo-Musulman (CLAM), le Centre d'Archives et de Recherche en Histoire de l'Immigration Maghrébine et Arabe (CARHIMA), le Centre Interculturel de Formation par l'Action (CIFA) ou Dakira mais finalement aussi d'une part de celles du Comité Contre la Répression au Maroc (CCRM), du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX), du Comité de Liaison des Organisations des Travailleurs Immigrés (CLOTI), du Centre Familial Belgo-Immigré (CFBI), de l'Espace Mémorial de l'Immigration Marocaine (EMIM), du Centre Culturel Maghrébin (Espace Magh) et encore une fois de celles de la FGTB, de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC), du Collectif Alpha, de CFS, etc.

Du côté progressiste, l'analyse de l'associatif turc a exploré la structuration de l'Union des travailleurs de Turquie en Belgique, du Centre culturel des travailleurs de Turquie, de l'Organisation de Solidarité des Travailleurs de Turquie, du Centre turc d'Information, d'Animation culturelle et d'Action sociale (Türk-Danış) et des Ateliers du Soleil et à nouveau le lien de ces associations liens avec le CLOTI, le MRAX, la FGTB, la CSC, etc.

L'action d'autres association a elle aussi été sondée, comme par exemple celle du Centre d'Action Sociale Italien–Université Ouvrière (CASI-UO), du Centre Espagnol de Formation et d'Action–Université Ouvrière (CEFA-UO), le Centre Socio-Culturel des Immigrés de Bruxelles

⁶⁸ <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/a9-mk-associatif-legitimiste.pdf>

⁶⁹ <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/a10-mk-associatif-progressiste.pdf>

(CSCIB) devenu le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI), le Centre d'Orientation et de Formation aux Technologies Nouvelles (COFTeN). Technologies Nouvelles (COFTeN), l'Association bruxelloise pour la Formation aux Nouvelles Technologies et la promotion de l'Emploi (BRUTEC), etc.

Ces divers exemples de mouvements associatifs et des liens qu'ils entretiennent avec d'autres associations comme généralement les organisations syndicales illustrent la densité du champ embrassé par l'histoire associative, sociale, populaire et de l'immigration.

Contribuer à écrire l'histoire du peuple de Bruxelles

Dans le cadre d'un groupe de la FREP, nous nous interrogeons sur la nécessité d'aller plus loin encore, à savoir d'écrire et d'analyser les récits de vie des acteurs populaires de l'histoire à Bruxelles, de ces milliers d'hommes et de femmes de l'ombre qui ont pourtant porté les grandes questions sociales à leur niveau.

La lecture récente d'*Une histoire populaire des Etats-Unis* d'Howard Zinn (l'auteur de *Marx, le retour*) nous conforte en ce sens. « **Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs** » précise Daniel Mermet à propos de cet auteur.

« Avec l'énorme succès de son livre *Une histoire populaire des Etats-Unis*, Howard Zinn a changé le regard des Américains sur eux-mêmes. Zinn parle de ceux qui ne parlent pas dans l'histoire officielle, les esclaves, les Indiens, les déserteurs, les ouvrières du textile, les syndicalistes et tous les inaperçus en lutte pour briser leurs chaînes. A Paris et à Boston nous avons eu la chance de rencontrer Howard Zinn et de le filmer, toujours stimulant et fraternel. À la fin Zinn disait « Je veux qu'on se souvienne de moi comme quelqu'un qui a donné aux gens des sentiments d'espoir et de pouvoir qu'ils n'avaient pas avant ». Voilà exactement ce qui nous a donné envie de réaliser ce projet. »⁷⁰

Une cinquantaine de témoins et acteurs ont été sélectionnés, toujours en lien avec leur émancipation personnelle et leur impact sur la transformation sociale. Les interviews ont commencé, et seront finalisés à la mi 2017 : des délégués syndicaux retraités au CASI, des femmes marocaines investies dans la prévention des départs en Syrie, un danseur aveugle, des femmes divorcées, des personnes ayant repris des études, une médiatrice de la réconciliation au Rwanda...

À suivre donc...

⁷⁰ <http://lesmutins.org/howard-zinn-une-histoire-populaire-50>

12 journées de formation +
2 journées de représentation au
FESTIVAL DES CONFÉRENCES
GESTICULÉES !

Une nouvelle formation à la Conférence gesticulée



Vous êtes animateur(trice), formateur(trice), militant(e)... ? Vous êtes chargé(e) de projet, de la communication... ? Vous souhaitez découvrir et expérimenter **une nouvelle forme d'action pédagogique, de sensibilisation et d'action** dans le champ de l'éducation populaire ? Vous souhaitez simplement **témoigner** d'une colère, d'une révolte, vous souhaitez **dévoiler le fonctionnement** d'une institution ou un fait de société ?

CFS, en partenariat avec l'asbl LA VOLTE, vous propose de vous former à la mise en œuvre d'une conférence gesticulée, tout en élaborant la vôtre !

En 2014, CFS a organisé une première formation à la conférence gesticulée avec SCOP LE PAVE. Sept conférences ont été produites à l'issue de la formation, et ont été largement jouées en 2015 et 2016. **Les conférencier(e)s gesticulant(e)s issus de cette formation viennent de créer leur propre asbl, LA VOLTE**, chargée de faire connaître les conférences gesticulées en Belgique. **C'est avec grand plaisir que CFS participe à cet essaimage en organisant la nouvelle formation avec eux.**

Pourquoi la conférence gesticulée ?

La conférence gesticulée, en tant qu'outil d'éducation populaire, se veut une arme que le peuple se donne à lui-même pour expliquer, déconstruire, reconstruire, partager, s'exprimer et transmettre son message... Il s'agit d'un outil formidable pour penser, sensibiliser et informer.

Une conférence gesticulée, c'est de l'autobiographie, de la théorie et de l'analyse ; mélange de choses vécues, de choses comprises et de choses apprises. C'est la rencontre de savoirs chauds (ou d'expériences) et de savoirs froids (ou universitaires). Suivez ce lien pour voir un extrait d'une conférence gesticulée, sur le thème du management que nous avons présentée à l'UP de Bruxelles.

Formateurs de LA VOLTE

Anthony BRAULT (ex-coopérateur de SCOP LE PAVE, il a co-animé la formation précédente chez nous), Amaury GHIJSELINGS et Katty MASCIARELLI (conférenciers gesticulants à LA VOLTE).

Toutes les
infos sur
notre site
ep.cfsasbl.be

9° Des outils pour animer et former : la formation de Conférencier gesticulant

D'une manière générale, CFS a diversifié son offre d'outils pour animer et former, en s'appuyant d'une part sur les « pédagogies actives », d'autre part sur de nouvelles formes d'animation spécifiques à l'éducation populaire, dont Scop Le Pavé était porteur en France.

En matière de pédagogies actives, 3 formations sont devenues très régulières : elles ont été amplement justifiées dans les rapports annuels, dont nous ne reprendrons ici que quelques extraits significatifs.

Cartes mentales : (Extrait du programme)

Au début des années 70, à la suite des recherches sur l'apprentissage et le cerveau humain, une méthode d'organisation des idées, sous forme de dessin ou d'arborescence, a vu le jour sous le nom de « cartes mentales ». Avec l'essor des nouvelles technologies d'information et de communication, chacun d'entre nous doit faire face à une quantité sans cesse croissante de données. La présentation traditionnelle, sous forme de textes, demande un effort considérable pour synthétiser mentalement celles-ci. C'est pourquoi, un outil comme la carte mentale, appelée aussi schéma heuristique, est pertinent pour aider à produire une image visuelle de ce que l'on sait ou tracer un plan d'ensemble de ce que l'on a appris ou retenu sur un sujet.

Le paradigme des 12 besoins et les 7 facilitateurs de l'apprentissage : repères pour des pratiques éducatives porteuses. : (Extrait du rapport d'activités 2013)

Il nous semble intéressant de mettre un coup de projecteur sur ce programme qui permet la concrétisation de démarches pédagogiques propres à l'éducation populaire. Le paradigme des 12 besoins propose un cadre permettant l'établissement de repères dans l'éducation et dans la construction identitaire des individus.

A partir de la question - comment la personne construit-elle son identité ?- cette formation vise à inviter les participants -animateurs et formateurs-, à se demander s'ils « éduquent et forment » bien. La démarche mise en œuvre permet véritablement de reconsidérer ses pratiques à travers la découverte et l'application du paradigme des 12 besoins (formalisé par J.-P. Pourtois et H. Desmet). Il s'agit pour les participants d'identifier les besoins de leurs publics en vue d'adapter leurs modes d'interventions pédagogiques.

Pour ce faire, les formateurs, Jean-François Manil et Léonard Guillaume, créent un cadre permettant de vivre le temps de la formation un modèle didactique en vue de :

- Faire sortir de leur réserve les participants, généralement entretenue par la peur du jugement.
- Se confronter à des modèles théoriques pour sortir des généralisations abusives des expériences propres.
- Enrichir sa pratique de terrain par l'échange et les mises en situation vécues avec d'autres formateurs et animateurs.

La démarche est résolument participative et interactive : alternances de phases de construction de savoirs et de réflexivité. Les formateurs, conscients de l'écart qu'il peut exister entre « le penser » et « l'agir », proposent une découverte progressive des contenus s'ancrant dans ce qu'ils appellent le « réel invisible » des professionnels. Cela permet aux participants d'affiner progressivement leur compréhension du modèle, tout en découvrant leurs propres richesses professionnelles. Les évaluations écrites et orales que nous organisons en fin de programme nous permettent d'affirmer que ce programme est particulièrement apprécié et répond aux attentes et besoins des participants leur permettant des transferts directs dans leurs pratiques professionnelles.

La pédagogie du Chef-d'œuvre : (Extrait du rapport d'activités 2014)

Nous avons voulu proposer ce programme de formation car les principes qui sous-tendent la démarche de réalisation d'un chef d'œuvre s'inscrit particulièrement bien dans le cadre de l'éducation populaire. En effet, la pédagogie du chef d'œuvre invite les participants à concrétiser et à mettre en valeur leur savoir, ainsi qu'à

prouver leurs capacités. Cela nous semble essentiel dans un contexte où les travailleurs associatifs sont majoritairement confrontés à des publics de plus en plus précarisés, et « disqualifiés » par la société (pas de diplôme, pas d'emploi, pas de statut stable...).

Cette approche permet également de valoriser le collectif lors des apprentissages : en effet, un chef d'œuvre se concrétise via l'approche groupale et coopérative de la réalisation du travail.

Cette approche groupale et coopérative, qui trouve ses racines dans le compagnonnage, s'incarne à travers les étapes suivantes :

- le débat collectif sur le choix et la définition du (des) projet(s) à réaliser;
- la répartition des tâches et responsabilités ;
- la planification de la réalisation des tâches dans le temps et dans l'espace ;
- l'évaluation des besoins en outils, ressources et moyens ;
- l'échange régulier sur l'avancement des travaux ;
- la présentation, des résultats intermédiaires et définitifs ;
- leur discussion et critique dans le but de les amender et améliorer.
- la publication des travaux finis sous différentes formes : exposé, présentation en ligne...autant de tâches et compétences qui permettent également le développement des capacités critiques et l'autonomie des publics accompagnés.

En proposant ce programme, nous voulons participer à la diffusion d'approches pédagogiques fondées sur les postulats de solidarité, de coopération, de reconnaissance du « tous capables ».

Un nouvel outil d'éducation populaire ?

Nous développerons dans ce cadre la formation à la conférence gesticulée, organisée en 2014 et reprogrammée en 2016.

CFS a organisé une première formation en 2014 :

Formation à la conférence gesticulée (Extrait du programme 2014)

CFS, en partenariat avec SCOP LE PAVE, vous propose de vous former à la mise en œuvre d'une conférence gesticulée, tout en élaborant la vôtre !

Pourquoi la conférence gesticulée ?

*La conférence gesticulée, en tant qu'outil d'éducation populaire, se veut une arme que le peuple se donne à lui-même pour expliquer, déconstruire, reconstruire, partager, s'exprimer et transmettre son message... **Il s'agit d'un outil formidable pour penser, sensibiliser et informer.***

Une conférence gesticulée, c'est de l'autobiographie, de la théorie et de l'analyse ; mélange de choses vécues, de choses comprises et de choses apprises. C'est la rencontre de savoirs chauds (ou d'expériences) et de savoirs froids (ou universitaires).

Méthodologie

*Durant cette formation, nous vous proposerons de **concevoir votre propre conférence gesticulée à partir de la thématique et des questions qui VOUS préoccupent.***

*Pour ce faire, nous vous proposons de désigner soit un binôme de **deux travailleurs de votre association, soit de vous associer avec un travailleur d'une autre association, pour constituer le binôme obligatoire.***

Chaque binôme construira sa propre conférence gesticulée à partir de :

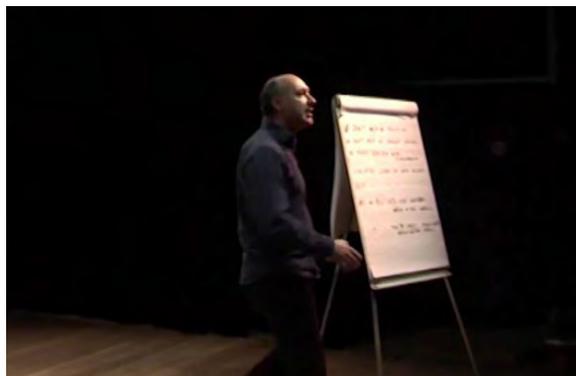
- un récit personnel, des anecdotes autobiographiques qui illustrent et rendent « véridiques » les analyses : le pouvoir de l'anecdote est réel.
- un commentaire politique analysé du problème en question (les savoirs chauds) : ce que j'ai compris moi-même, mes réflexions.
- des apports extérieurs universitaires sur la question (les savoirs froids) : ce que d'autres en ont dit.
- une dimension historique : l'historicité, c'est le rappel de la marge de manœuvre, c'est comprendre comment le problème s'est construit.

Conférences gesticulées réalisées en 2014



**On ne naît pas indigné
par Katty et Yvon**

Moi, le premier spectacle que j'ai vu c'est « Le testament du chien » ; il y avait un acteur nu, c'est tout ce dont je me souviens... et le théâtre-action, j'y suis venu par hasard, je voulais d'abord faire du théâtre pour mon développement personnel...



**Des lendemains qui chantent
par Jacques**

Nous n'avons pas toujours vécu à genoux. En fait, notre classe sociale n'a jamais cessé de lutter. Jamais complètement. Des chants sans nom ont accompagné ces combats. Retrouvons-les...pour qu'on se redresse de nouveau...et qu'advient, enfin, des lendemains qui chantent !



**Ecole, société anonyme
par Alice et Manu**

L'école est un investissement durable. Pour les enfants. Pour les parents. Pour la société. Et surtout pour la finance. La lutte des places est en marche. Entre contradictions et compétition, quel idéal pour renverser le paradigme en notre faveur ?



**Une stratégie: le rapport de force!
par Sébastien et Amaury (mais sans Amaury)**

Après les manifs, les actions directes, les discussions, les rencontres, les fêtes, luttés après luttés, quelles convergences ? C'est l'histoire de deux mecs sauf qu'il y en a un qui est pas là. C'est aussi l'histoire des luttés d'aujourd'hui, de leurs alliances et divergences. Écologie, Austérité, Désobéissance. Entre doutes et convictions, mais jamais sans engagement.



**Poste de transformation «Travail »
haute tension
par Magali**

Après-demain c'est (g)rêve général(e). Aujourd'hui, focus sur l'article 63§2. Ou comment l'Etat, notre majorité démocratique, mais minorité économique fait le choix d'une exclusion massive ! Prenons la température... Bienvenue dans la 4e dimension de l'emploi & du non-emploi. Parlons travail ! Jusqu'ici tout va mal, il ne peut plus rien nous arriver d'affreux maintenant...



**Tous analphabètes!
par Fabien et Vicky**

Qui réussirait haut la main la dictée Pivot ? Qui peut se vanter d'avoir lu Kant et en plus... d'avoir tout compris ? Pas nous ! Depuis de nombreuses années, toujours le même chiffre : 10% de la population est analphabète. Les compteurs ainsi que les efforts qu'on déploie seraient-ils bloqués ? Qui sont les personnes qui se cachent derrière ce 10% ? A travers des rencontres, Vicky et Fabien apprennent leur métier de formateurs en alphabétisation, ils se débrouillent ou pas, ils cherchent....



**Un pauvre c'est comme un compte en banque, ça se gère. La méritocratie au service des plus riches
par Thierry**

Un Bruxellois sur trois est pauvre. Le problème avec le pauvre, c'est qu'il coûte de l'argent à l'Etat. C'est pour ça qu'il faut l'activer. Parce que du travail il y en a, il suffit de le trouver, enfin, c'est ce qu'on dit ! Cette conférence gesticulée abordera un des concepts-clés dans l'imaginaire libéral pour encadrer la précarité et la reproduire : la méritocratie.

Formateurs

Emmanuel MONFREUX et Anthony BRAULT sont tous deux coopérateurs de SCOP LE PAVE. **Frank LEPAGE**, un des fondateurs de la coopérative d'éducation populaire LE PAVE participera à l'un des rassemblements.

La formation se termine par un Festival à la Vénérie, du 11 au 13 décembre 2014.

Production et diffusion

Cette première formation a permis de produire 7 Conférences Gesticulées : elles étaient portées par des associations qui souhaitent en faire un outil de diffusion, de sensibilisation et d'interpellation. CFS a, à l'issue de la formation, créé un site avec les teasers des 7 conférences : <http://www.conferencegesticulee.be>.

En juin 2016, nous avons interpellé les conférences gesticulées sur la **diffusion** qu'avait eue leur conférence. Six sur les 7 ont été diffusées régulièrement, quatre d'entre eux nous ont répondu de manière précise :

- **On ne naît pas indigné**, Alvéole Théâtre et Théâtre action CF
- **Les lendemains qui chantent**, Collectif 1984 (9 représentations : La Vénérie, Notre Dame des Landes, La Maison du Livre, l'Os à moelle, Montreuil (Paris), Chiny, CC 1030, Garcia Lorca, Troyes (France), plutôt « grand public et militants »).
- **École, société anonyme**, Bruxelles Laïque (7 représentations, congé de maternité en 2016 (La Vénérie, Dynamo international, Musée du capitalisme, Ecole normale de Mons, Mouscron, Garcia Lorca, CC Schaerbeek)
- **Radical !**, Rencontre des continents et Quinoa (19 représentations : La Vénérie, Garcia Lorca, Climate express, Field Liberation movement, Rencontre des continents (2x), Esperanza, Etopia, CADTM, Quinoa, CC Schaerbeek, Festival des libertés, Théâtre La Louvière, CNCD, Entraide et fraternité, Amis de la terre, SAW-B, Mons équitable, FIAN auprès du « grand public », activistes, travailleurs sociaux, associatif ...).
- **Poste de transformation « Travail »**, Acteurs de l'ombre
- **Tous analphabètes**, Lire et Ecrire Bruxelles (9 représentations : La Vénérie, Université de printemps de Lire et écrire communautaire, UP de Bruxelles dans le cadre Arts et alpha, ITECO, FUNOC, Lire et écrire Verviers, CC Schaerbeek, CIEP Mons, CIEP et Sima ... principalement sensibilisation de travailleurs associatifs).
- **Un pauvre c'est comme un compte en banque, ça se gère**, CEDAS (multiples représentations, mais liste non communiquée).

Au total, plus d'une cinquantaine de représentations, notamment dans le cadre de 2 Festivals y consacrés : La Vénérie et CC de Schaerbeek.

Dans le cadre de l'Université populaire, 3 conférences gesticulées ont été programmées :

- Le 24 avril 2012, « **Exploiter mieux pour gagner plus** », Alexia MORVAN et Anaïg MESNIL (scop LE PAVE), en appui de la saison sur le management.
- Le 10 janvier 2013, « **La Dett'scorie, comment vulgariser la question de la dette** », Désiré PRUNIER (CADTM France), en appui de la saison consacrée à la dette.
- Le 28 mai 2015, « **Tous analphabètes** », Vicky JUANIS et Fabien MASSON (en appui d'Arts et alpha) et présentation de TAC.

Evaluation et perspectives

Une évaluation du dispositif a été réalisée le 25 mars 2016, avec la plupart des conférenciers gesticulants.

Évaluation de la session 2014 – points d’attention

Globalement, le retour est extrêmement positif. La dimension centrale des évaluations individuelles est l’intensité de « l’expérience humaine » que constitue la formation. Le lien fort avec les formateurs est souligné, tout comme la qualité de l’encadrement et du support fourni par eux. Il semble que cette « première » belge était une formation plus approfondie encore que certaines formations similaires françaises. Un autre point unanime est la qualité du groupe des gesticulantes et gesticulants, qui constitue un véritable collectif.

Les principaux points d’attention et pistes de recommandation sont les suivants :

- *Modalités de lieu* : il convient de trouver un lieu approprié/des lieux appropriés permettant à la fois des phases de préparation et des phases de représentation. La possibilité d’un partenariat avec un centre culturel devrait être étudiée.
- *Modalités de temps* : le résidentiel n’est pas forcément une solution souhaitable, la configuration en plusieurs regroupements interrompus par la soirée permettant à chacune et chacun « de digérer » les apports de la première journée.
- *Interactions avec CFS* : une implication plus intense de CFS est souhaitée, selon des modalités à définir, pour créer un lien plus fort, allant au-delà du simple support logistique. Cela nécessite de bien convenir des modalités organisationnelles en amont de la session prochaine et, dans la mesure du possible, de les respecter un maximum.
- *Préparation (préalable à la formation)* : les participant-e-s potentiel-le-s pourraient être mieux informé-e-s de ce qu’est une conférence gesticulée, de l’implication nécessaire dans la démarche. Un premier entretien « autour d’une bière » avec une ancienne ou un ancien pourrait s’avérer une phase utile avant confirmation de l’inscription et participation effective à la formation. S’il paraît difficile de relater la richesse et l’intensité de l’expérience vécue, cette phase préalable permettrait au minimum de préciser les objectifs généraux de « l’outil » conférence gesticulée et les prérequis en termes de travail « d’analyse politique » sur des contenus.
- *Binômes* : vu les difficultés posées pour certains tandems d’avancer ensemble et les « clashes » irrémédiables qui se sont produits dans d’autres, il pourrait être envisagé de produire plutôt des conférences individuelles.
- *Prix* : le prix élevé de l’inscription constitue un frein, mais il apparaît possible de « rentabiliser » cet « investissement » dans certains cas. Outre cette possibilité, les participant-e-s potentiel-le-s peuvent aussi solliciter le fonds sectoriel, et obtenir une intervention. Tou-te-s conviennent de l’importance de réduire les coûts et donc le prix, mais pas au détriment de la qualité de la logistique ou, plus encore, des contenus mêmes de la formation. Il faut noter que le prix de la session 2014 n’a pas suffi à éviter un déficit des comptes de la formation, à concurrence de 5 000 € à charge de CFS.

Propositions pour la suite

- Deux gesticulant-e-s de la session 2015 pourraient rejoindre Toni pour constituer un trio de formatrices-teurs. La désignation devrait s’effectuer par un processus d’élection sans candidat-e lors d’une réunion des gesticulant-e-s avec Toni le 22 avril.
- La prochaine session serait organisée par CFS, pour la prochaine session, CFS gèrerait la logistique (salles, catering, matériel) et la promotion d’une part. D’autre part, CFS devrait suggérer des modalités permettant une plus grande implication dans la démarche.
- Il faut noter que la condition *sine qua non* d’une telle prise en charge par CFS est l’équilibre budgétaire de la formation. Le coût total des intervenant-e-s (qu’il y en ait 1, 2 ou 3) ne pourra pas dépasser 1.000€/jour. Avec les autres frais (salles, catering, éventuellement partenariat CC ou captation vidéo), et la limitation à max 15 participant-e-s, la « PAF » devrait se situer idéalement autour de 1.500 € /pp (max 2.000€).

Propositions CFS pour la session 2016

- *Préalable* : CFS considère que la démarche dans laquelle nous nous sommes lancés en organisant la première session de formation « conférence gesticulée » s’inscrit pleinement dans nos préoccupations quant aux moyens, modes d’action et pratiques de l’éducation populaire. Pour faire sens, la « conférence gesticulée » doit pour nous s’inscrire dans les objectifs généraux de l’éducation populaire, à savoir des objectifs d’émancipation individuelle et collective, de réflexivité critique et de transformation sociale. Il nous semble que le bilan de la première session est extrêmement positif quant à ces objectifs, et qu’il est donc indispensable d’organiser une nouvelle session.

- *Renforcement du lien avec CFS* : nous proposons d'intégrer un membre de l'équipe « EP » de CFS dans la formation. Cependant, il n'est pas pertinent d'imposer à cette personne de produire une formation gesticulée : il nous paraît plus adéquat dès lors de proposer que ce membre de l'équipe CFS puisse jouer un double rôle d'appui et d'observateur-participant à la formation. L'un de ses objectifs serait d'écrire une ou plusieurs analyse(s) (axe 3.2) sur le processus de formation et l'outil « conférence gesticulée ».
- *Modalités pratique d'organisation* : CFS prendra en charge la réservation des salles *ad hoc*, du catering et du matériel en concertation directe avec le trio des formateurs/formatrices, au travers du membre de l'équipe désigné pour les assister.
- *Budget* : une fois les formateurs-trices élu-e-s par le collectif des gesticulant-e-s, CFS prendra contact avec eux trois pour établir le budget en fonction de leurs desiderata, avec la condition absolue d'arriver à l'équilibre.
- *Recrutement – inscription* : CFS se charge de faire la promotion de la formation et du recrutement. Chaque candidat-e à l'inscription se verra proposer, préalablement à la confirmation de son inscription, la possibilité d'une prise de contact avec un-e ancien-ne volontaire pour mener un entretien informatif. Une liste de ces volontaires pourrait être établie par le collectif des gesticulant-e-s à l'occasion de la réunion d'avril.

Depuis cette réunion d'évaluation, les conférencier(e)s gesticulant(e)s de la première formation se sont constitués en asbl, « **La Volte** ». La nouvelle formation est aujourd'hui programmée pour le second semestre de 2016. <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?rubrique230>

Le partenariat inclura, outre CFS et LA VOLTE, un centre de formation professionnelle aux arts de la scène (Cenforgil asbl) et un centre culturel (le CC Jacques Franck).

Sur ces bases clarifiées, une nouvelle formation est lancée, associant CFS, La Volte, Cenforgil et le CC Jacques Franck.

Elle est en ligne sur le site de CFS : <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article307>



1



2



3

1. Cycle cinéma à l'UP - analyse cinématographique «L'Amour existe» un documentaire de Maurice Pialat par Yvan Flasse (INSAS et ERG), en partenariat avec l'asbl Cinédit, janvier 2014
2. Formation au langage cinématographique autour du film : «Las Hurdes» (L. BUNUEL) ou l'impossible saisie du réel par Thierry Odeyn, en partenariat avec Smala cinéma et CFS-ep, à l'UP de Bruxelles, mai 2016
3. Cycle cinéma à l'UP - analyse du cinéma documentaire «L'important c'est de participer ?» par Guillermo Kozlowski, en partenariat avec l'asbl Cinédit, avril 2016

10° Arts engagés

Les questions artistiques, et plus largement ce qu'on appelle souvent de manière un peu trop rapide *la culture*, ont un statut un peu étrange dans le contexte du travail associatif ou militant. D'une part ces questions semblent un peu secondaires des « problèmes de riches » pour le dire d'une manière familière. L'artistique et le culturel sont souvent envisagés comme une jolie manière de montrer les choses, mais au fond l'essentiel ne serait pas là. À l'opposé, même dans les conceptions les plus utilitaristes du travail social, il est presque toujours question d'un volet socio-culturel. Et alors, lorsqu'on regarde toutes les valeurs, les possibilités, les bienfaits censés être apportés par la moindre pièce de théâtre dans une quelconque activité, on est au contraire souvent surpris par le caractère presque magique qui lui est accordé.

Si on ne restreint pas la culture et l'art à la simple esthétisation des choses, c'est-à-dire la place qui lui revient dans l'idéologie utilitariste aujourd'hui dominante, si on ne leur demande pas non plus d'accomplir des miracles, d'autres perspectives s'ouvrent. Il peut être question par exemple d'une critique concrète de la simplification des liens opérée par l'utilitarisme. En effet dans les pratiques artistiques, il est question d'expérimenter la forme que prennent les relations, les conflits, les contradictions, un travail qui permet de dépasser, pratiquement, l'idée abstraite qui limite les relations humaines à l'intérêt. À condition néanmoins que ce soit une recherche artistique (même très modeste) et non une activité alibi.

Dans le cadre de l'Université Populaire notamment, des représentations artistiques, particulièrement du théâtre et du cinéma, servent à comprendre la réalité de notre monde. Ces représentations font partie intégrante de notre travail à CFS, tant dans la formation axe 2 que dans la rédaction d'analyses et études axe 3.2.

Préhistoire

Le premier spectacle présenté à l'Université Populaire de Bruxelles en décembre 2008 constitue en quelques sortes la préhistoire du projet.

En 2010 était organisée une formation intitulée « Notre regard, une question de point de vue ? »⁷¹ dont le texte d'invitation, qui retrace aussi les activités artistiques et culturelles de cette année-là, témoigne de ses objectifs :

« Notre monde contemporain est saturé d'images, sur lesquelles nous posons des regards variés et complexes. C'est pourquoi, tenter une démarche d'appréhension du ou des regards, constitue un mode inédit d'observation et de compréhension du monde. A chaque regard, autant de lectures possibles du monde. »

Cette saison, la question du regard a traversé toute notre pratique de formation à l'Université populaire et au CFS. Des regards multiples et polysémiques :

- Lors de la conférence inaugurale, Vinciane Despret nous a invités à questionner le regard des chercheurs sur les animaux, ce regard qui crée leur « bêtise » ou qui observe la complexité de leur comportement.

- Paul Aron⁷² nous a indiqué le dilemme de Constant Malva, ou comment les regards du mineur de fond et de l'écrivain sont contradictoires et difficiles à concilier.

⁷¹ L'invitation complète est consultable sur les archives de l'UP à l'adresse suivante : <http://www.universitepopulaire.be/?p=814>

⁷² <http://www.universitepopulaire.be/?p=728>

- Le cycle « gueules noires » de Laurent Courtens⁷³ a proposé un regard sur la représentation du travail dans l'art.
- Que nous montre la télévision ? Avec quel regard la caméra nous restitue-t-elle la vie du monde ? En formation, nous avons étudié la théorie des médias de Chomsky, et sa critique avec Philippe Corcuff.
- Notre expérience d'alphabétisation, relayée par les Ateliers du mardi, montre l'importance de notre regard sur les personnes analphabètes, selon que nous les voyions comme « déficientes » ou selon le mot d'ordre du GFEN « tous capables ».
- Avec Lionel Thelen, nous avons aussi évoqué notre regard de « compassion » pour le SDF.
- Enfin, le film « la chaîne du silence »⁷⁴ nous donne à regarder la souffrance au travail, et oppose « le regard qui voit » au « regard qui ne voit pas » la détresse d'un ouvrier à la chaîne chez VW. »

À partir de 2012, la plupart de ces thématiques seront développées à travers les activités de CFS.

Art contemporain

Le cycle proposé par Laurent Courtens, historien de l'art, critique d'art et programmateur à l'ISELP (l'Institut supérieur pour l'étude du langage plastique), continuera en 2012, sous la forme de cinq séances de formation intitulées : « Art en engagement : les amants infernaux »⁷⁵. Cinq autres séances de formation : « Colères, enchantements... de quelques possibles en art »⁷⁶ ont été organisées en 2014, dont voici le début de la présentation :

« Il s'agira de prospecter les possibilités offertes par l'art en termes de cheminement de la conscience, de découverte du langage, de questionnement des langages établis. Quels territoires ouvre l'expérience d'une œuvre ? Quels parcours permet-elle d'initier ?

Pour tenter de répondre à ces questions, on partira des œuvres elles-mêmes : pour chaque séance, un paysage, une partition. Construite sur une tonalité, une couleur, un timbre. Correspondant à un état affectif, une disponibilité, une humeur au sens de la médecine médiévale : mélancolique, sanguine, colérique, flegmatique... Chacun de ces paysages est d'abord proposé à la lecture du public, à une construction commune du sens, avant d'être motivé, expliqué, nourri de commentaires, de lectures et d'échos. »

Trois autres journées de formation ont lieu en 2015 questionnant : « La fabrique de l'autre » (voir le point 6 sur les primo-arrivants)⁷⁷.

Il est à chaque fois question de penser et de comprendre comment les représentations qui nous constituent se mettent en place. Mais aussi comment se fabriquent des représentations alternatives, d'autres images.

Images

Ce travail qui avait été amorcé dans le domaine des images par la formation « Notre regard, une question de point de vue ? »⁷⁸, continuera notamment avec la formation critique et la pratique des formes audiovisuelles en septembre 2014, « Initiation au photo-journalisme »⁷⁹ (en collaboration avec le collectif Krasnyi) en 2016, et, depuis le 14 mai 2016 une « Formation au langage cinématographique »⁸⁰ co-organisée avec CINEDIT ASBL et animée par Thierry Odeyn.

⁷³ <http://www.universitepopulaire.be/?p=697>

⁷⁴ <http://www.universitepopulaire.be/?p=805>

⁷⁵ <http://www.universitepopulaire.be/wp-content/uploads/2012/01/art-en-engagement.pdf>

⁷⁶ <http://www.universitepopulaire.be/?p=1209>

⁷⁷ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article277>

⁷⁸ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article233>

⁷⁹ <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article299>

⁸⁰ <http://www.universitepopulaire.be/?p=2394>

Lors de la saison 2013-2014 de l'Université Populaire s'est mis en place un cycle d'analyse cinématographique co-organisé avec l'ASBL Cinedit. Ce cycle qui se poursuit depuis, au rythme d'environ une séance par mois, se propose comme un lieu de travail pour penser des questions de notre société à travers le cinéma. Un travail sur les images, la manière dont elles sont constituées, ce qu'elles permettent de voir et sur ce qu'elles nous montrent. À ce jour 18 séances ont eu lieu⁸¹.

En parallèle CFS a développé une thématique spécifique « Arts engagés » dans sa production d'analyses, qui reprend certaines des problématiques abordées ci-dessus. Parmi ces travaux : "Comment devenir fou aujourd'hui ?"(2015)⁸², "Éducation populaire et cinéma"⁸³ (2015) , "Comment devenir étranger ?" (2016).

Les images sont omniprésentes dans notre société mais en dehors d'un public relativement spécialisé elles sont peu pensées. Dans le milieu associatif il est parfois questions de critique des médias, mais cette critique est le plus souvent attachée aux discours produits par les médias. Le travail sur la constitution des images, sur leur fonctionnement social, sur leur mode de production nous semble néanmoins essentiel, non seulement pour se défaire de certains imaginaires, mais aussi pour créer d'autres images.

Mélanges

Pendant la saison 2012-2013 sur la crise économique, l'Université Populaire propose une conférence gesticulée : *La Dett'scroquerie, comment vulgariser la question de la dette ?*⁸⁴, une pièce de théâtre *D'un retournement à l'autre* (de Frederic Lordon), ainsi qu'un film, *L'argent-dette* (de Paul Grignon), comme éléments de compréhension des questions économiques.

Pendant l'année 2016 CFS a participé à un travail avec le Conseil social de Laeken. Le point de départ de ce travail est défini ainsi :

« Nous avons également pensé qu'il était important d'aborder l'aspect de la culture parce que nous avons l'impression que c'est un aspect qui se détache de nos pratiques quotidiennes comme s'il y avait la culture d'une part et d'autre part ce que je fais dans mon travail au quotidien (du soutien scolaire, de l'insertion socio-professionnelle, ...).

Quand nous parlons de culture, ne voyons-nous que l'aspect artistique ou établissons-nous des liens avec le travail que nous faisons au quotidien.

Pour appréhender cet aspect, nous opérons comme nous avons l'habitude de le faire à la CSL : partir des réalités. »

Loin d'être une préoccupation secondaire ou superficielle le travail sur l'art et la culture est pour CFS une question transversale. En prenant simplement son sens littéral, ce mot s'applique bien au travail réalisé à CFS par rapport à l'art et à la culture. Le travail artistique est une manière privilégiée de penser la complexité d'une société, la forme que prennent les relations entre les habitants d'un territoire.

⁸¹ La liste complète se trouve à l'adresse suivante: <http://www.universitepopulaire.be/?cat=796>

⁸² <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/a18-gk-folie-cinema-def.pdf/>

Publié dans une revue hors-série consacrée à Images mentales, des « rencontres cinématographiques » de « l'Autre lieu ».

⁸³ http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/analyse2015_ep_et_cinema.pdf

Ce texte est publié dans le numéro 3 de la revue SMALA cinéma.

⁸⁴ <http://www.universitepopulaire.be/?p=1021>



1



2

1-2. Manifestations contre la dégressivité des allocations de chômage, juin 2012 et novembre 2014
 3. Carine Barthélemy, directrice de La Rue asbl et Hugues Estéveny, coordinateur de LEE Bruxelles - Plate-Forme Stop Attestations, invités sur le plateau de #M, BX1, mai 2016



3

Les Questions De Société

Nous analysons ici spécifiquement les Questions de société que nous organisons pour le personnel de Lire et Ecrire Bruxelles depuis 2011, et ce pour diverses raisons :

- C'est le plus gros programme annuel de CFS à l'axe 2, produisant à lui seul environ 3.000h / an (sur les 11.250 à produire) ;
- C'est le plus long programme mis en œuvre (11 QDS de 3 jours = 33 journées de formation), qui concerne tous les travailleurs de Lire et Ecrire Bruxelles (environ 100 personnes), et qui est un programme obligatoire ;
- C'est le programme le plus transversal, il s'appuie tôt ou tard sur les 10 thématiques analysées plus haut, tantôt en amont (préparation), tantôt en cours de formation (temps de co-construction), tantôt en aval (analyses et publications).
- C'est un programme coordonné par CFS, mais à l'initiative des deux mouvements ouvriers fondateurs de Lire et Ecrire, le MOC et la mouvance de la FGTB dont CFS fait partie. Les formations sont assurées en 8 groupes, 4 portés par le CIEP et 4 par CFS. Elles ont donc aussi un objectif politique : « faire lien entre les travailleurs et les deux mouvements porteurs ».

Nous avons été amenés à produire une analyse des questions de société publiée dans le **Journal de l'alpha** n°195 « Débat et argumentation ». Elle nous semble introduire parfaitement la démarche de ces QDS, et la reprenons donc ici :

Former les travailleurs aux questions de société : une priorité, un engagement

Depuis 2011, les mouvements ouvriers – chrétien et socialiste – fondateurs⁸⁵ de Lire et Ecrire Bruxelles, organisent 6 journées de travail par an sur les 'questions de société' qui traversent notre pratique d'alphabétisation, à destination des travailleurs du secteur. Cet article vise à décrire et analyser le contexte de cette expérience, son déroulement, les pédagogies mises en œuvre, les richesses et les limites du projet.

Contexte et objectifs

Depuis 2011, le Conseil d'administration de Lire et Ecrire Bruxelles a décidé de consacrer 3 journées par semestre (donc 6 jours par an) au travail de 'questions de société' (QDS) avec tous les travailleurs de l'association, en élargissant parfois à d'autres travailleurs du réseau bruxellois d'alphabétisation.

Si le Conseil d'administration estimait que le domaine des formations 'pédagogiques' était largement et pertinemment couvert par l'association, les travailleurs – notamment les formateurs, mais aussi le personnel administratif et les cadres – se heurtaient de plus en plus souvent à des 'questions de société' qui dépassaient leurs capacités d'intervention. Nous pensons par exemple aux pressions liées au déficit de places en alpha, à l'activation des chômeurs par le Plan d'Accompagnement des Chômeurs et des bénéficiaires du Revenu d'Intégration Sociale ou de l'aide sociale, aux demandes d'attestations de toutes sortes, à la

⁸⁵ Les associations d'éducation permanente du MOC de Bruxelles et ses associations constitutives d'une part, de la FGTB de Bruxelles et les associations bruxelloises de la mouvance socialiste d'autre part (statuts coordonnés de Lire et Ecrire Bruxelles, 2005).

problématique de l'accueil des primo arrivants, au turnover dans les cours, à la complexification des exigences des pouvoirs publics au niveau administratif, ou au poids croissant de la 'responsabilisation' des cadres dans les dispositifs qu'ils pilotent...

Il s'agissait aussi de renforcer la formation des travailleurs de Lire et Ecrire Bruxelles – et du réseau – pour leur permettre de mettre en œuvre le programme d'action pluriannuel de l'association dans le cadre du décret Éducation permanente. L'objectif de ces journées était donc d'armer les travailleurs avec des outils d'analyse sociale et de contribuer à la transformation sociale en lien avec les deux mouvements porteurs de Lire et Ecrire Bruxelles. Ces journées QDS étant éminemment 'politiques' et devant permettre de prendre du recul par rapport aux situations quotidiennes, elles ont été confiées à deux organismes de formation issus des mouvances ouvrières chrétienne (le CIEP de Bruxelles) et socialiste (le Collectif Formation Société asbl), tous deux formateurs agréés à l'axe 2 du décret Éducation permanente.

Concrètement, pour permettre à tous de participer, les cours sont suspendus et la participation est obligatoire pour tous les travailleurs de l'association. Environ 120 personnes participent à ces journées QDS, organisées en 8 groupes de formation de 15 personnes chacun. Chaque cycle de 3 jours est organisé autour d'une thématique, celle-ci pouvant être déclinée de manière spécifique dans chaque groupe. Chaque fois que c'est possible, les travailleurs choisissent le groupe auquel ils vont participer.

Les thématiques travaillées

Le premier cycle s'est déroulé en 2011, sous la même forme aux premier et second semestres, sous le titre fondateur **questions de société**. Il a abordé 8 thématiques issues et en lien avec les pratiques professionnelles des formateurs : comment fonctionne l'économie capitaliste ? Qu'est-ce que le précaire ? Comment gérer la diversité culturelle ? Par une approche philosophique du 'vivre ensemble' ? qu'est-ce que l'émancipation ? comment combattre la pensée unique ? quelle école de la réussite ? quelle égalité des genres ? Chaque travailleur a choisi un groupe au premier semestre, un autre au second semestre.

En 2012, les QDS se structuraient autour de la thématique de l'austérité, au premier comme au second semestre : **comprendre la crise, combattre l'austérité**. Le programme précisait : *« Dans ce contexte marqué par les débats permanents autour des 'économies à réaliser', comment comprendre et défendre que 'l'austérité n'est pas une fatalité' ? Comment assainir une situation socioéconomique difficile sans porter préjudice aux personnes précarisées ? À ces questionnements répond notre participation aux mobilisations du front commun syndical de décembre 2011 (manifestation nationale) et de janvier 2012 (grève nationale interprofessionnelle)⁸⁶. Par ailleurs, des questions qui engagent notre avenir continuent de faire la une de l'actualité. Nous devons en comprendre les enjeux et être à même d'interpeller les acteurs politiques et d'en débattre avec eux, notre avenir en dépend : faut-il repousser l'âge de la pension ? La liaison des salaires à l'index est-elle un obstacle à notre compétitivité ? Quelle est cette Europe qui nous impose des normes budgétaires ? Les allocations de chô-*

⁸⁶ Participation poursuivie l'année suivante avec l'action du 30 septembre 2013, initiée par la Plateforme pour la prospérité et contre les inégalités et qui avait précisément pour objet de rappeler la nécessité de mettre un terme aux inégalités entre les riches et les pauvres dans notre société.

mage des jeunes sont-elles menacées ? Comment sauvegarder notre système de sécurité sociale ? ».

Se pose à nous également la question des services publics, de l'évolution du précaire, des primo arrivants, de la dette publique et de la financiarisation de l'économie. À l'évidence, il y a une grande continuité dans les thèmes abordés. L'objectif affiché par le CA est de former les travailleurs de l'alphabétisation « *pour qu'ils s'approprient les enjeux sociaux actuels et participent au mouvement social sans être instrumentalisés* ». Ainsi formés, ils manifestent en toute connaissance de cause et peuvent intervenir dans les groupes pour former les apprenants à ces mêmes enjeux et les mobiliser pour participer avec eux au mouvement social.

Au premier semestre 2013, les QDS ont été consacrées aux thématiques d'action que Lire et Ecrire a définies pour l'axe 1 du décret Éducation permanente pour la programmation 2012-2016, à savoir **les droits culturels, les droits sociaux, les droits politiques et les droits à l'information**.

Après une pause liée à la réorganisation interne de Lire et Ecrire Bruxelles, en mai 2014, les QDS ont été consacrées à une analyse de l'**État social actif**, au travers de 3 approches : comprendre l'origine et la nature de l'ESA (à partir d'un apport de Bernard Conter), en quoi a-t-il modifié le travail social ? (à partir d'apports d'Abraham Franssen), quelles alternatives/résistances possibles ? Ici la thématique est la même pour tous les groupes en formation, la seule spécificité étant l'approche particulière de chacun des 8 formateurs.

Comment ces journées sont-elles pilotées ?

Ces journées tentent⁸⁷ de s'inscrire dans une logique d'éducation populaire 'intégrée', au sens de Christian Maurel, « ***l'éducation du peuple, par le peuple et pour le peuple*** ». Pour ce sociologue et intervenant à l'Université Populaire du Pays d'Aix, l'éducation populaire est « *l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple, et augmentent leur puissance démocratique d'agir* »⁸⁸.

Il s'agit, en amont, de mobiliser les savoirs d'expérience des travailleurs, puis de confronter ces savoirs avec les savoirs académiques pendant les journées de formation, de capitaliser ensuite ces apports par l'écriture (recherches), pour, en aval, augmenter la puissance d'agir des participants (qu'est-ce qui a changé après la formation ?). Une démarche qui s'articule donc autour de 4 temps.

En amont : puiser dans les 'savoirs chauds'...

En amont, nous tentons de partir des expériences des travailleurs de Lire et Ecrire, notamment dans deux domaines :

- Dégager les questions qui se posent à eux et à leurs apprenants pour créer des journées QDS en phase avec ces questions⁸⁹.

⁸⁷ Tenter = essayer de..., indique une intention, parfois réalisée, parfois pas.

⁸⁸ MAUREL Christian, Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation, Paris, L'Harmattan, 2010.

⁸⁹ Nous travaillons ici en nous appuyant sur les témoignages et dynamiques issues de nos pratiques d'éducation populaire (axe 1 du décret).

- Valoriser leurs savoirs d'expérience issus de leur itinéraire de vie et de leur pratique professionnelle.

Au vu des itinéraires de vie et de la composition multiculturelle du personnel de Lire et Ecrire Bruxelles, ces savoirs sont particulièrement riches à faire émerger et à travailler. Et ces travailleurs qui font état de leurs questionnements se font également le relai des questions que posent les analphabètes. Autant d'éléments et de savoirs qui nous interpellent et vis-à-vis desquels il nous faut prendre de la distance pour pouvoir les travailler.

Nous pouvons ici nous référer aux travaux de Miguel Benasayag, et à son expérience dans les Universités Populaires - Laboratoires sociaux de la Cité des 4000 et de Ris-Orangis⁹⁰. « *Le travail de Miguel Benasayag part de l'hypothèse suivante : un mode de savoir est à la fois le produit, et une manière de légitimer et de permettre le fonctionnement d'un certain type de pouvoir. Dans notre société le savoir technique dominant prétend à une hégémonie sur l'ensemble de nos vies : l'éducation, la santé, l'alimentation, le lien social, etc. Cette hégémonie est liée au pouvoir omniprésent des 'experts', managers, gestionnaires, etc. Le savoir sur l'expérience notamment est totalement dévalorisé. La problématique des laboratoires sociaux est de travailler ces savoirs assujettis, minoritaires. On pâtit de beaucoup de choses, la question est de trouver comment transformer ce pâtit en un savoir sur ce qui nous affecte, et retrouver ainsi une puissance d'agir sur le monde.* »⁹¹

Une autre approche – convergente – est celle de Vincent de Gaulejac qui se définit comme 'sociologue clinicien' et a notamment travaillé sur la souffrance au travail⁹². Son approche le conduit à intégrer la parole des travailleurs en souffrance. Dans les QDS, cette approche a par exemple permis de mettre en évidence une profonde souffrance des travailleurs de première ligne, en lien avec la pression sur le public analphabète, et par ricochet sur les accueillants et les formateurs. Un exposé de l'agente d'accueil et d'orientation de Molenbeek, Kasmia Chafik, a ainsi été le point de départ d'une des formations QDS.

Une intervention de formation

Les 3 journées d'intervention dans les QDS sont centrées sur la formation, définie comme un processus qui vise à la confrontation des représentations et des savoirs d'expérience des travailleurs avec des savoirs académiques amenés par des personnes ressources externes.

S'appuyant sur les représentations des participants, le rôle de l'animateur est alors d'impulser une démarche de déconstruction avec pour objectif de co-construire de nouvelles représentations et de créer de nouveaux savoirs qui renforcent la 'puissance d'agir' des participants et contribuent à la transformation sociale. Un exposé a par exemple déconstruit la question de la fiscalité : personne n'aime payer des impôts... et pourtant l'ensemble de nos activités à Lire et Ecrire, les salaires des travailleurs (ACS) et les allocations des participants sont financés sur base de l'impôt. À cette occasion, un exposé d'Ahmed Laaouej,

⁹⁰ Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste français, intervient de manière régulière dans le Laboratoire social de l'Université Populaire de Ris-Orangis, dont la philosophie de travail et les comptes rendus de séances sont capitalisés sur le site www.mjcris.org/up_laboratoireSocial_index.html

⁹¹ Guillermo KOZLOWSKI, chercheur à Collectif Formation Société asbl (CFS), après avoir participé à l'Université Populaire de la Cité des 4000.

⁹² De GAULEJAC Vincent, *Travail, les raisons de la colère*, Seuil, 2011.

expert à l'IEV (Institut Emile Vandervelde) sur cette question, a permis de modifier notre perception des impôts et de commencer à penser ce que pourrait être une 'fiscalité juste'.

Le processus de reconstruction s'appuie sur des apports théoriques et sur les savoirs d'expérience. Franck Lepage parlerait ici de confrontation des 'savoirs chauds' et des 'savoirs froids'. « *On pourrait définir la conférence gesticulée⁹³ comme la rencontre entre des savoirs chauds et des savoirs froids. Cela ne donne pas un savoir tiède, cela donne un orage ! Les savoirs 'chauds' : savoirs 'illégitimes', savoirs populaires, savoirs politiques, savoirs de l'expérience... savoirs utiles pour de l'action collective... (...) Les savoirs 'froids' : l'université publie d'excellentes analyses politiques, sociologiques, sur tous les sujets dont nous avons besoin... Boltanski et Bourdieu sur la culture du capitalisme, Castel sur le social, Eme et Wuhl sur l'insertion, Dubet sur l'école, Donzelot sur la ville... comment se fait-il que ces savoirs ne servent à rien dans la mobilisation et l'action collective ? Les 'acteurs' sociaux ne lisent pas ou peu la production des intellectuels, qui elle-même ne rencontre pas ou peu le travail des acteurs sociaux.* »⁹⁴

Ce type d'approche, de confrontation des savoirs chauds et froids, est mobilisé dans les QDS. Prenons un exemple : après une conférence de Robert Castel⁹⁵ dans le cadre de l'Université Populaire de Bruxelles sur la question du précaire, ce dernier nous a invités à donner corps à son propre concept qu'il jugeait lui-même 'fort théorique'.

Animateur dans le cadre des QDS, j'ai été amené sur ces bases à confronter l'analyse théorique de Castel sur le précaire aux savoirs des participants. J'ai animé 4 groupes de 3 journées sur cette question, donc avec une soixantaine de participants. Il a été demandé à chacun d'entre eux de partir de la situation d'un travailleur précaire qu'il connaît, dans les cours, parmi ses proches, parfois de sa propre situation (antérieure à son engagement à Lire et Ecrire). Les apports étaient ainsi très impliquants, très 'chauds'. On a confronté ces 60 itinéraires de vie relatés⁹⁶ aux apports théoriques de Castel. L'analyse de Castel a non seulement été validée, mais surtout enrichie au-delà de ce qui était attendu. Ces apports ont abouti à une première étude sur le précaire à Bruxelles⁹⁷.

Une capitalisation écrite

L'émergence des savoirs d'expérience, les méthodes utilisées et les nouveaux savoirs construits tombent le plus souvent dans l'oubli et ne sont habituellement pas transférés. Seul le passage à l'écrit permet cette capitalisation. Nous essayons donc, même si la démarche n'est pas encore systématisée, de capitaliser cette construction de nouveaux savoirs dans des textes. Les travaux animés dans le cadre de QDS ont par exemple abouti à enrichir l'écriture de deux numéros des *Cahiers du Fil Rouge*, la publication de CFS asbl, en coproduction avec Lire et Ecrire Bruxelles : le numéro 16-17 sur le précaire et le numéro 19 sur l'austérité⁹⁸.

⁹³ Dans la conférence gesticulée, la gesticulation remplace le discours.

⁹⁴ Tiré du site de la coopérative d'éducation populaire 'Le Pavé', www.scoplepave.org/formation-de-conferencier-gesticulant

⁹⁵ Cette conférence, **De la précarité au précaire**, est en ligne sur le site de Rhizome-Tv : www.rhizome-tv.be/spip.php?article49

⁹⁶ Sur la richesse méthodologique du récit de l'expérience de vie, voir notamment : LE GRAND Jean-Louis et PINEAU Gaston, **Les histoires de vie**, PUF, Coll. Que sais-je, 2013 (5^e édition). Sa mise en œuvre dans le cadre du projet d'Université Populaire de Paris 8 est relatée dans : Les Cahiers du Fil Rouge, CFS asbl, n°18, juin 2013 (téléchargeable à la page : www.universitepopulaire.be/?page_id=843).

⁹⁷ LEDUC Alain, **Le précaire à Bruxelles. Retrouver une 'puissance d'agir'**, in Les Cahiers du Fil Rouge, CFS asbl, n°16-17, octobre 2012, pp. 22-46 (numéro téléchargeable à la page : www.universitepopulaire.be/?page_id=843).

⁹⁸ Tous deux également téléchargeables à la page : www.universitepopulaire.be/?page_id=843

Il y a néanmoins une rupture entre la production de savoirs lors des QDS et leur écriture qui est confiée à des 'chercheurs'. Nous pensons que cela doit être modifié. C'est notamment ce constat de la nécessité d'articuler l'action sur le terrain, les savoirs des participants et les apports théoriques qui nous a amenés, au niveau de l'équipe de CFS et de la mission 'recherche' de Lire et Ecrire Bruxelles, à mettre en place de septembre 2014 à juin 2015 une formation à la recherche en éducation populaire, dont un objectif pourrait être la création d'un 'laboratoire de recherche en éducation populaire'.

Notre démarche de référence est celle qui a présidé à l'expérience de l'Université Populaire de Paris 8, qui place d'emblée la personne en formation non pas dans la position 'd'apprenant' mais plutôt 'd'apprenti-chercheur'. Nous avons relaté et analysé cette expérience passionnante dans les *Cahiers du Fil rouge* n°18⁹⁹.

En aval : une puissance d'agir (transformation sociale)

Après un cycle de 3 journées sur une thématique, chacun retourne au boulot, dans la pression du quotidien. Quelle est la transformation sociale induite ? Si nous ne disposons pas d'un 'observatoire' systématique, nous pouvons néanmoins affirmer que certaines démarches sont issues des QDS.

Par exemple, l'implication de Lire et Ecrire Bruxelles dans l'organisation des deux manifestations contre la dégressivité des allocations de chômage est issue de rencontres syndicales au sein des QDS (celle de juin 2012 et celle de janvier 2014).

Autre exemple, l'idée – en cours de réalisation – de créer une attestation de formation alternative pour l'ONEM ou d'autres organismes publics est née dans une formation sur le précaire.

Enfin, la participation de nos comités d'apprenants au Réseau bruxellois des Collectifs de chômeurs a sans doute été rendue évidente par le travail en QDS sur la situation précaire de nos publics. Ces comités d'apprenants comptaient parmi les signataires de l'appel à participer le 11 mai 2014 à la Marche contre les chasses aux chômeurs/ses et pour le changement de politiques.

Richesses et limites de l'expérience

QDS est une démarche qui a suscité beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme. Elle répond bien à une nécessité d'armer nos travailleurs sur des questions devenant de plus en plus complexes. Les évaluations des participants sont globalement positives. La plupart d'entre eux estiment que ces journées leur apportent des outils de compréhension de notre société dont ils ne disposaient pas. Certains soulignent aussi l'opportunité qui leur est offerte : « *Notre patron nous paie des formations de ce niveau sur le temps de travail.* »

Plusieurs questions subsistent et méritent néanmoins d'être mieux prises en compte.

⁹⁹ Voir note de bas de page 12.

La première est la question de l'obligation d'y participer, qui a parfois eu des effets contre-productifs (comme toute obligation). Nous la maintenons et la justifions comme faisant partie intégrante du droit à la formation, au même titre que l'obligation scolaire ou l'obligation de voter. L'obligation 'protège' chaque travailleur de la pression du travail. On n'a pas trouvé mieux jusqu'à présent...

Notre pratique reste tâtonnante : le 'processus' de co-construction souhaité n'aboutit pas toujours, parfois l'attente très forte des participants d'apports théoriques externes est un obstacle au travail de valorisation de leurs savoirs propres. Ils ont l'impression que la réponse à leurs questions doit venir de l'extérieur, les 'experts' restent survalorisés. Les dynamiques espérées ne sont donc pas toujours au rendez-vous : si nous partageons tous l'idée d'une 'vraie démarche d'éducation populaire', nous n'avons pas de 'recettes' pour y aboutir sûrement.

À certains moments, les travailleurs attendent également une sorte de transfert immédiat des apprentissages issus des QDS dans les cours ou la pratique associative. Des sortes de 'modes d'emploi' qu'on peut mettre en œuvre, ou des outils pédagogiques 'clés sur porte'. Les mouvements porteurs plaident quant à eux pour la nécessité d'une certaine distanciation de ces temps de formation par rapport aux réalités de terrain. Mais tous conviennent de la nécessité de renforcer les liens avec le pôle pédagogique, en amont comme en aval.

Enfin, cette démarche crée beaucoup d'espairs, mais aussi parfois de frustrations. Une meilleure connaissance de la question du précaire peut contribuer au découragement comme au souhait de se mobiliser. Et nous devons admettre que parfois les mouvements porteurs n'apportent pas toutes les réponses attendues ou que notre rapport de force, notre capacité d'influer sur la transformation sociale est très faible. Nous avons néanmoins le sentiment d'avoir contribué à une 'petite victoire' lorsque le gouvernement a amendé son plan d'exclusion du chômage des jeunes bénéficiaires d'allocations d'insertion début mai 2014.

Après 6 cycles de 3 journées, de 2011 à 2014, le travail des 'questions de société' dans le secteur de l'alphabétisation à Bruxelles reste enthousiasmant et pertinent, à condition d'être capables de continuer à questionner le projet et notre mode d'intervention, et ce de manière permanente.

Thématiques travaillées

Au moment de déposer notre rapport quinquennal, 10 cycles QDS ont été réalisés, et le 11^{ème} est en préparation pour le second semestre 2016. En voici la liste exhaustive :

2011

Questions de société 1 – Thématique sociales diverses / Dates : 10 février, 03 mars et 19 mai
Economie capitaliste - Jean-Baptiste Traversa ; Diversité culturelle - Myriam Azar ; Philo du vivre ensemble - Anne Loontjens, Guillermo Kozlowski et Isabelle Stengers ; Emancipation - Myriam Djegham ; Pensée unique Pensée critique - Myriem Amrani ; Mixité de genre - Anne Françoise Theunissen ; Précarité des travailleurs – Alain Leduc ; Ecole - Sandrine Grosjean.

Questions de société 2 - Thématique sociales diverses / Dates : 22 septembre et 27 octobre
La mondialisation des capitaux - Nathanaëlle Adam et Anna Rodriguez ; Economie capitaliste - Jean-Baptiste Traversa ; Diversité culturelle - Myriam Azar ; Emancipation – Julia Pietri ; Pensée unique Pensée critique - Myriem Amrani ; Mixité de genre - Anne Françoise Theunissen ; Précarité des travailleurs – Alain Leduc ; Ecole - Sandrine Grosjean

2012

Questions de société 3 – Comprendre la crise – combattre l’austérité / Dates : 28 mars, 17 avril et 24 avril

L'indexation des salaires - Frédérique Lemaitre ; La sécurité sociale : chômage – Myriam Azar ; La sécurité sociale : pension - Myriem Amrani ; La fiscalité - Gihène Bayouhd ; Les services publics - Myriam Djegham ; L'immigration - Nathanaëlle Adam ; Le capitalisme financier - Magali Gillard ; La dette publique – Jacques Debatty ; L'Europe - Jalil Bourhidane, Antoine Roisin

Questions de société 4

Dates : 08 novembre, 22 novembre, 11 décembre

Idem

2013

Questions de société 5 – Droits culturels, sociaux, politiques et droits à l’information

Dates : 19 février, 12 mars, 28 mars

Accès aux droits sociaux - Thomas Englert ; Accès aux droits sociaux - Magali Gillard ; Accès aux droits culturels - Ayse Eryoruk ; Accès aux droits culturels – Myriam Azar ; Accès aux droits politiques - Myriem Amrani ; Accès aux droits politiques - Gihène Bayouhd ; Accès aux droits à l'information - Myriam Djegham ; Accès aux droits à l'information – Livia Tréfois

2014

Questions de société 6 - L'état social actif / Dates : 08 mai, 12 mai, 21 mai

Animateurs : Livia Tréfois, Antoine Roisin, Myriam Djegham, Diane Quittelier, Philippe Vicari, Guillermo Kozlowski, Nathanaëlle Adam, Myriam Azar, Magali Gillard

Questions de société 7 - Le collectif en état d'urgence /Dates : 18 novembre, 26 novembre, 27 novembre

Animateurs : Philippe Vicari, Guillermo Kozlowski / Corinne Terwagne, Diane Quittelier, Myriam Azar, Thomas Englert , Dominique Poncelet et Nathanaëlle Adam, Myriam Djegham , Magali Gillard

2015

Questions de société 8 – Bien commun / Dates : 23 avril, 11 et 21 mai

Littérature – Renaud Maes ; Droits humains – Philippe Vicari ; Ecole-éducation – Myriam Azar ; Eau – Diane Quittelier et Jacqueline Michaux ; Santé - Myriam Djegham ; Savoirs-éducation - Magali Gillard et Thomas Englert ; Terre - Nathanaëlle Adam ; Travail - Pietro Tosi

Questions de société 9 - Le modèle dominant / Dates : 13, 20 et 26 octobre

Idéologie mobilitaire – Renaud Maes ; Les alternatives - Magali Gillard et Thomas Englert ; Libéralisme sans liberté – Pietro Tosi ; Le devoir de mémoire – Philippe Vicari ; A quoi sert la pensée dominante - Azzedine Hajji et Alain Leduc ; La publicité - Nathanaëlle Adam ; La croissance et ses mythes - Corinne Terwagne ; Monde du travail - Myriam Djegham

2016

Questions de société 10 – Lutte contre la pensée dominante, initiatives de reprises de pouvoir / Dates : 4, 16 et 19 février

Désocculter l'Histoire. Luttés de vérité, apurement du passé ? – Philippe Vicari ; Intersectionnalité des dominations et convergence des luttes – Renaud Maes ; Le féminisme – Dominique Poncelet ; L'émancipation par l'auto-organisation - Gilles Lantéz/Pablo Nyns ; Les luttes antiracistes – Thomas Englert ; Les luttes des travailleur/ses qui reprennent leurs entreprises en autogestion - Myriam Djegham ; Les luttes des travailleurs/ses sans papiers – Pietro Tosi ; Résistances au néo-colonialisme - Ibrahim Akrouh/Guillermo Kozlowski

Questions de société 11 - Les attentats : construire une analyse critique / Dates : fin 2016

Nous avons déjà eu l’occasion de faire le lien entre ces QDS et nos publications, notamment l’étude sur le précaire (*Fil Rouge N° 16-17*) et nos analyses sur l’austérité (*Fil Rouge N° 19*), ou les « *Contribution au débat* » sur le parcours d’accueil, l’état social actif ou le management.

D'autres analyses et études ont été produites plus récemment en 2015 et 2016 en lien avec les QDS 8 et 9-10 :

Outre les publications précédents déjà citées (Précariat, Austérité, ...) analyses et études spécifiques en lien avec les thématiques de QDS :

COMMUN : QDS 8

-MAES Renaud, "Déconstruire la « Tragédie des Communs" »

Cette analyse constitue le premier volet d'une série d'analyses du Collectif formation société consacrées à la question des biens communs et du commun, qui résultent d'échanges lors de séances de formation de travailleurs dans le secteur de l'alphabétisation (Lire & Ecrire) et du travail de l'Université populaire de Bruxelles sur l'ouvrage Commun, de Pierre Dardot & Christian Laval, publié en 2014 par La Découverte...

-MAES Renaud, "Anticommun, tu perds ton sang-froid !"

(Etude) Cette étude constitue le second volet d'une série d'analyses et études du Collectif Formation Société consacrées à la question des biens communs et du commun, qui résultent d'échanges lors de séances de formation de travailleurs dans le secteur de l'alphabétisation (Lire & Ecrire) et du travail de l'Université populaire de Bruxelles sur l'ouvrage Commun, de Pierre Dardot & Christian Laval, publié en 2014 par La Découverte.

IDÉOLOGIES DOMINANTES : QDS 9-10

-MAES Renaud, "Radicalisation, le retour"

La notion de « radicalisation » est de ces notions-écrans qui permettent de laisser accroire qu'on peut « réguler » un phénomène social interpellant – puisqu'on a un « label » à apposer sous-tendant une forme de « modélisation » du phénomène, on peut alors « prendre les mesures ad hoc ».

-MAES Renaud, "Décoder le discours mythique. Une étude de cas : le blocage de la E40"

La démarche de recherche en éducation populaire est souvent confrontée à une difficulté : comment appréhender le discours de pouvoir et ses effets ? En effet, il semble indispensable de s'y confronter pour identifier sinon les possibilités de transformation sociale, au moins les outils permettant de « faire prise » face à ce discours.

-KOZLOWSKI Guillermo, "Politisation et dépolitisation : Les mots ne sont pas magiques"

Dans des régimes plus autoritaires, le problème se pose autrement, mais là où le consensus, la concertation, la participation, l'écoute... sont omniprésents, bref là où l'on privilégie la parole, tout peut être dit, proposé, critiqué, débattu...

-KOZLOWSKI Guillermo, "Télévision et vérité"

La télévision est... elle est ce qu'elle est. Et les conséquences de la télévision telle qu'elle est sont ce qu'elles sont. Tout cela a déjà été assez abordé pour que chacun ait son point de vue. On m'a posé une autre question : quelle télévision alors ? Je ne sais pas ce que doit être la télévision, et si elle disparaissait ce ne serait pas forcément un problème. Lire la suite

-KOZLOWSKI Guillermo, "Des cellules aux artefacts"

La cellule et l'artefact représentent deux paradigmes différents. Dans le travail social, on les retrouve tous les deux. La première correspond à une vision plus classique du travail social tel qu'il se développe dans le courant du XIXème siècle. La deuxième correspond au travail social tel qu'il se met en place dans les 1990-2000, en Belgique on a appelé ce tournant « État social actif ».

Certaines conférences de l'UP ont aussi pu être articulées avec des formations QDS, comme par exemple aussi : Christian Laval (COMMUN)

Processus d'évaluation

En amont, les thématiques sont fixées en accord avec Lire et Ecrire Bruxelles, parfois à l'issue d'un sondage auprès de tous les travailleurs.

Chaque cycle se termine par une évaluation au départ individuelle, aujourd'hui par groupe en formation.

Chaque QDS est préparé et débriefé par un groupe de pilotage constitué des formateurs et de représentants du CIEP, de CFS et de Lire et Ecrire Bruxelles. Renaud Maes assure pour CFS la coordination de ce groupe.

Les questions qui apparaissent sont présentées régulièrement devant les 110 travailleurs, voici par exemple les problèmes relevés en 2015 :

Questions en débat sur les QDS

- Sur leur **organisation** : sur le sens de l'obligation, sur la fréquence, sur le nombre de journées, sur l'impact sur le travail quotidien,
- Sur le **choix des thématiques**, leur émergence, leur traitement avant et après la formation,
- La manière de **s'emparer des contenus**, en tant que formateur, en tant que non-formateur, sur le lien avec les pédagogies mises en œuvre à LEE BXL,
- Sur l'**évaluation** du dispositif, personnelle, des formateurs, des mouvements, de l'institution, ...
- Sur l'**ouverture au réseau** dans le cadre du CREDAF, ...
- Autres ?

... en vue de les améliorer ...



Un *focusgroup* de 30 personnes a été constitué pour réaliser une évaluation approfondie en associant toutes les composantes de l'association. Il se tiendra à la rentrée de 2016-2017.

Impact mesurable des QDS ?

Les QDS fournissent des temps de rencontre, d'émergence de savoirs, de co-construction, d'appropriation de **nouveaux savoirs utiles** dans la pratique quotidienne des travailleurs. Nous l'avons particulièrement mis en évidence dans l'étude sur le précaire.

Les travailleurs et leur public sont mieux armés pour analyser les grandes questions sociales, et du coup pour **choisir de participer ou non à des manifestations, voire les initier !**, ils sont moins (ou ne sont plus) instrumentalisés, ils savent à quoi ils s'opposent. Cette démarche est particulièrement explicite dans les QDS 2, 3, 4 et 6.

Les travailleurs sont mieux armés pour **analyser les discours dominants**, l'idéologie dominante (QDS 1, 2, 9 et 10).

Les travailleurs sont amenés à analyser les **alternatives au système** dans lequel ils vivent, notamment sur le « collectif » (QDS 7), le « commun » (QDS 8) et la « reprise de pouvoir » (QDS 10).

Pour conclure, nous voudrions illustrer notre propos par une initiative qui est née dans le cadre d'un QDS, qui s'y est développée et qui a abouti dans le cadre de Lire et Ecrire Bruxelles, et aujourd'hui portée par un réseau d'une quinzaine d'associations : les **attestations alternatives**.

Pourquoi activer le public alors qu'il n'y a pas assez de places en alpha ?

Depuis le Plan d'Accompagnement et de Suivi actif des chômeurs(euses) (PAC), les demandeur(euses) d'emploi sont accompagnés(e)s de manière plus soutenue, ce qui a permis de réduire de 10% le nombre de personnes en attente de leur premier emploi en 2010. Les personnes concernées par ces mesures d'accompagnement représentent 33% du public de associations bruxelloises d'alphabetisation, soit quelques 2740 apprenant(e)s.

Depuis quelques années, nous avons pu constater une très nette augmentation des demandes d'inscriptions aux formations et une pression plus forte de la (plupart) des services publics afin d'obtenir des renseignements sur la **régularité de leurs bénéficiaires en formation**. **Attestations de fréquentation** : 301 en 2011, 2012, les 6 Centres Alpha de Lire et Ecrire Bruxelles, et ceux des autres associations de services à divers services publics (ONEM, Actiris et CPAS).

Outre la surcharge administrative, nous devons gérer des situations très difficiles humainement puisque, si ces attestations ne sont pas fournies, la personne risque d'être exclue du chômage ou sanctionnée d'une manière ou d'une autre par le CPAS selon le cas. Et ce, alors que notre association n'est pas en mesure de répondre à la demande de 20 heures par semaine exigée par l'ONEM pour être dispensé(e) de recherche active d'emploi. Nous ne sommes en effet pas financés dans le cadre de l'instrument socioprofessionnelle (ISP).

A ce jour, **seule la Promotion sociale et une dizaine d'associations d'alphabetisation bruxelloises**, majoritairement ISP, sont en mesure de satisfaire cette exigence. Or, ensemble, elles ne représentent que 12% de l'offre à Bruxelles.

Dès lors, de très nombreux demandeur(euses) d'emploi intéressé(e)s ne trouvent pas de place en ISP. A cela s'ajoutent d'autres associations de cohésion sociale ou d'éducation permanente qui les accueillent bien volontiers mais qui ne peuvent, pour la grande majorité, offrir plus de 10 heures de formation/semaine.

Les analphabètes, premières victimes du chômage
Cette responsabilité nous semble d'autant plus difficile à porter que notre public est l'une des premières victimes de ce plan d'activation. En effet, les sanctions s'exercent davantage sur les demandeur(euses) d'emploi peu qualifié(e)s (au maximum, diplôme du secondaire inférieur).

Pas d'emplois pour les moins qualifié(e)s !

D'une manière générale, nous constatons que la politique d'activation marque un tournant vers la responsabilisation individuelle et nous estimons que l'on ne peut contribuer à responsabiliser, activer et contrôler les demandeur(euses) d'emploi dans un contexte bruxellois caractérisé par une pénurie de emplois pour toutes les personnes le souhaitant. En effet, le nombre de personnes en attente de leur premier emploi en 2011, 108 629 chômeur(euses)* nous 3040 offres d'emploi et 1.700 offres d'emploi susceptibles de correspondre au profil de 93.000 demandeur(euses) d'emploi peu qualifié(e)s. (Le Soir du 25 octobre 2011).

C'est pourquoi, dans ce contexte et dans le respect de sa Charte, Lire et Ecrire Bruxelles appelle à limiter très strictement les demandes d'attestations, tant en nombre qu'en termes de contenu.

* En juillet 2014, on comptabilisait à Bruxelles 111.435 demandeur(euses) d'emploi inoccupés (OE)

STOP

aux dérives de l'Etat social actif

Déclaration du front commun syndical bruxellois

Depuis une quinzaine d'années, la Belgique, comme la plupart des pays européens, se revendique de l'« Etat social actif ». Si les contours exacts de ce projet politique sont relativement imprécis, les politiques d'activation du marché de l'emploi menées en son nom ont des conséquences très concrètes sur les travailleurs avec ou sans emploi.

La Belgique a mis en place deux dispositifs d'activation du commerce de recherche d'emploi fort similaires : l'un à l'adresse des bénéficiaires de l'aide des CPAS (en 2001) et l'autre, à plus grande échelle, à l'adresse des chômeurs, via l'ONEM (2004). Tous deux poursuivent le même objectif : accroître les efforts individuels des travailleurs sans emploi, pour se former et rechercher activement un emploi, pour une lourde menace de sanction.

Dès le début, les organisations syndicales se sont mobilisées aux côtés des demandeur(euses) d'emploi, pour évaluer le dispositif ONEM et assister les chômeurs visés, par crainte qu'il ne débouche sur une véritable course aux chômeurs. Et les constatations du terrain sont éloquentes : sanctions touchant principalement les personnes plus précarisées et les moins qualifiées, absence d'accompagnement dans l'évaluation des efforts de recherche d'emploi, charges sur les finances des CPAS et donc des communes.

Les travailleurs sociaux, chargés d'aider les travailleurs sans emploi, ont écrit une lettre d'activation globalement négative. Ils ont également constaté une évolution globalement négative du travail en raison de l'engorgement croissant des structures d'accueil, incapables de répondre à l'explosion des demandes d'aide et d'accompagnement. Les travailleurs sans emploi, quant à eux, confrontés à une incroyable complexification des procédures administratives dans leur parcours de recherche d'emploi. Face à l'absurdité du système mis en œuvre, ils sont nombreux, aujourd'hui, à devoir consacrer plus d'énergie à la recherche des attestations qui leur permettraient d'échapper à une sanction de l'ONEM ou du CPAS... qu'à leur recherche d'emploi. Cela n'est ni raisonnable, ni acceptable.

Depuis le début de l'année 2013, malgré les destructions massives d'emplois liées au crash des banques de 2008, les contrôles de l'ONEM se sont intensifiés. Les mesures d'activation sont étendues à de nouvelles catégories de chômeurs : les chômeurs âgés (55 ans en 2013 et 58 ans en 2018), travailleurs à temps partiel, chômeurs en incapacité de travail (33% et plus). Et ce alors que, dans le même temps, les pouvoirs publics régionaux chargés de l'accompagnement et de la formation n'ont les moyens suffisants ni pour offrir un accompagnement de qualité à chaque demandeur d'emploi ni pour leur offrir des formations adéquates !

Pour les organisations syndicales, il est totalement inacceptable de verser des primes à des personnes qui n'ont rien fait, et de ne pas en moins disponible. Au nom du principe (sans exclusion) elles demandent qu'aucune sanction ne puisse être prise à l'égard d'un chômeur qui ne se serait pas vu proposer un emploi ou un accompagnement de qualité. Elles revendiquent, à cet effet, une augmentation des moyens financiers destinés à l'accompagnement et à la formation, afin de permettre aux opérateurs d'emploi et de formation professionnelle de proposer des dispositifs adaptés à chaque demandeur d'emploi. Enfin, pour les organisations syndicales, si l'accompagnement des travailleurs sans emploi est indispensable, il doit surtout viser l'insertion dans un emploi de qualité !

ATTESTATION

Vous avez demandé à la personne nommée dans l'encadré ci-dessous de nous contacter en vue d'obtenir de notre part :

- une attestation d'inscription à l'un des cours que nous proposons ;
- une attestation de fréquentation des cours ;
- une attestation comme preuve de son passage chez nous.

Nous attirons votre attention sur le fait que :

→ Il y a un **manque général de places en alphabétisation** à Bruxelles, et plus particulièrement de cours intensifs de plus de 20 heures par semaine : **seulement 12% de l'offre à Bruxelles répond à cette exigence de cours intensifs.**

→ Il y a pénurie d'emplois accessibles aux personnes les moins qualifiées : **les personnes analphabètes sont dès lors, de fait, de plus en plus fragilisés par les politiques d'activation.**

Par ailleurs et malgré votre volonté d'aider les demandeur(euses) d'emplois, ces demandes d'attestations relèvent de **politiques d'activation** qui aboutissent le plus souvent à contrôler ou sanctionner ceux(elles) qui sont jugé(e)s non méritant(e)s (voir au verso la position du front commun syndical à laquelle Lire et Ecrire Bruxelles s'est associé pleinement).

Nous supposons qu'en tant que travailleur(euse) d'un service public (ONEM, Actiris, CPAS), vous êtes particulièrement exposé(e) à ces politiques d'activation et que, par maints aspects, vous en voyez, vous aussi le caractère absurde !

Nous vous invitons à marquer votre solidarité et à refuser de reporter ces pressions sur les demandeur(e)s d'emploi et les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale, plus particulièrement, sur les plus fragiles d'entre eux(elles) à savoir, les personnes analphabètes ou ne maîtrisant pas la langue française.

C'est dans ce contexte que nous délivrons l'attestation ci-dessous, à la demande de la personne concernée.

Par la présente, nous attestons que M / Mme :

S'est présenté(e) ce jour en nos bureaux et a pu :

- s'inscrire dans l'une de nos formations en date du :
- s'inscrire sur une liste d'attente.
- bénéficier d'une réorientation.

Pour Lire et Ecrire Bruxelles asbl, signature, date, cachet

Cette initiative s'appuie sur les témoignages de travailleurs de première ligne, qui se heurtent à l'ensemble des pressions mises par l'état social actif sur les personnes analphabètes : des attestations d'inscription, de fréquentation voire de réussite émanant de l'ONEm, d'ACTIRIS ou des CPAS, et ce alors qu'il n'y avait plus de places disponibles dans le réseau, notamment des places de 20/semaines en insertion socio-professionnelle.

Après une première version élaborée au sein d'un QDS « précarité », puis retravaillée dans les QDS « austérité », une version finale est adoptée par le CA de Lire et Ecrire Bruxelles, et peaufine le document :

- Le verso est 50% syndical (de dénonciation de l'ESA) et 50% associatif (consacrée à la problématique du secteur) ;
- Le texte est « modéré » : il s'agit ici de protéger la personne qui nous demande l'attestation, qu'elle ne retourne pas « sans rien » devant son instance de contrôle, ONEm ou CPAS ;
- L'attestation ne considère pas les travailleurs sociaux des CPAS et de l'ONEm comme des ennemis (ce sont des « camarades travailleurs » ☺), mais comme des alliés potentiels, les appelant à se solidariser avec notre démarche.

Cette dernière version n'est finalisée que parce qu'un « coordinateur général socio-politique » est engagé à Lire et Ecrire. Il sera aussi à l'initiative d'une **plateforme « stop attestations »**, comptant aujourd'hui une quinzaine d'associations qui utilisent les mêmes attestations. La démarche est clairement soutenue par la FGTB et la CSC : c'est un plus qu'apportent les deux piliers fondateurs de Lire et Ecrire (et qui sont aussi présents à titre personnel au sein des instances de CFS).

Lors d'une conférence de presse du 10 mai 2016, la plateforme précise son objet :

*Depuis l'introduction du Plan d'Accompagnement des chômeurs (2004), l'activation des usagers de CPAS (en âge et en état de travailler), les **demandeurs d'emploi sont suivis et contrôlés de manière plus soutenue, ce qui n'est pas sans répercussions sur les personnes analphabètes et sur le secteur de l'alphabétisation.** En effet, la Plateforme constate une très nette augmentation des demandes d'attestations d'inscription et de fréquentation aux formations.*

Les associations de la Plate-Forme refusent de devenir des agents de contrôle de leurs propres publics.

Outre la surcharge administrative, les associations doivent gérer des situations très difficiles humainement puisque, si les attestations ne sont pas fournies, les personnes risquent d'être exclues du chômage ou sanctionnées par le CPAS.

Sur base de ces constats, La Plate-Forme STOP AttestationS a produit une attestation-type, censée à la fois répondre aux attentes des personnes analphabètes et partager son point de vue sur le sujet avec les agents d'Actiris, de l'ONEm ou de CPAS.

Elle est bien relayée par la presse : <http://bx1.be/emission/m-68/> et <http://www.stopattestations.be>.

Conclusions et évaluation globale de l'action de l'association (Section 5)

Nous avons intégré la question de l'évaluation, du moins des points 5.1 à 5.3, dans le long développement des 10 principales thématiques travaillées, et dans notre principal projet transversal, les Questions de société.

5.1 Comment l'association apprécie-t-elle la participation active des publics dans la conception, la conduite et l'évaluation de son action ?

5.2 De manière générale, comment les visées et actions de l'association (dans la période écoulée et dans l'avenir) s'inscrivent-elles dans les perspectives de l'article 1er du décret ?

Prendre appui sur les 3 § de cet article pour y faire valoir les éléments les plus saillants :

- **Perspective d'émancipation individuelle et collective des publics**
- **Perspective d'égalité et de progrès**
- **Développement de la justice, de la démocratie et de la solidarité**

5.3 De façon plus précise (avec exemples à l'appui), comment l'action de l'association a-t-elle contribué à :

- **Développer une analyse critique de la société, une prise de conscience et une connaissance critiques de la société**
- **Stimuler des initiatives démocratiques et collectives : capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation**
- **Développer l'exercice de la citoyenneté active**
- **Développer l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques : attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique**
- **L'expression culturelle et la rencontre entre cultures**

Nous développerons donc dans cette partie plus particulièrement les lignes de forces de l'action future, et les modalités d'évaluation. Nous trouvons plus cohérent d'inverser les questions 5.5 avant la 5.4.

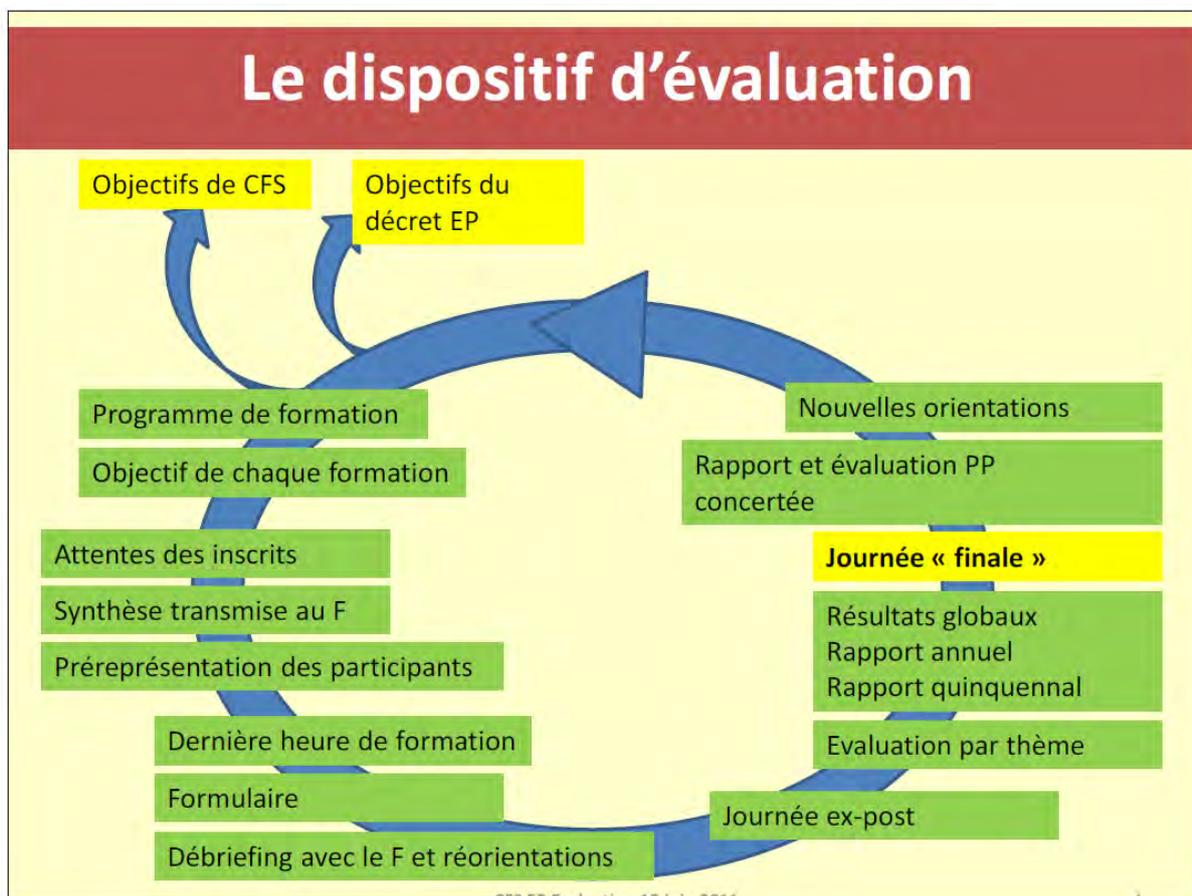
5.4 Comment les visées et lignes de force de l'action future de l'association intègrent-ils les enseignements de cette évaluation ?

5.5 Comment votre association a-t-elle mené son évaluation? Avec qui (équipe, instances, membres, partenaires, publics, autres associations) ?

5.5. Sur la manière de mener l'évaluation

Le dispositif d'évaluation présenté en 2010 reste le dispositif théorique mis en œuvre. Celle-ci est un processus cyclique en vue d'améliorer notre pratique.

Pour rappel :



Ce logigramme doit être lu de la manière suivante :

Chaque année, un programme de formation est élaboré, et conçu pour répondre à la fois aux besoins de formation des animateurs, aux « buts et objets » de CFS et aux prescrits de l'article 1 du Décret EP.

Dans le programme, un travail important est fait pour définir pour chaque formation des objectifs précis. Sans objectif précis, pas d'évaluation possible !

Le catalogue une fois diffusé, et en vue de « coller » au mieux aux attentes du public, CFS

- ⇒ questionne par mail les inscrits potentiels sur leurs attentes spécifiques (et le cas échéant les réoriente si les objectifs ne correspondent pas) ;
- ⇒ rédige une synthèse de ces attentes pour le formateur, et la lui transmet ; le cas échéant, CFS réprecise les objectifs avec le formateur ;
- ⇒ Aucune formation ne démarre sans un premier temps sur les (pré)représentations des participants : la 1ère heure de formation y est le plus souvent consacrée.

Ensuite, la formation a lieu ;

- ⇒ dans la plupart des formations, outre le formateur, CFS y délègue un animateur. Sa fonction est de vérifier en cours de formation qu'on « maintienne le cap » entre les attentes / besoins des participants et les objectifs de la formation.

En fin de formation, CFS :

- ⇒ Participe à l'évaluation de la formation par / avec les participants. Une heure y est le plus souvent consacrée, pour évaluer collectivement la progression du groupe et de chacun par rapport aux objectifs fixés ; mais aussi sur la transférabilité des acquis dans la pratique quotidienne du participant.
- ⇒ Il est ensuite invité à remplir un formulaire type d'évaluation individuelle.

Après la formation, CFS fait un retour au formateur : à partir de l'évaluation collective et des formulaires individuels, un bilan est tiré conjointement, en vue le cas échéant de corriger les formations ultérieures ou de modifier la programmation.

Dans un certain nombre de formations, nous avons organisé des journées EX-POST plusieurs mois après la formation ; l'objectif est ici de relever les avancées concrètes et les difficultés rencontrées par les participants dans la mise en œuvre des apprentissages.

Chaque année, nous évaluons globalement nos formations dans le cadre de la préparation du RA au Service de l'EP :

- ⇒ Cette évaluation se fait thème par thème ;
- ⇒ Dans certains cas, des réunions collectives sont organisées (par exemple Conseil de programmation des formations dans le cadre de l'UP, ou comité de pilotage avec Lire et Ecrire Bruxelles).
- ⇒ Ces rapports sont discutés chaque année au sein du Conseil d'administration de CFS.

En fin de quinquennat :

- ⇒ Une évaluation approfondie a lieu sur base de la situation de l'année de référence
- ⇒ Une « journée finale » est organisée en vue de dégager ou de préciser nos orientations ;

Annuellement et en fin de quinquennat, un nouveau programme est proposé, intégrant les termes de l'évaluation, et en conformité avec :

- ⇒ l'article 1 du Décret
- ⇒ les objectifs de l'association
- ⇒ l'expérience acquise de formation axe 2

Quel type d'évaluation ? Notre évaluation envisage à la fois :

- ⇒ La nature des compétences à acquérir : nos formations sont-elles « adaptatives » ou « émancipatrices » ?
- ⇒ L'équilibre entre la progression de chaque participant, la progression du groupe et la progression du projet de formation lui-même.
- ⇒ Le degré de participation de chaque composante du projet.
- ⇒ Une interrogation sur le sens-même de l'évaluation : une critique des « compétences » et des évaluations normatives a été menée avec Angélique del Rey auteure de « A l'école des compétences, de l'éducation à la fabrique de l'élève performant ».

Ce qui a changé depuis 2010

Ne pas confondre « évaluation » et « analyse d'impact ».

- Une **évaluation formelle, même très positive**, d'une formation de 2 journées a peu de sens : elle reflète simplement la satisfaction à chaud de celui qui l'a suivie. Elle ne donne aucune indication sur la capacité du participant de s'en emparer, ni de l'effectivité de sa mise en œuvre.
- Le vrai indicateur utile serait une **analyse qualitative d'impact** en cours et à l'issue de formations longues, intensives et étalées sur au moins 1 année. Encore faudra-t-il s'entendre sur ce qui est un impact, positif ou négatif : au-delà des descriptions narratives, *en quoi les évolutions constatées contribuent-elles à*

« l'émancipation individuelle et collective », à « l'augmentation de la puissance d'agir » et à « la transformation sociale » ?

- Ces questions sont l'objet du travail d'un groupe de la FREP, à partir d'entretiens compréhensifs (dispositif de témoignage plus intense qu'une interview, moins circonstancié qu'un récit de vie).
- Le lecteur attentif aura relevé un certain nombre d'évaluations et d'impacts dans notre pratique :
 - ✓ Que les participants à la formation « Conférences gesticulées »
 - Soient à la fois positifs et critiques par rapport à notre partenariat, qu'ils diffusent souvent leurs CG = c'est de l'évaluation ...
 - S'organisent eux-mêmes en une nouvelle association, La Volte, qui devient notre interlocuteur dans la formation à venir, c'est un impact, une prise de responsabilité, une volonté de développer, de passer de leur réussite individuelle à un projet collectif ...
 - ✓ Que les participants à la FREP
 - Apprécient les apports de cette formation, s'en emparent personnellement, intègrent certains éléments dans leur propre travail, c'est une évaluation positive ...
 - Prennent conscience de l'importance d'un travail coopératif, s'y investissent sur le long terme, décident d'aller réinterroger le terrain, de tenter de produire de « nouveaux savoirs sociaux stratégiques », sortent de leurs bureaux pour devenir des « chercheurs en résidence », c'est un début de transformation sociale ...
 - ✓ Que les participants aux QDS
 - Soient très positifs sur la formation « sur le précarité », et contribuent à enrichir par leurs expériences personnelles une étude sur la question, c'est une évaluation positive ...
 - S'emparent de cette question et de celles de l'austérité pour exiger des organisations syndicales de co-organiser plusieurs manifestations sur la dégressivité des allocations de chômage,
 - Se révoltent quant à la pression mise sur leur public et mobilisent tout un secteur sur la production d'une attestation alternative, c'est un impact profond, collectif, une prise de risque...

En matière de formation à l'axe 2 :

- Nous avons de plus en plus privilégié la **conception des formations en interne**. Si pour des raisons évidentes d'expertise nous avons le cas échéant continué à faire appel à des spécialistes externes, nous avons cependant envisagé les contenus des formations de concert avec eux de manière à ce qu'elles soient plus encore en adéquation avec les valeurs et visées de CFS et qu'elles répondent au plus près aux attentes exprimées par nos publics et aux diagnostics que nous pouvons poser dans le cadre de nos diverses activités.
- Nous avons privilégié progressivement **des formations plus longues**, qui nous permettent de garder le contact avec les participants (les QDS, 6 jours par an ; la FREP, 10 jours par an ; les Conférences gesticulées, 14 journées et une association qui fait lien ensuite, au moment de la diffusion ; les formations en soutien à la reprise d'études, parfois 2 ou 3 années ; ...). **Dans ce cadre, le dispositif d'évaluation est permanent.**

Depuis 2012, nous sommes de plus agréés à l'axe 3.2 et sommes aussi chargés d'autres missions en cohésion sociale, à l'Université Populaire, en insertion socio-professionnelle. D'emblée, notre volonté a été d'articuler ces différentes missions et de leur donner une cohérence interne au sein de CFS.

- Nous sommes progressivement passés d'un travail de production peu articulé avec les formations à un travail d'écriture qui se situe en amont ou en aval des formations, avec une **volonté de les alimenter et de capitaliser les acquis** ;
- Notamment avec la mise en place de la FREP, nos analyses et études sont aujourd'hui plus dans une **logique de recherche** en éducation populaire que de production d'articles journalistiques. Nos productions écrites se situent d'ailleurs souvent plus près des 20.000 signes pour les analyses, et 100.000 signes pour les études.
- En matière d'évaluation des publications, il est aussi important de pouvoir travailler sur la durée. Le FIL ROUGE N° 18 par exemple, consacré à l'« **Université populaire de Paris 8** », est une étude de CFS toute entière consacrée à l'évaluation d'une expérience à laquelle nous sommes associés depuis 2009 et qui est « suspendue » en 2013. L'écriture est collective, distanciée (s'appuyant sur 5 années d'expériences), s'appuyant sur la vision de chacun des acteurs, comparant des situations françaises et belges, et aboutissant à renforcer les dispositifs tant français que CFS, notamment par la posture d'« apprenti-chercheur », que nous analyserons plus avant aussi dans le cadre de la FREP en décembre 2014.
- Cette logique de recherche, renforcée par la dynamique de la FREP, nous a amenés à produire de manière plus régulière, jusqu'à 36 analyses et 2 études en

2015, nous permettant de **solliciter un passage à la catégorie supérieure à l'axe 3.2**. Cet apport financier supplémentaire permettra(it) de stabiliser un dispositif de recherche, aboutissant notamment à la mise en place d'un Labocoop structuré.

- La volonté d'avoir une **pratique la plus cohérente possible** entre nos différentes missions contribue à un enrichissement permanent de nos pratiques. Le lien avec les apports de l'Université populaire et de notre agrément en cohésion sociale sont particulièrement mobilisés, comme en attestent les 10 thématiques développées.

Au niveau de l'ensemble de l'association, les temps d'évaluation interne ont effectivement amené à une **modification statutaire** des « but et objet » analysée dans la 1^{ère} partie du document.

- Il reste à travailler cette volonté générale avec l'ensemble des travailleurs, notamment ceux arrivés plus récemment.
- Notre analyse de l'importance de l'histoire associative (voir thématique 8) servira à renforcer cette démarche.

5.4. Comment les visées et lignes de force de l'action future de l'association intègrent-ils les enseignements de cette évaluation ? Plan d'action quinquennal 2017-2021

Education permanente, éducation populaire

Tout en se situant clairement dans le cadre de l'article 1 du décret « éducation permanente », CFS privilégie une certaine radicalité héritée de **l'éducation populaire** et de sa propre histoire, proche de celle du mouvement ouvrier. Des deux cycles de formation consacrés à l'éducation populaire que nous avons organisés (en 2012 et en 2014-2016), nous donnons comme objectif à nos actions qu'elles contribuent à :

- L'émancipation individuelle et collective ;
- L'augmentation de la puissance d'agir ;
- La transformation sociale.

CFS est une association d'éducation permanente **généraliste** : c'est notre démarche qui crée notre identité, pas la thématique traitée. Notre démarche se veut en phase et en appui avec les luttes sociales ... donc en situation d'adapter ses thématiques de formation et de recherche aux évolutions socio-politiques (cfr section 2.1). Cela implique de pouvoir aborder une grande diversité de thématiques, de manière transdisciplinaire et sous des angles diversifiés :

- **Thématiques d'action en formation** : nous souhaitons à cette étape maintenir et prolonger les 5 thématiques de formation, sans qu'il ne soit plus nécessaire de garder une distinction entre projet 1 et projet 2. Les 5 thématiques sont des « portes d'entrée » dans la matière, pas des fins en soi. Elles sont déjà celles présentes en onglets sur notre site depuis 2 ans :
 - Des outils pour animer et former
 - Analyse critique
 - Management associatif
 - Vivre ensemble
 - Reprendre des études
- **Thématiques de recherche** : ici, c'est l'idée d'une ligne éditoriale qui prévaut, avec un certain nombre de thématiques liées à l'actualité ou aux formations. Nous ne souhaitons donc pas les figer pendant 5 ans.

Méthodologiquement, notre association se veut **centrée sur la co-construction de savoirs et des pouvoirs**, bien « au-delà de la participation du public ». Une véritable co-construction (PAR le peuple) qui produise de l'émancipation, de la puissance d'agir et de la transformation sociale s'appuie sur un certain nombre de références :

- **Paulo Freire**, pour sa vision de l'éducation, qui a été à la base des cours d'alphabétisation qui se voulaient émancipateurs :
« Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde »
 - **Pierre Bourdieu**, pour sa dénonciation du déterminisme socio-éducatif dans « Les Héritiers » et « La Reproduction »
 - **Jacques Rancière**, qui dans « Le Maître ignorant » pose le postulat de l'égalité des intelligences
 - **Albert Jacquard**, pour son « éloge de la différence » :
« L'autre est différent, certes. Il ne s'agit pas de nier cette différence, ou de prétendre l'oublier, mais d'en tirer parti. Car la vie se nourrit de différences; l'uniformité mène à la mort. »
« Il faut prendre conscience de l'apport d'autrui, d'autant plus riche que la différence avec soi-même est plus grande. » [Petite philosophie à l'usage des non-philosophes] citation inscrite sur nos murs »
 - **Christian Maurel**, pour sa vision de l'émancipation :
« S'émanciper, c'est sortir, aussi modestement que cela soit, de la place qui nous a été assignée par les rapports sociaux, le genre, l'âge, la culture d'origine ou encore le handicap. »
 - **Howard Zinn**, pour la nécessité de maîtriser son histoire (Histoire populaire des Etats-Unis, du récit de vie à l'histoire populaire)
« Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs »
 - **Saïd Bouamama**, pour son analyse multifactorielle des dominations (*Dictionnaire de dominations de race, classe, sexe*. Collectif Manouchian)
- Sans que cette liste ne soit évidemment limitative !**

CFS souhaite s'inscrire dans un **processus de recherche** en éducation populaire. Cela implique une présence sur le terrain (par exemple des chercheurs « en résidence »), une cer-

taine durée de suivi d'une expérience, d'une lutte, une certaine transdisciplinarité qui dépassent le temps de travail habituellement dévolu à une analyse ou une étude.

- CFS anime depuis deux ans une **Formation à la recherche en éducation permanente-populaire**, la FREP, avec une trentaine de participants. Les premiers travaux font l'objet du *Contribution au débat n°5* (en annexe du rapport 2015)
- La coopération entre chercheurs semble nécessaire pour vaincre leur isolement, d'où notre projet de développer le Laboratoire coopératif de recherche en éducation populaire, le **Labocoop** (décrit dans la thématique 3).
- Une des propositions faite au Conseil supérieur et au Ministre pour favoriser une recherche approfondie serait de définir une recherche comme étant équivalente à un certain nombre d'analyses et/ou d'études (par exemple 100.000 signes, équivalent à 8 analyses ou 2 études).

En matière de formation également, nous visons un travail plus intensif, en privilégiant le travail sur la durée : l'idéal est de continuer à assurer le passage de projets ponctuels courts à des **projets structurels** situés dans la durée.

C'est aujourd'hui le cas de :

- Des Questions de société (récurrentes, 6 journées par an, une centaine de 100 personnes)
- Des formations longues sur l'éducation populaire, dont la FREP (10 journées par an, une trentaine de personnes)
- FAFEP (petits groupes en reprise d'études, mais réguliers sur en général 2 ans = 1500 h/an)
- Relance de la formation Conférences gesticulées (14 journées, une douzaine de personnes)
- Formation organisation associative (10 journées, une quinzaine de personnes)

CFS doit continuer à **renforcer sa cohérence interne**, en veillant à articuler au mieux ses divers agréments : outre l'éducation permanente, la cohésion sociale et l'insertion socio-professionnelle. L'aller-retour entre le public de chômeurs accueillis en ISP, leur formation professionnelle, des apports formatifs et d'écriture de l'éducation permanente et l'acquisition d'une plus grande puissance d'agir au-delà de leur intégration sociale, sont des objectifs insuffisamment atteints aujourd'hui

L'Université populaire de Bruxelles

Saison 2015-2016 « Les dominations »



Saison 2014-2015 « Gauche qui peut ! »



Saison 2013-2014 « Karl Marx, le retour ? »



Saison 2012-2013 « Homo debitor »



Saison 2011-2012 « l'emprise du management »



Saison 2010-2011 « le travail dans tous ses états »



Saison 2009-2010/Pensée(s) de crise(s)
« 5ème Printemps des UP »



« Les limbes »



CFS n'est pas une île, et doit donc en permanence consolider ses **partenariats**. Nous avons mis en évidence combien ceux-ci alimentaient notre propre pratique, notamment les partenariats structurels avec :

- Lire et Ecrire Bruxelles (Questions de société, reprise d'études)
- Université Populaire de Bruxelles (complémentarité de CFS et de la CCB comme co-porteurs du projet) Voir convention et rapport d'activités en annexe.
- La CCB (sur la question du précarat, en 2016 projets communs dans le cadre des 20%)
- La Volte pour les conférences gesticulées
- Banlieues pour les captations, mises en ligne et sites

L'éducation populaire est politique. Mais dans notre société complexe, on peut avoir un sentiment d'impuissance devant la multitude des petites initiatives de terrain. Un de nos conférenciers, Christian Laval nous propose une perspective politique dans son dernier ouvrage (Dardot et Laval¹⁰⁰) :

*Concernant le second volet de la question stratégique (la coordination des luttes au niveau international), la réponse nous semble tenir dans l'exigence de construire un bloc démocratique international. Non pas un cartel de partis, comme le front de gauche en France ou Syriza en Grèce, toutes formes qui ont montré leurs limites, mais un **bloc qui serait composé de toutes les forces politiques, de toutes les organisations syndicales, associatives, écologistes, savantes et culturelles. Celles-ci s'engageraient à l'échelle locale, nationale et internationale dans une même lutte anti-oligarchie sur une plateforme commune.***

Par ses pratiques d'éducation permanente-populaire, CFS y a sa place et espère y contribuer.

¹⁰⁰ Christian Laval et Pierre Dardot, "Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie", Paris, La Découverte, 2016, pp. 239-241.

Collectif Formation Société asbl
26, Rue de la Victoire, 1060 Bruxelles
02/5430303 - info@cfsasbl.be